

UNIVERSITÉ DE PARIS
FACULTÉ DE DROIT

LES DOMAINES
DU CHAPITRE DE BOURGES
AU DÉBUT DU XIII^e SIÈCLE

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La thèse pour les matières ci-après sera présentée
et soutenue le 13 Mars 1942, à 14 heures

PAR

M^{lle} GENEVIÈVE BOUTAULT
12, Rue des Wallons, Paris 13^e

Président M. PETOT, Professeur

Suffragants MM. GRANDCLAUDE, Professeur

FÉLIX OLIVIER-MARTIN, Professeur

PARIS
ÉDITIONS PROBA
181, RUE DU CHATEAU-DES-RENTIERS, 181

1942

UNIVERSITÉ DE PARIS
FACULTÉ DE DROIT

LES DOMAINES
DU CHAPITRE DE BOURGES
AU DÉBUT DU XIII^e SIÈCLE

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La thèse pour les matières ci-après sera présentée
et soutenue le 13 Mars 1942, à 14 heures

PAR

M^{lle} GENEVIÈVE BOUTAULT

12, Rue des Wallons, Paris 13^e

Président M. PETOT, Professeur

Suffragants MM. GRANDCLAUDE, Professeur

FÉLIX OLIVIER-MARTIN, Professeur

PARIS
ÉDITIONS PROBA
181, RUE DU CHATEAU-DES-RENTIERS, 181

1942

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses, ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



LES DOMAINES DU CHAPITRE DE BOURGES AU DÉBUT DU XIII^e SIÈCLE

CHAPITRE PREMIER

Si les institutions et les coutumes de nos anciennes provinces ont évolué d'une manière à peu près semblable dans leurs grandes lignes, elles diffèrent sensiblement dans leurs détails et leur application. Les pays qui, par leur situation géographique, ont subi les grands courants d'invasion ne peuvent être comparés aux provinces centrales et les grands fiefs sont également différents des domaines de la couronne. A l'intérieur même d'une province les coutumes varient de seigneurie à seigneurie, elles ne seront pas appliquées semblablement dans un domaine ecclésiastique et dans un domaine laïc, et il n'est pas toujours facile de reconstituer ce que pouvait être la vie journalière à l'époque féodale ; un cartulaire du chapitre de Saint-Etienne de Bourges permet de trouver d'assez nombreuses indications sur les coutumes en vigueur dans un grand domaine ecclésiastique du Berry au début du XIII^e siècle. Ces indications sont d'autant plus intéressantes que le narrateur n'a pas voulu faire œuvre de juriste, mais s'est contenté de rapporter les faits tels qu'il a eu l'occasion de les observer.

Le chapitre de l'Eglise cathédrale Saint-Etienne de Bourges peut être considéré comme une des institutions les plus durables du Berry ; il a tenu, depuis l'époque carolingienne jusqu'en 1789,

une place importante dans l'histoire de cette province. Il est déjà fait mention du chapitre dans une charte de Louis le Débonnaire qu'on peut placer entre 823 et 840 ⁽¹⁾. Une autre charte de 903 en précise l'influence : l'abbaye de Desvre près de Vierzon ayant été détruite par les Normands et les moines dispersés, le chapitre les prend sous sa protection et dispose du château de Vierzon pour les abriter ⁽²⁾. Dans la suite des manuscrits relatifs à l'activité des chanoines et à leur vie, figure un volumineux cartulaire du ^{xiii}^e siècle détenu à la Bibliothèque Nationale, au fonds des Nouvelles acquisitions latines n° 1274. Matériellement, il se présente sous l'aspect d'un important manuscrit de 380 feuillets de parchemin de 270 mms sur 183. Il est assez difficile de trouver un plan quelconque dans cet ouvrage où les sujets les plus divers relatifs à la vie du chapitre sont abordés. Outre les chartes on peut y trouver des censiers, des listes de résidence, des accords passés entre le doyen et les membres du chapitre, des actes d'administration... toutes sortes de pièces qui ont été ajoutées pêle-mêle un peu au hasard au courant du ^{xiii}^e siècle et où on traite successivement de la canonisation de saint Guillaume, des indulgences, de la forme des hommages ou du droit de se choisir un confesseur.

Selon M. Delisle ⁽³⁾, la première partie comporterait le dessin d'un ouvrage primitif : folio 13 actes des papes, f° 31 actes des rois, f° 42 actes des archevêques, f° 77 actes passés devant les officiaux, f° 219 actes des comtes, f° 231 actes du doyen. Toutefois on ne peut comparer ce manuscrit même correspondant à un plan déterminé à d'autres cartulaires de la même époque remarquables tant par leur composition que par le soin apporté à la présentation matérielle. Le cartulaire de Saint-Etienne était évidemment destiné à l'usage personnel des membres du chapitre, et leur servait de livre de compte et de raison où tous les événements les intéressant étaient notés jour après jour, et selon la nécessité du moment.

Dans ce très riche ensemble de documents, on peut isoler un passage composé de 14 feuillets du f° 340 au f° 354, et qui est composé des rapports de deux prévôts du chapitre : Girard Vogrin et Girard de La Charité. Bien qu'écrit de la même main et for-

(1) GIRARDOT. — *Histoire du Chapitre de Saint-Etienne de Bourges*, page 6.

(2) GIRARDOT. — *Idem*.

(3) Bibliothèque de l'Ecole des Chartes 1899, tome 60, page 1 et suivantes.

mant un tout ordonnancé et suivi, les paragraphes de ces rapports sont cependant séparés par des intercalations en cursive assez peu lisibles en général, c'est ainsi que la moitié du f° 337 recto et verso porte d'une écriture très différente et passablement effacée la liste des cens rendus par les prévôts l'année 1226. On peut remarquer aussi outre de nombreux blancs au cours du texte lui-même, au f° 342, une page et demie qui n'a pas été employée, de même entre ce paragraphe et le suivant sont intercalées une demi-page restée blanche et une page sur un tout autre sujet. L'écrivain a voulu nettement distinguer les chapitres de son rapport et après coup, ces feuilles libres ont tenté un autre chanoine.

D'une manière générale le passage est écrit en caractères très lisibles, cependant comme dans le reste du cartulaire lui-même, les ratures et les surcharges sont fréquentes comme les annotations au sommet des pages. La place nécessaire aux majuscules des débuts de phrase a bien été ménagée, mais les mots n'ont jamais été complétés. Les abréviations sont employées couramment et parfois même pour les noms propres. La ponctuation ne correspond en aucune façon au texte; quant à la forme, il est évident que le prévôt pense en français et traduit son texte mot pour mot, il arrive même que ne trouvant pas l'équivalent de sa pensée en latin il emploie le mot « gallice dicitur » ainsi qu'il s'exprime lui-même. Son texte est aussi près du français que du latin classique.

L'ensemble du cartulaire a été rédigé au cours de près d'un siècle puisqu'on relève les dates extrêmes de 1153 et de 1233, mais peut-on déterminer d'une manière précise l'année au cours de laquelle le rapport des prévôts a été rédigé? Des dates sont citées fréquemment, cependant, pas une ne s'applique exactement à la rédaction du manuscrit. Dès la première page il est fait allusion à l'année 1228 et c'est une des dates qui revient le plus souvent sous la plume du prévôt. Au même folio 330 recto il se réfère à l'année 1229 et au verso du même folio à l'année 1227. Ces dates reparaissent successivement au folio 331 recto où l'année 1226 est également citée, au folio 333 recto, 334 verso... il faudrait énumérer à peu près tous les feuillets pour avoir une liste complète des passages où l'on peut se référer à ces dates. Deux pages seules donnent d'autres indications, à la première f° 332 recto, il est fait mention de l'acensement d'un moulin pour six ans de l'année 26 à l'année 33, mais rien ne prouve que l'année 33 est écoulée, le bail est simplement en cours, à la

seconde beaucoup plus précise f° 340 recto il est noté « nunc scilicet anno tricesimo primo ». La date de ce passage du cartulaire apparaît donc être l'année 1231. Il est naturellement fait mention des comptes des années 27, 28, 29, ceux de l'année 1230 n'ayant pas encore été estimés.

Cependant si cette date s'applique au début du rapport des prévôts, on ne peut la donner d'une manière absolument certaine pour les feuillets compris entre le f° 349 verso et le f° 354 verso. Il est en effet assez curieux de remarquer que dans ces pages il n'est fait allusion à aucune date alors que dans les précédentes l'auteur se réfère continuellement aux années 27, 28 et 29. On ne peut pourtant pas affirmer qu'on est en présence d'un fragment d'une autre époque, le début de ce paragraphe « Tunc accedamus ad differendis reddituis » montre bien qu'il s'agit là d'une suite et les caractères de l'écriture identiques pour les 14 feuillets à celle des précédents ne laisse pas de doute sur la similitude d'identité de l'auteur.

Ce fragment du cartulaire du chapitre de Saint-Etienne de Bourges daté des premières années du règne de saint Louis peut être difficilement rangé, au premier abord, dans un genre déterminé. Le titre du premier chapitre « Hoc est descriptio reddituum et consuetudinum Belli Loci facta a magistro Girard Vogrini tunc temporis preposito » le présente comme le relevé des redevances et des coutumes dues au chapitre, ces quelques pages sont pourtant plus qu'une sèche énumération, la vie quotidienne des petits villages y transparait et permet de connaître à côté de la condition des terres celle des paysans et l'organisation du domaine.

On peut assimiler cette description très minutieuse à celle qui a été faite à peu près à la même époque des terres du comte de Champagne et de Brie et qui est intitulé (1) « Extenta terre comitatus Campanie et Brie » et que les clercs du xiv^e siècle traduisaient « Valeur de la terre du comté de Champagne et de Brie » ce titre désignant un recueil d'enquêtes faites en chacune des prévôtés du domaine comtal par un groupe de prud'hommes. Le cartulaire de Saint-Etienne a bien la même signification, il tend à rechercher la valeur des terres possédées par le chapitre après enquête et rapport des prévôts et si l'on admet que le mot « extenta » désigne d'une façon assez générale au xiii^e siècle les

(1) Documents relatifs au comté de Champagne et de Brie publiés par LONGNON, T. II, page VII.

enquêtes de cette sorte, on peut donner à ce manuscrit, le titre d'extenta des terres du chapitre de Saint-Etienne de Bourges.

C'est un acte de bonne administration qui a permis au chapitre de connaître exactement ses ressources, leurs provenances et les terres sur lesquelles s'étendait son pouvoir. L'enquête a dû être décidée sur la demande des chanoines après une de ces réunions capitulaires, où les comptes des receveurs étaient vérifiés par des Commissions de trois chanoines délégués à cet effet⁽¹⁾. Ou, peut-être, a-t-elle été envisagée à la suite d'une des assez nombreuses querelles sur les prébendes et le nombre de ceux admis à en jouir. C'est en effet une question qui a soulevé des controverses sans fin entre les membres du chapitre qui attachaient une certaine importance à ces questions matérielles, comme le prouvent les actes qui ont fixé successivement le nombre des prébendiers. En 1178, l'archevêque Guérin de Gallardon se met d'accord avec le chapitre pour fixer à trente le nombre des chanoines « afin que l'Eglise ne pût pas à l'avenir être grevée au delà de ses facultés par la réception de nouveaux membres »⁽²⁾. Cependant, cet accord n'était pas définitif et les demandes devaient augmenter d'année en année puisque en 1189⁽³⁾ le nombre des prébendes est élevé de trente à quarante et cela par une décision du Pape Clément III lui-même, approuvée par l'Archevêque Henri de Sully et le chapitre. Bien qu'on n'ait pas trace d'autres actes de ce genre au début du XIII^e siècle on peut penser qu'à la suite de nouvelles demandes tendant à augmenter le nombre des prébendiers, le chapitre a voulu connaître avec exactitude quelles seraient ses ressources et l'emploi qui en était fait.

Le préambule du premier paragraphe auquel il a déjà été fait allusion, donne le nom de l'auteur de l'extente « Magister G. Vogrini, prévôt ». Il est assez étonnant qu'un seul prévôt, Girard Vogrin ait été chargé seul de l'enquête et de son rapport, alors qu'en effet, le chapitre avait toujours deux prévôts préposés à l'organisation et à l'administration du domaine, ainsi qu'en font foi différents passages du texte citant les noms de certains de ces prévôts. Dès la première page, au f^o 330, Girard de La Charité et Etienne de Gallardon sont cités comme prévôts, puis

(1) GIRARDOT. — *Histoire du Chapitre de Saint-Etienne de Bourges*, page 90.

(2) CHENON. — *Le Berry religieux au moyen âge*, page 17.

(3) CHENON. — *Le Berry religieux au moyen âge*, page 24.

au f° 334 recto « magistri Stéphane de Gallardon et Girard Vogrini tunc temporis existentes prepositi », également au f° 341 « ego et magister Stéphane de Gallardon ». Les prévôts du chapitre remplissaient donc toujours leurs fonctions par deux, ils imitaient en cela les prévôts royaux qui, à la même époque, ne s'acquittaient jamais seuls de leur tâche. « Aussi, dans les seigneuries d'importance, ordinairement, la justice y était exercée par plusieurs prévôts conjointement, lesquels faisaient aussi conjointement la recette des revenus. » ⁽¹⁾ Dans l'énumération de ces prévôts du chapitre, le nom d'Etienne de Gallardon revient constamment, par contre, le deuxième prévôt change, c'est tantôt Girard Vogrin, l'auteur du rapport, tantôt Girard de La Charité. Les prévôts étaient tenus en effet de résigner leurs fonctions tous les ans, comme l'indique le cartulaire lui-même au premier folio, à la différence cette fois des prévôts royaux qui, eux, étaient nommés, semble-t-il, tous les trois ans, ainsi qu'il résulte des comptes de 1217 et de 1219 de la Prévôté de Paris ⁽²⁾. Etienne de Gallardon avait donc dû à des connaissances particulières, d'être désigné plusieurs années de suite pour remplir le rôle de prévôt. Avant d'entrer comme chanoine au chapitre de Saint-Etienne, Etienne de Gallardon était déjà connu comme clerc de Guérin, évêque de Senlis, Chancelier de France. Il avait été associé à ce titre à de nombreux travaux, principalement à ceux qui avaient pour objet le rétablissement des archives du royaume ; en l'an 1200, ce clerc rédige par ordre du prélat, une chronique sommaire, simple liste des rois de France, en 1220, il exécute un autre travail plus important et qui se compose d'un registre contenant les actes de Philippe-Auguste. Ce manuscrit est en tous points remarquable par la beauté de l'écriture. Au début du règne de saint Louis, il quitte Paris pour Bourges où chanoine de Saint-Etienne de 1227 à 1243, il fut longtemps prévôt ainsi que le prouve la cartulaire ⁽³⁾. Il est assez étonnant qu'ayant rempli ce rôle à la Chancellerie de Philippe-Auguste, Etienne de Gallardon ait abandonné toute activité de ce genre à son arrivée à Bourges. L'exercice de ses fonctions pendant plusieurs années contiguës lui permirent d'autre part de connaître parfaitement les revenus du chapitre. Aussi M. Delisle ⁽⁴⁾ reconnais-

(1) BRUSSEL. — *Nouvel usage des fiefs*, Livre II, page 425.

(2) BRUSSEL. — *Idem*.

(3) *Histoire Littéraire de la France*, Tome XVIII, 1895.

(4) *Bibliothèque de l'Ecole des Chartes* 1899, Tome 60, page 1 et suivantes.

sant son écriture dans la phrase de présentation de l'extente « hoc est... » ainsi qu'au f° 342 verso, où il a été ajouté « De baillia Bengiaci », est-il porté à lui attribuer l'intercalation des feuillets sur lesquels figurent les rapports de Girard Vogrin. Le cartulaire de Saint-Etienne n'est pas un ouvrage comparable au recueil de Philippe-Auguste, et pour le savant clerc qu'était Etienne de Gallardou, il n'a pu représenter qu'un mémoire à usage personnel.

Même un clerc de la Chancellerie de Philippe-Auguste se trouvait honoré de devenir chanoine et prévôt du chapitre de Saint-Etienne qui comptait parmi les grands corps ecclésiastiques du royaume et dont l'influence, tant dans le domaine religieux que dans le domaine laïc féodal, a été considérable dans le Berry, d'autant qu'elle s'appuyait sur une tradition plusieurs fois centenaire. Les très nombreux incidents auxquels donnèrent lieu les nominations des chanoines sont une preuve de l'importance qui était attachée à ces fonctions. Sans manquer à leur mémoire, on peut penser que pour la plupart de ces personnages, le rôle religieux s'effaçait devant la puissance conférée à leur charge et les revenus matériels qu'elle comportait accessoirement. Un partage d'anguilles a donné lieu à des oppositions si vives qu'il a fallu toute une procédure pour le régler (1).

Ces chanoines prébendiers sont au nombre de 40 depuis la décision du Pape Clément III de 1189 (2). Ils élisent le doyen qui doit se présenter à la porte de l'Eglise avant d'être reçu par les chanoines et jurer de remplir les devoirs de sa charge, et de faire respecter les droits et les immunités du chapitre ; alors il est conduit à sa stalle et son autorité définitivement reconnue. Toutefois, il a dû également faire le serment de ne pas être de condition servile avant d'être élevé à cette fonction. Le doyen est élu pour la vie, il représente le chapitre et le dirige, mais les chanoines n'ont pas toujours accepté de bon gré ces directives et de fréquentes querelles se sont élevées quant aux prérogatives respectives du doyen et des membres du chapitre. En 1197, un premier accord intervint et il fut convenu que la juridiction spirituelle sur les paroisses de Beaulieu, Santranges, Sury, Bengy et Chery, appartiendrait conjointement au doyen et au chapitre

(1) RAYNAL. — *Histoire du Berry*, Tome II, pièces justificatives, page 562 et suivantes.

(2) GIRARDOT. — *Histoire du Chapitre de Saint-Etienne de Bourges*, page 13 et suivantes.

et la justice temporelle au doyen seul, excepté sur Beaulieu, la septaine de Bengy et le cloître. Mais de nouveaux différents ont dû surgir puisqu'on trouve trace successivement en 1214, 1250 et 1433, de l'intervention des évêques d'Orléans et d'Auxerre, du cardinal de Sainte-Salune légat, et de l'archevêque de Lyon pour délimiter les droits respectifs du doyen et du chapitre, le doyen voit se limiter ses pouvoirs temporels ; il ne peut recevoir les hommages féodaux en dehors de la présence des membres du chapitre, et il ne peut établir de taille sur les hommes du chapitre.

Parmi les éléments essentiels de la puissance des chanoines, il faut compter au premier plan, le droit qui leur échoit de nommer l'archevêque de Bourges ; ce droit leur a été formellement reconnu en 1145 par le Pape Eugène III ⁽¹⁾ et même un peu après l'époque du cartulaire, en 1393, le chapitre était enlevé complètement à la juridiction archiépiscopale et soumis directement à Rome. De plus le chapitre était collateur de plano jure des curés de diverses paroisses, entre autres, Bengy, Beaulieu, Sury-en-Vaux, Chéry, Santranges, Bué.

Le chapitre de Saint-Etienne est également un important seigneur féodal, il a de nombreuses seigneuries, dont le rapport de ses prévôts donne le détail des revenus, comme tel il est seigneur justicier et fait appliquer sa justice sur ses terres par différents agents. Le chapitre surveille lui-même l'administration de ses domaines, toutes les questions importantes sont réglées dans les réunions capitulaires ⁽²⁾, les comptes sont examinés par des Commissions de trois chanoines, alors que les comptes en argent sont régulièrement arrêtés chaque année à la Saint Jean. Le contrôle est poursuivi sur place par deux prévôts élus annuellement. Le pouvoir royal lui-même reconnaît la puissance du chapitre, en 1174 ⁽³⁾, Louis VII lui accorde des immunités considérables. C'est ainsi que les chanoines obtiennent le droit de fortifier le cloître et, en même temps, il est reconnu que tous ceux qui vivraient dans l'enceinte du cloître seraient libres et ne relèveraient d'aucun pouvoir laïc.

L'importance du rôle joué par le chapitre dans tous les

(1) GIRARDOT. — *Histoire du Chapitre de Saint-Etienne de Bourges*, page 22.

(2) GIRARDOT. — *Histoire du Chapitre de Saint-Etienne de Bourges*, page 90 et suivantes.

(3) RAYNAL. — *Histoire du Berry*, Tome II, page 55.

domaines a été favorisé par le rattachement réalisé, dès le ^{xii}^e siècle, du Berry ou tout au moins de la Vicomté de Bourges à la Couronne. La province aurait constitué le fief d'un grand baron, il est probable que le chapitre aurait eu à souffrir dans ses prérogatives ; mais le Berry a été la première province réunie au domaine royal. Dès le ^x^e siècle, le comté de Bourges, devenu possession héréditaire après son institution par Charlemagne, a été supprimé par le roi Raoul qui a donné la propriété de Bourges au vicomte de cette ville et a décidé qu'à l'avenir ce vicomte comme les autres seigneurs du Berry relèveraient directement du roi. En 1061, un de ces vicomtes Etienne, meurt sans postérité et la vicomté revient à Eudes Herpin ou Arpin qui avait épousé Mahaud de Sully. Il décida de partir pour la Croisade avec le duc d'Aquitaine, et, au moment de son départ, manquant de ressources, vendit sa vicomté en 1101 à Philippe I^{er}, pour soixante mille sous d'or ⁽¹⁾. Cependant avec la vicomté de Bourges, le roi de France n'avait pas une juridiction entière sur le Berry, de nombreuses seigneuries se sont élevées en différents points de la province et se déclarent indépendantes. Les plus importants parmi les seigneurs féodaux sont ceux de Sancerre, de Montfaucon, de Charenton, de Germigny, de Vierzon, de Mehun, Issoudun. Suzerains de nombreux vassaux, ces barons ont couvert leurs domaines de forteresses et il faudra de nombreuses interventions royales pour les faire rentrer dans leurs devoirs. Après le règne de saint Louis, le Berry appartenait en partie au domaine de la Couronne et le reste de la province relevait directement du roi de France comme seigneur féodal. Les fiefs mouvants relevaient de cinq donjons principaux, tous du domaine de la couronne. Ainsi depuis 1234, le comté de Sancerre relève de la grosse tour de Bourges, saint Louis en ayant acquis la mouvance de Thibaud, comte de Champagne. Issoudun et les fiefs de sa mouvance sont définitivement réunis à la couronne par suite d'un échange entre saint Louis et la reine Blanche qui les avait reçu en dot, de même Concessault et Aubigny sont entrés dans le domaine à la fin du ^{xii}^e siècle ⁽²⁾. En 1230, le Berry est donc presque totalement dans la dépendance du roi de France, et il n'existe plus que de petites seigneuries qui lui rendent toutes hommage comme suzerain et seigneur féodal. Aucune mention dans l'extente n'indique que le chapitre eut le

(1) BRUSSEL, déjà cité, page 150.

(2) RAYNAL, déjà cité, T. II. préliminaires, page LV et suivantes.

roi de France comme suzerain, ni aucun autre seigneur. Mais la situation de la province au début du ^{xiii}^e siècle étant telle, on peut admettre que le chapitre en la personne de son doyen rendait hommage au roi de France en tant que suzerain. Et il était évidemment beaucoup plus favorable pour le chapitre de relever du roi de France, surtout quand le roi est saint Louis, que d'un grand baron.

Le Berry féodal comportant la vicomté de Bourges en la possession du roi et les diverses seigneuries en relevant, correspond à peu près aux départements actuels de l'Indre et du Cher, dont les limites sont assez voisines de l'ancienne province. Au ^{xiii}^e siècle, le Berry est borné à l'Est par la Loire qui la sépare nettement des domaines des comtes de Nevers. Les autres limites sont beaucoup moins précises, au Sud on trouve le Bourbonnais, déterminé par une ligne coupant le Cher à la hauteur de Châteauneuf-sur-Cher et qui descend rejoindre les sources de la Creuse englobant ainsi une partie de l'actuel département de la Creuse. Si on peut préciser d'une manière assez exacte les limites du Berry et du Bourbonnais, il n'en est pas de même en ce qui concerne le Poitou et la Marche, là les empiètements mutuels de terrain sont nombreux, c'est ainsi qu'alors que Le Blanc fait partie du Poitou, Belabre et Saint-Benoist-du-Sault, de la Marche, par contre, Boussac fait partie du Berry et relève du diocèse de Bourges. La Touraine et le Blésois ont fait aussi à certaines époques de larges empiètements sur le Berry, le Blésois s'étend jusqu'à Saint-Aignan, Celles-sur-Cher, Romorantin. Alors que la Touraine est délimitée par un arc de cercle qui coupe l'Indre à Châtillon-sur-Indre et la Creuse à Fontgombault ⁽¹⁾. Dans l'ensemble, le Berry au ^{xiii}^e siècle correspond donc aux départements du Cher et de l'Indre, et c'est dans ces limites que le chapitre de Saint-Etienne possède ses terres et ses domaines.

(1) RAYNAL, déjà cité, T. I^{er}, page LVIII.

CHAPITRE II

Les prévôts, dans la description des redevances dues au chapitre, ont suivi une simple division géographique. Les terres du chapitre sont groupées en quatre domaines assez éloignés les uns des autres et qui ont leur organisation et leurs coutumes propres. Au centre de chacun d'eux se trouve la grange seigneuriale située dans le bourg le plus important, il ne faut pas se tromper sur la signification exacte de ce mot « grange ». La grange du seigneur féodal est beaucoup plus en vérité un ensemble de bâtiments d'exploitation rurale qu'une simple resserre à grains et à fourrage. Bâtie parfois sur les terres nouvellement défrichées et qui viennent d'être données à cens, la grange seigneuriale est le centre du nouveau village et possède tout un monde de domestiques et d'exploitants : bergers, laboureurs, charretiers, forgerons, grenieriers, celleriers... elle comprend magasins, écuries, logements, tout autour s'étendent jardins, vergers, prés, vignes qui en dépendent ⁽¹⁾. La grange ainsi entendue est le centre d'une sorte de circonscription domaniale qui a son organisation particulière.

Les granges du chapitre ne semblent pas toutefois avoir été placées sur des terres nouvellement mises en culture, mais au contraire dans des villages déjà d'une certaine importance ⁽²⁾. C'est à ces bâtiments que sont portés les grains dûs aux chanoines.

A la grange principale s'ajoutent d'autres dépendances destinées à recevoir les redevances provenant des terres les plus importantes situées sur le domaine. Ainsi à la grange de Beaulieu sont accotées cinq autres granges concernant Ace, Courcelles, Maimbré, les Terrages et Santranges et qui permettent de centraliser en un même point sans toutefois les confondre les revenus de toutes les terres qui constituent le domaine de Beaulieu.

(1) SÉE. — *Les classes rurales*, Paris 1901, p. 344.

(2) La première hypothèse a dû pourtant se réaliser en Berry ainsi qu'en témoigne le nom de certains hameaux ou domaines actuels comme Grand Grangeneuve aux environs de Brion entre Levroux et Vatan.

La grange de Sury-en-Vaux, de moindre importance ne comporte pas de ces « appendicta » mais ils existent pour le troisième domaine, celui de Bengy, où ils sont au nombre de quatre. Cette organisation ne s'applique pas aux terres possédées outre Cher qui, disposées d'une manière beaucoup plus irrégulière, ne se trouvent pas groupées autour d'un village central et de sa grange ; elles se dispersent de Barillon à Chery dans la grande plaine qui sépare Vatan d'Issoudun.

Aucun de ces domaines n'est très proche de Bourges, le plus voisin, Bengy, en est encore distant de 30 kilomètres. Si Beaulieu et Sury se groupent sur la Loire à l'abri des collines du Sancerrois, Bengy est dans la plaine qui entoure Bourges à l'emplacement de l'actuel camp d'Avord, à son opposé Vœu et Paudy sont également éloignés de la capitale du Berry. Du fait de leur situation les domaines ont des ressources différentes. La vigne est abondante à Beaulieu et à Sury, déjà plus rare à Bengy, elle est inexistante dans les grandes plaines à blé qui constituent le domaine d'Outre-Cher où par contre les redevances en grain sont plus importantes. Cette dispersion des biens du chapitre aux extrémités de la province qui rend difficile la surveillance des prévôts, et accumule les coutumes différentes peut s'expliquer par l'origine de ces domaines. Comme la plupart des biens ecclésiastiques, ils ont été constitués avant tout par des dons, sans doute ils ont été complétés et enrichis par des achats, mais les donations pieuses constituées par le seigneur repentant en rémission de ses péchés sont à la base des domaines du chapitre. En reconnaissance de ces libéralités, une messe sera dite chaque année au jour anniversaire de la mort du donateur qui coïncidera le plus souvent avec la distribution aux chanoines des revenus de ses libéralités.

C'est aux Comtes de Sancerre que le chapitre doit les droits qu'il possède à Beaulieu. Remise lui en a été faite l'année 1176 par Etienne de Sancerre qui lui a abandonné une liste imposante de redevances de toutes sortes « Arbannum, preposituram, forisfactum monete, furtum, murtrum, homicidium, cheminum, gladium extractum, equitatum meum quadrigationes, procurationem meam, falsam mensuram, duellum pugellum, judicium candentis ferri vel aque frigide, obolos quos vigiles Sacri-Cæsaris de singulis domibus parrochie Belli Loci et de Centrengiis singulis annis accipiebant et alias si quas nominare pretermittimus consuetu-

dines» (1). Le comte de Sancerre jouit encore de la moitié de tous les revenus de l'Etang. De semblables libéralités ont aussi constitué le domaine d'Outre-Cher. A la mort de Raoul III d'Issoudun en 1211 une partie de ses biens a échu au chapitre qui perçoit un assez grand nombre de ces revenus «ad anniversarium suum», de moitié d'ailleurs avec les héritiers dudit Raoul, sa sœur Mahaut mariée à Guillaume de Chauvigny, la seigneurie d'Issoudun tombant ainsi en quenouille (2). Par ailleurs les chanoines possédaient antérieurement dans cette région d'autres terres leur venant celles-ci des seigneurs de Vatan qui les avaient libéralement dotés de terres à Vœu avec les hommes qui y étaient attachés pour les cultiver (3). Si le cartulaire ne donne aucune indication sur la manière dont ont été constitués les domaines de Sury et de Bengy, il est très vraisemblable que ceux-ci doivent leur formation aux donations de quelques seigneurs du Berry, et c'est ce qui peut expliquer la dispersion des propriétés des chanoines.

Le prévôt a employé pour l'étude des trois premiers domaines — Beaulieu, Sury, Bengy — un procédé identique : examen de la valeur de la grange, revenus qui doivent être partagés entre les chanoines au titre des prébendes, puis étude des diverses redevances qui s'échelonnent le long de l'année et obligations qui en proviennent pour les prévôts du chapitre. Cette division des rapports ne peut guère être qualifiée de plan, elle reste assez peu précise. Si l'on distingue partout la valeur de la grange et l'étude séparée de chacune des redevances, à l'intérieur de ces parties règne une certaine confusion. Après avoir traité un sujet, le prévôt revient sur celui qu'il a examiné précédemment et il ne respecte pas non plus toujours l'ordre chronologique, ou du moins après avoir parlé de cens rendus à une fête quelconque et être passé à un autre terme, il aborde de nouveau les revenus qui sont dûs à la fête précédente. Les droits qui ne sont pas dûs à date fixe comme ceux de mainmorte et ceux concernant le vagabondage des animaux sont examinés en fin du rapport. Ce plan rudimentaire ne s'applique pas aux domaines d'Outre-Cher où la grange n'existe pas. Le prévôt se contente donc d'énumérer

(1) THAUMAS DE LA THAUMASSIÈRE. — *Coutumes anciennes et nouvelles du Berry*, Chap. 76, p. 139.

(2) *Bulletin de la Société Académique du Centre*, 1900.

(3) *Bulletin de la Société Académique du Centre*, 1907.

les redevances qui seront réparties entre les chanoines, et de donner de longues explications sur les coutumes de mainmorte.

Si le prévôt avait cherché à faire œuvre de juriste, et à faire apparaître les principaux caractères des coutumes berrichonnes, ses rapports n'auraient pas l'intérêt qu'ils présentent. Le système imaginé aurait pu correspondre plus ou moins fidèlement à la réalité des choses ; en se contentant de rapporter ce qu'il a pu observer sur l'exploitation des domaines, le prévôt a fait apparaître le véritable aspect de la vie rurale des tenanciers du chapitre.

Girard Vogrin s'attache d'abord dans la description qu'il fait des redevances et des coutumes de Beaulieu à indiquer le rapport de la grange de ce domaine où sont rassemblés les produits des dîmes, des cens et des coutumes sur les grains : ... avoine, seigle, fèves et froment, mais celui-ci en bien petite quantité. D'Acé, de Santranges, de Maimbré, de Courcelles, des Terrages sont envoyées les redevances variables selon les bonnes ou les mauvaises années. Puis vient l'énumération des démembrements de la dîme : le garisio ou septième partie de la dîme expliqué soigneusement par le prévôt à l'aide de nombreux exemples, et le « trait » avec ses innombrables détails de droits où les plus petites choses sont prévues : grains mêlés aux débris de la paille, gerbe dont le lien ou l'osier dont elle était attachée se défait, grains qui sont tombés des meules où étaient entassées les gerbes venant des champs, les épis trop secs ou qui ont pu tomber des chars pendant le transport. De même est noté avec précision la manière dont ces redevances sont perçues et mesurées. A côté des revenus en grains se trouvent les droits sur les moulins Menon, l'Etang, Chaveroche. Toutes ces ressources servent aux prébendes après toutefois qu'on en ait déduit la part du chapitre de Saint-Ursin et de Saint-Satur, des deux prévôts et du chapelain de Châtillon, l'avoine qui peut rester est réservée aux chevaux des prévôts, et le froment et le seigle à leurs propres frais.

Après avoir ainsi énumérés les rapports de la grange de Beaulieu : dîmes de grains, cens de froment, et coutumes d'avoine, part dans les moulins, toutes choses venant dans la répartition des prébendes, le narrateur énumère les diverses fonctions des prévôts du chapitre. Il a fait lui-même ce travail et sait parfaitement quels devoirs et quels voyages comporte leur rôle de surveillance et d'administration. Pour une bonne part de leur temps, ils chevauchaient de domaine à domaine en ayant soin

d'être rendus aux jours de fête parce qu'alors « tunc veniunt omnes ad ecclesiam ». Ce sont ces fêtes religieuses célébrées avec tant d'éclat au moyen âge qui jalonnent les saisons et servent de termes pour les redevances et les charges des prévôts. « A la Nativité de la Bienheureuse Marie », c'est le soin des vignes qui leur incombe, ils surveillent l'entretien du matériel qui va servir aux vendanges ; à la Saint-Germain, la coutume d'avoine à recevoir, difficile à percevoir parce qu'elle échoie avec d'autres nombreux droits d'église et que le collecteur du cens ne veut pas se fâcher avec ses voisins en exigeant d'eux le paiement intégral de ces droits.

A la Saint-Jean-Baptiste, c'est l'acensement du four de Beaulieu et de l'Etang qui requiert la présence des prévôts, et le lendemain de la Saint-Jean, le cens de l'Etang payable non seulement par ceux qui ont là une terre, un pré, une vigne, mais également par tous ceux qui veulent jouir de la nouvelle bourgeoisie de l'Etang, cens partagé de moitié avec le comte de Sancerre.

A la Saint-André, patron du Berry, l'envoyé du chapitre doit être à Beaulieu pour recevoir le cens, c'est également à la Saint-André que sont perçus les sols et les poules de redevance, et que le seigneur Reginald doit 100 sols et 200 chandelles, redevances qu'il renouvelle à Pâques et à la Saint-Jean-Baptiste, que Doetus Bechet doit 28 deniers pour l'agrandissement de la fosse de son moulin, et le chemin qu'on lui a donné pour y conduire pour lui éviter de passer par le chemin d'autrui.

A Noël et même avant, les prévôts doivent avoir eu soin de vendre le vin du chapitre, en effet il est léger et de faible qualité « valde tenius et delibis qualitatibus et sustancia », et la chaleur menace de le gâter, d'ailleurs si l'année 1228 il a pu être vendu 5 sols par muid, l'année 1229 le muid de vin de Sury ne s'est pas élevé à plus de 2 sols, les pluies trop abondantes ayant pourri les ceps qui n'ont donné qu'un vin aigre et rare. Enfin voici le Carême pendant lequel les prévôts doivent aller acenser la petite dime de Beaulieu, cette petite dime est celle des agneaux. Si les bêtes qui doivent revenir au décimateur sont marquées et qu'elles meurent, le propriétaire est délivré de toute obligation, par contre si ces agneaux ne sont pas marqués et qu'ils meurent, il doit tout de même au chapitre les agneaux de la dime. La dime qui porte sur les agneaux et les toisons se lève également sur les troupeaux qui viendraient à traverser le domaine le jour de la levée de la dime si le conducteur ne peut jurer qu'ils ont déjà subi ce pré-

lèvement cette année. Il y a aussi la redîme qui revient au « chacepou » moyennant certaines obligations de sa part.

Dans l'énumération des fonctions des prévôts est mentionné ensuite à la date de Pâques l'acensement de la prévôté de Beaulieu qui comprend pour chaque foyer une poule avec une obole et deux deniers pour l'aoutage ainsi que pour l'année nouvelle, le chapitre a également le droit de « panage » dans ses bois pour laisser les porcs se nourrir de glands et de faines, ce droit diffère suivant l'âge du porc.

Dans les revenus de la prévôté sont inclus les droits de justice foncière : tant pour les citations devant le prévôt, tant pour défaut au jour dit, tant pour les attaques à main armée. Cette « justice » de Beaulieu est divisée en deux baillages : Acé et la Chacepolerie, qu'il ne faut pas entendre là au sens général des baillages royaux, circonscriptions fort importantes, mais qui correspond à une division territoriale assez réduite, sensiblement égale quant à l'importance de la charge à celle de sergent. Ceux qui tiennent ces baillages ont droit à certaines parts dans les redevances, mais sont tenus à diverses obligations selon les ordres des prévôts. Enfin, l'énumération des droits perçus sur le domaine de Beaulieu et des devoirs qu'ils entraînent pour les prévôts, se termine par l'énonciation d'un privilège assez curieux, celui de recevoir à l'occasion de chaque mariage une épaule de porc, un pain et deux deniers, et cela en raison des droits de jeux et de mimes achetés par le chapitre.

Un deuxième cahier est consacré aux ressources provenant du domaine qui a pour centre Sury-en-Vaux et sa grange. Comme le premier, selon l'annotation qui le précède et qui peut être attribué à Etienne de Gallardon, il est l'œuvre du prévôt Girard Vogrin « Hec est descriptio reddituum et consuetudinum Seriaci in Vallibus facta a magistri Girardo Vogrini tunc temporis preposito ».

Comme Beaulieu, Sury-en-Vaux a une grange où sont amassées toutes les redevances en grains dues au chapitre ; le prévôt commence par compter ce que rapporte l'acensement de cette grange, et les cens de froment, dîme, méteils des moulins non compris dans l'acensement et qui viennent en surplus ; une partie de ces redevances va au chapelain de Veauge, qui a, selon un accord passé avec le chapitre, une rente assignée sur la dîme de Mercey d'un setier de froment et d'un setier d'avoine quel que soit le rapport de la dîme, parce que la paroisse de Veauge

est sous la protection de l'église de Bourges. De ces ressources et du cens reçus à Chavignol pour la Saint-Germain, deux parts sont faites, l'une réservée pour les prébendes, l'autre pour les frais et les dépenses des prévôts. Suit une longue énumération assez obscure des parts du chapitre dans divers moulins, Orléans, Chavignol, curieux morcellement de propriété le $1/6^e$ de la moitié, ou même le $1/8^e$ de la moitié appartenant au chapitre conjointement à différents seigneurs, cette $1/8^e$ de part a été engagée à Etienne du Puits de Chavignol pour la réparation du moulin, le moulin de la Fontaine et le moulin de Crot sont divisés de même, tous les métaux qui viennent de ces moulins sont remis aux prévôts pour leurs dépenses.

Ceux qui ont acensé ces droits ont la moitié de la paille de la grange de Sury, mais ils doivent fournir aux envoyés du chapitre le foin nouveau pour la litière des chevaux et pour les pièces et les maisons, et pour cela il est réservé un certain nombre de pièces de terre; ils doivent également fournir le foin des chevaux pour le pressoir et tous les ustensiles nécessaires à la vendange.

Le prévôt reprenant le procédé employé pour Beaulieu va examiner les ressources qui échoient au chapitre aux diverses fêtes de l'année et les charges correspondantes des prévôts du chapitre. Le cycle commence également par le soin des vignes. A la veille de la Saint-Gilles, en septembre, les prévôts se rendent à Sury pour veiller à ce que les cercles nécessaires aux tonnes soient achetés le jour de la fête, ils contrôlent l'état des pressoirs et laissent quelqu'un d'entre eux pour veiller au vin du chapitre et à la vendange « *aliquis eorum debet remanere ad custodiendum vinum capituli* », c'est à la Saint-Germain qu'on peut savoir le résultat de la récolte et son coût, un envoyé du chapitre se rend à Sury à cette date pour s'en informer, il va percevoir les nombreux cens qui échoient à la Saint-Germain : Grand cens; cens commun dont le quart va à titre viager à un certain Brerins.

A la Saint-Etienne, nouveau cens de quarante-quatre sols de Sancerre et les onze sols du seigneur Mariote de Foris qui doivent être apportés dans une bourse blanche et neuve; à la Saint-Jean, c'est la collecte du cens à Sury et selon la coutume ceux qui ne rendent pas le cens au jour dit, ont cinq sols d'amende qui vont au préposé parce que lui-même est tenu sur sa bourse.

Avec le Carême et jusqu'aux Rameaux, le terme de la petite dîme de Sury arrive qui oscille autour de quarante sols.

A l'Annonciation, au lendemain de la Pentecôte, à la Saint-Germain, voici encore d'autres termes de différents cens ; notamment pour la Saint-Germain le prévôt énumère tous ceux qui doivent le cens en nature pour les diverses terres, maisons ou vignes qu'ils ont reçu en héritage. C'est cette énumération qui termine les pages réservées au domaine de Sury-en-Vaux. Après une page et demie laissées blanches se trouve l'inventaire du domaine de Bengy qui ne débute pas par la présentation faite pour Beaulieu et Sury, simplement en haut de la page en gros caractères, mais de la même main que les annotations précédentes est écrit : « De ballia Bengiaci ». Malgré ce manque de précision, il semble bien que Girard Vogrin ait continué la description des redevances et des coutumes commencée avec Beaulieu et Sury, c'est en effet la même écriture, les mêmes caractères et la même disposition.

La description du bailliage de Bengy commence comme les deux autres par l'énoncé de la valeur de la grange et de ses appendices, valeur variable selon les bonnes et les mauvaises années, en outre certaines terres appartenant au chapitre sont également acensées sans être comprises dans la grange de Bengy. Il y a également diverses dîmes qui tombent soit dans la répartition des prébendes, soit dans la part du doyen et des prévôts, soit encore pour une partie au doyen de Saint-Ursin.

Pour la première fois, le prévôt fait allusion à des corvées et à cette occasion il dénombre les possesseurs de bœufs et de charrues, souvent il est vrai les paysans forment un « consortium » pour cultiver leurs terres en se prêtant mutuellement leurs bêtes. Tout possesseur de bêtes doit charrier sa part de redevances à Bourges, proportionnellement au nombre et au genre de bêtes qu'il possède ; s'il n'a qu'un âne, il ne fera qu'un demi-charroi parce qu'il est reconnu que l'âne ne fait que la moitié du travail d'un bœuf ou d'un cheval. Divers personnages, dont le collecteur du cens et le bailli sont exemptés de cette corvée qui est d'ailleurs rémunérée, une obole est donnée à tous ceux qui apportent le blé ou les grains.

Le chapitre possède également à Bengy divers prés placés en des lieux différents, tels qu'il est difficile de les citer sans en omettre. Ces prés sont acensés avant Pâques, pour que l'herbe soit mieux soignée par celui qui l'achète. Le doyen se réserve dans ces prés un droit d'usage pour ses chevaux quand il vient à Bengy pour les affaires du chapitre, et les prévôts, tous les

envoyés du chapitre jouissent de ce même privilège, pourvu qu'ils n'excèdent pas la mesure. Mais le chapitre n'est pas seul à jouir de ce droit sur les prés de Bengy ou plus exactement de Charpaignes, le seigneur de Fontaines peut également y prendre le nécessaire pour ses chevaux de selle, six au plus, il jouit de ce privilège sur tous les champs, qu'ils soient propriété du chapitre ou non. Enfin, un troisième personnage se superpose aux deux autres, c'est Robert de Charpaignes et ses héritiers « pretarii » de tous les prés de Charpaignes, aucune jouissance ne peut être levée sans son accord, et quand l'écuyer du Sire de Fontaines vient pour lever la coutume de son maître, le pretarius lui assigne le pré où il doit s'acquitter de sa mission : prés des paysans ou de Saint-Etienne.

Aux mois d'août et de septembre, avant le début des vendanges, il s'agit pour les prévôts d'acenser la dîme du vin, la taille et les corvées à Bengy. Ceux qui acensent la dîme du vin ont la jouissance du banvin qui s'étend de la Saint-Martin d'hiver à la veille de Noël, c'est-à-dire un mois et demi environ. Durant cette époque, seul l'acenseur de la dîme de vin a le droit de vendre le vin du chapitre dans la ville de Bengy, si quelqu'un est pris à vendre ne serait-ce qu'un demi-setier, soit dans une auberge, soit même chez lui, le prévôt confisque à son profit le vin et les pichets, le chapitre, seigneur de la ville a l'amende. Le privilège du banvin s'applique à la seule récolte des vignes du chapitre de plus le prix en est réglementé, il ne peut dépasser celui qu'il a atteint des vendanges à la Saint-Martin d'hiver, après le ban, son prix n'est plus limité, la concurrence joue normalement, et personne n'est forcé de l'acheter. Les prévôts du chapitre ont droit à un curieux usage dans les vignes, tant que les grappes sont sur les ceps, ils peuvent venir en cueillir pour les manger quand elles sont mûres, et pour les mettre dans les sauces quand elles sont vertes.

Le narrateur passe alors aux corvées de charrues ou « angaria » qui sont dues trois fois dans l'année, les charrues possédées dans la justice de Bengy sont au nombre d'une quarantaine. Toutes ces charrues ou plus exactement leurs possesseurs ne sont pas également corvéables, les uns doivent la dîme et la coutume ou corvée, les hommes francs ne doivent que la dîme, et même les lépreux ne doivent ni l'une ni l'autre.

Il faut encore compter dans les revenus de Bengy l'acensement des jachères qui a lieu en mars.

Enfin toujours à Bengy il est fait mention d'autres coutumes dues par divers artisans et commerçants. Les cordonniers doivent une paire de souliers, les boulangers un denier à la Saint-Michel, les bouchers, même celui qui n'aura vendu de la viande qu'une seule fois dans l'année, un jambon la veille de Noël, de plus tout boucher qui aura tué des porcs pendant le temps de l'Avent devra donner un jambon pour chaque porc ; pour chaque bœuf tué dans la même période, une épaule, mais ces coutumes sont rachetables et les bouchers peuvent s'acquitter pour trois deniers. Elles sont acensées fort chères et sont d'un bon profit, elles proviennent d'une acquisition faite par le Bienheureux Guillaume, archevêque qui les a achetées à Humbaudus, chapelain de Fontenay, chanoine de la Bienheureuse Marie de Sales.

Les lods et ventes s'acquittent pour tout transfert, par un cens doublé. Divers officiers du chapitre ont une part dans ces revenus, en contre-partie des services qui leur sont demandés. A la Noël se place pour les prévôts l'acensement du four de Bengy dont le terme est soit à Noël, soit à l'Epiphanie, soit à la Chandeleur. Le chapitre est tenu de toutes les réparations qui pourraient être nécessaires sur le four, également à cette époque échoit une redevance de huit sols sur le moulin du juge Humbaudus.

Voici ensuite la petite dîme, ou dîme des agneaux, dont la manière d'être levée est expliquée longuement, après s'être assuré par serment du nombre d'agneaux qu'il doit percevoir, le décimateur choisira parmi trois agneaux et autant de toisons celui et celle qui lui plairont. Le propriétaire ou le gardien fera ainsi passer toutes ses bêtes devant le décimateur afin qu'il puisse choisir ; quand le troupeau est de moins de vingt têtes, la dîme est levée en argent à raison d'une obole pour chaque agneau et toison. Elle s'applique à tous les troupeaux qui sont sur le territoire du décimateur le jour où on lève la dîme, pourvu du moins qu'elle n'ait pas déjà été levée sur eux en un autre endroit, il n'est rien levé pour les agneaux dont les mères ont subi la dîme l'année précédente. Le juge et le prévôt ont une part dans le revenu de la dîme, aussi sont-ils tenus de fournir un sergent qui va avec le décimateur et s'occupe des gages s'il est nécessaire. La dîme est acensée elle aussi et les deniers en sont dûs par moitié après la Sainte-Aoustrille où l'on peut vendre les agneaux et les toisons.

Au Chapelain de Bengy est réservée la dîme des légumes, tout au moins de tous ceux qui ne peuvent être mis en gerbes.

Enfin, dans les ressources de Bengy, il est fait mention d'un

droit sur lequel aucune indication n'a été donnée tant pour Beaulieu que pour Sury, ce sont les droits de mainmorte. Le chapitre est considéré comme héritier sous certaines conditions dans la succession des parents, des frères et sœurs, du mari ou de la femme. Quand les enfants ne vivent plus avec les parents, ou que la fille s'est mariée sans le consentement de son seigneur avec un homme d'un autre seigneur, sa part d'héritage échoit alors au chapitre. Entre frères et sœurs, les survivants ne peuvent hériter que s'ils vivaient avec le défunt sinon l'héritage revient au seigneur, de même pour le mari ou la femme qui meurent sans enfant, leur héritage échoit successivement à leur seigneur.

Quant aux bâtards, ils ne peuvent rien recevoir, si ce n'est une part raisonnable des meubles. Le seigneur qui perçoit d'héritage doit régler toutes les dettes du mort et même les dépenses qui ont été faites en raison de sa mort.

Enfin, selon les termes du manuscrit, nous arrivons aux amendes levées en raison des dommages causés par les bêtes dans les champs, les prés et les vignes, ou même dans les forêts. Ce vagabondage des animaux est puni plus ou moins sévèrement selon qu'il a eu lieu de nuit ou de jour, avec ou sans gardien. En dehors des amendes de justice qui reviennent au prévôt, le propriétaire des bêtes doit également réparer le dommage causé qui a été évalué par serment.

Le prévôt passe alors aux différentes redevances possédées par le chapitre Outre-Cher. Cette quatrième description est sensiblement différente des précédentes, elle n'est pas localisée tout d'abord d'une manière précise et si selon les détails donnés au cours du rapport on peut placer les terres dont il s'agit autour de Paudy, de Chery et de Vœu, il s'agit là de terres dispersées provenant de donations diverses, elles sont beaucoup plus dispersées et ne sont pas centralisées autour d'une grange comme les domaines de Beaulieu, de Sury ou de Bengy.

Le prévôt ne se conforme pas au plan suivi précédemment, il énonce les redevances et les revenus du chapitre perçus d'abord à Vœu et Massay, puis à Paudy. On peut également remarquer dans ce passage l'absence totale de dates, alors que pour les trois autres domaines, les années 25 à 30 sont continuellement évoquées.

Les revenus du chapitre proviennent pour cette région de sources différentes, il n'y a en effet aucune dîme, mais des terrages, le revenu en est sensiblement le même puisque le paysan

doit abandonner sur sa récolte la onzième gerbe, le rapport de ces terrages est évalué non plus sur la mesure de Bourges, mais selon celle d'Issoudun, le Cher formant une séparation très nette entre les deux parties de la province. Le chapitre jouit également sur le bailliage de Vœu et Massay d'une redevance d'avoine, qui se compte par foyers et non par maison, plusieurs foyers pouvant se trouver dans la même maison, le « signe extérieur de richesse » qui fait classer chaque foyer dans la catégorie redevable d'une mine ou d'un setier est la possession d'un ou plusieurs bœufs. Cette coutume d'avoine est due pour l'anniversaire du seigneur d'Issoudun, Raoul le jeune. C'est aussi sur cette base que sont levées les corvées et toutes les autres coutumes que partage le chapitre avec les héritiers des seigneurs d'Issoudun. Les propriétaires d'animaux de labour sont astreints à une corvée avec leur charrue, trois fois dans l'année ; toutes ces corvées sont d'ailleurs rachetables. Les possesseurs de porcs sont redevables eux d'un tribut qui varie de un à douze deniers selon le nombre des porcs, mais sans jamais dépasser ce chiffre, quelle que soit l'importance du troupeau. Quant aux propriétaires de poules, ils doivent au Carême donner une poule, pour le foin il est également dû une redevance, partagée comme les autres par moitié entre le chapitre et les héritiers de Raoul d'Issoudun.

Chose nouvelle, dans cette région tous ces droits ont un maximum et ne le dépassent pas, quelles que soient les ressources des paysans.

Des grains d'héritage reviennent au chapitre sur certaines terres et proportionnellement à leur étendue, cette coutume s'est substituée à l'ancienne remise de terres par le doyen, la possession des paysans s'est affermie moyennant une redevance qui remplace les autres droits et notamment les terrages. Ils sont tenus au surplus de livrer ces grains, à leurs frais et au moyen de leurs propres véhicules jusqu'à Bourges, sur avis du juge. Cependant à Bourges ils sont hébergés aux frais du chapitre, on leur doit servir vin, pain et viande. Cette corvée est rachetable en grains et en deniers comme le prouve l'exemple d'un acensement pour cinq ans fait par deux prévôts.

Ces grains d'héritage ne vont pas entièrement au chapitre, une part de l'orge est due au prévôt chanoine d'Outre-Cher pour une part que le narrateur ne connaît pas très exactement, pour cela il est « inféodé » par le doyen comme il l'est pour ce qui concerne la justice de tous les hommes qu'a le chapitre au delà

du Cher. C'est la première et la seule fois où ce terme d'inféodation est employé dans le texte. Ce pouvoir de justice est d'ailleurs restreint par celui exercé dans la justice de Vœu et la prévôté de Chéry qui sont tenus la première héréditairement, la deuxième à vie. Pour cette inféodation, le prévôt d'Outre-Cher est tenu d'apporter au doyen une cape de soie à toutes les fêtes chantées, depuis les vêpres de la veille.

Les grains d'héritage qui reviennent au chapitre, comme les terrages sont compris dans la distribution des prébendes. Dans les prébendes sont également compris les grains des casales. Lorsqu'un homme du chapitre ou d'un autre maître veut édifier sa demeure sur les terres du chapitre, il doit à celui-ci une redevance d'orge, variable selon l'étendue et la qualité de la terre, il doit également un chapon. Mais à la différence des grains d'héritage, les grains des casales ne doivent pas être forcément livrés à Bourges.

Après la récapitulation des ressources des prébendes : terrages, grains d'héritage, grains des casales, estimés à la mesure d'Issoudun et à la mesure de Bourges, la première étant beaucoup plus petite que la seconde, le prévôt passe aux terres possédées à Paudy par le chapitre et qui sont libres de toutes coutumes, elles sont acensées en mars au plus tard avant que l'herbe, mangée par les bêtes ne diminue de valeur. A noter en outre que sur les terres de Vœu le chapitre a haute et basse justice, il peut expulser les hommes, les mutiler, et il peut « erigere furcas », droit réservé exclusivement aux seigneurs justiciers. Il surveille les duels judiciaires et en reçoit les gages comme il reçoit toutes les coutumes de justice.

Enfin le chapitre jouit du droit de mainmorte sur tous, hommes et femmes d'au delà du Cher, selon des coutumes assez curieuses ; si l'homme et la femme sont de maîtres différents, les enfants sont partagés alternativement entre leurs parents, et seuls ceux attribués à celui des parents dont la succession est ouverte font obstacle aux droits de mainmorte de son seigneur.

Pour le règlement des héritages, les plus proches parents du défunt sont tenus de nommer sous serment ce qu'ils ont reçu, s'ils omettent d'indiquer un objet quelconque, le seigneur prend tout sans leur laisser la moindre chose. Quand une femme épouse un homme vivant avec ses frères et belles-sœurs, les meubles de cette femme tombent dans la communauté et à sa mort, le sei-

gneur doit partager avec le mari de cette femme, ses beaux-frères et belles-sœurs, chacun comptant pour un héritier.

De plus, les hommes ou les femmes appartenant au chapitre sont tenus de léguer un bien quelconque à leur seigneur en proportion de leurs richesses, ils sont tenus de léguer également au sergent, au prévôt ou au bailli soit douze deniers ou douze sols, ou cinq selon leurs possibilités et s'ils ne s'acquittent pas de ce legs le personnage à qui il est dû peut s'emparer de leur meilleur vêtement. Enfin un troisième legs est de rigueur, c'est celui envers le prêtre.

Seuls les héritiers peuvent recevoir un immeuble, un tel legs est interdit à tout autre. Quant aux meubles, ils ne peuvent être distribués qu'avec modération. Les legs incompatibles avec l'état du légateur n'ont aucune valeur s'ils ne sont faits au profit du seigneur.

Le manuscrit, au moins en ce qui concerne la description des domaines du chapitre, s'arrête ainsi brusquement, sans aucune conclusion ni récapitulation, d'une manière qui pourrait laisser supposer que le narrateur a été interrompu dans son récit, mais qui concorde bien avec le style général du rapport, construit sans aucun souci de littérature ni de précisions juridiques, sous sa forme d'aide-mémoire. Peut-on penser que cette description est incomplète quant aux domaines énumérés et le chapitre possédait-il d'autres terres en dehors de Beaulieu, de Bengy, de Sury et des domaines d'Outre-Cher ? Le cartulaire dans son ensemble ne fait pas allusion à des pays différents de ceux cités par le prévôt. Cependant si cette description embrasse toute l'étendue des domaines du chapitre et donne un compte rendu exact des revenus ruraux des chanoines, il est regrettable que le prévôt n'ait pas cru devoir comprendre dans son énumération des ressources du chapitre les droits et les redevances possédés par celui-ci dans Bourges même, et qui auraient pu donner une idée intéressante de la différence existant entre la propriété rurale et la propriété urbaine. En effet, Saint-Etienne jouissait également de revenus dans la ville. Faut-il rappeler que le cloître, échappant à toute juridiction ecclésiastique, comportait toute une population, et à l'époque du récit de Gérard Vogrin, le chapitre régnait sur de nombreuses personnes dans Bourges, puisqu'en 1224, le chapitre affranchit tous les serfs de cette ville et de la septaine.

Quoi qu'il en soit, le document dans son état actuel est déjà très riche en précieux renseignements sur l'état de la propriété foncière au début du ^{xiii}^e siècle, sur les innombrables droits et redevances qu'elle comporte comme sur l'administration des domaines ruraux par les « ministeriales », en même temps qu'il permet d'entrevoir ce que pouvait être le mode de vie des paysans berrichons.

CHAPITRE III

Le trait le plus caractéristique de la propriété des chanoines, est sans doute le nombre et la diversité des droits qu'ils peuvent lever. Sur chaque terre il est dû à toute occasion une redevance qui, payable à l'origine alors que la monnaie était rare, en nature, est presque toujours appréciée en argent. Récoltes, ventes ou achats de propriété, commerce, justice, mariage, décès, sont autant de cas où le « paysant » reconnaît sa dépendance envers son seigneur, et l'on peut mettre à part les cens qui, d'un mot très général, couvre une multitude de redevances, qui au moins pour leur origine, diffèrent essentiellement entre elles. La féodalité a ajouté de nouvelles coutumes à celles héritées des conquêtes romaines et barbares et tous les droits ont joué dans le sens d'une plus grande complication. Le prévôt n'a pas d'ailleurs cherché à retrouver la source première des redevances, il se contente de les énumérer et ce n'est qu'assez rarement qu'il donne l'explication de leur origine. Dans les trois premières parties ces renseignements sont à peu près inexistantes, et tout ce qu'on peut savoir de ces droits c'est qu'ils ont été achetés à tel ou tel qui les tenait par héritage. Par contre, certains détails sont donnés en ce qui concerne les domaines d'Outre-Cher ; ainsi pour la coutume d'avoine ou les grains d'héritage.

La forme de la propriété foncière de cette période diffère totalement de ce que pourrait être l'exploitation de cette même propriété de nos jours. L'exploitation directe est pour ainsi dire inexistante, seul le soin des vignes se fait sous la surveillance des chanoines. Et dans ce long manuscrit terrien, il n'est pas fait une seule fois allusion à une vente de la terre elle-même, mais par contre à maintes reprises sont mentionnés les achats et les ventes concernant les droits et les redevances. C'est évidemment là l'essentiel de la fortune foncière, la terre qui permet de lever tous ces revenus, compte au fond assez peu, elle n'est pas rare ; encore à cette époque, les étendues incluses sont nombreuses, ce qui importe, c'est de les voir exploitées. La terre

compte tant qu'elle permet de lever des redevances sur ceux qui la cultivent.

Dès le début du manuscrit, on peut relever de multiples emplois du mot : cens et acensement, cens de froment f° 331 verso, acensement d'une part de moitié sur le moulin de l'Etang ou de trois parts du four de Beaulieu, ou de la grange de Sury, acensement même de la dîme des vignes. Le cens paraît comme la formule courante qui s'applique à toutes sortes d'actes et qui revient sans cesse sous la plume du prévôt. Le cens est pour cette période la forme la plus courante des redevances et des liens qui unissent le paysan à son seigneur. Elle est pour le roturier ce que le fief est pour le vassal, mais alors que celui-ci est tenu à charge de services nobles : ost, cour, la censive est tenue à charge de services roturiers : redevances en argent ou en nature, il n'y a pas pour le censitaire le lien d'homme à homme que tisse l'hommage, il n'est tenu qu'en raison de sa terre (1). Le cens paraît être le plus ancien des droits domaniaux, puisqu'il semble bien avoir été déjà fixé sous les Carolingiens. Aucun tenancier n'en est dispensé, on comprend donc que la richesse d'un domaine résulte surtout des cens qui y sont prélevés, et que ce soit l'élément qui est notifié dans tous les actes ou les contrats relatifs à la terre (2).

Le rapporteur n'a pas cherché à nous donner une explication quelconque sur l'origine des cens qu'il mentionne, sans doute l'ignore-t-il lui-même, impôt romain, redevances de colons, redevances stipulées à l'occasion d'une concession en précaire, toutes ces origines diverses se sont peu à peu oubliées et au xiii^e siècle seuls les caractères communs sont demeurés, et permettent d'englober sous ce nom très général toutes sortes de situations, c'est le contrat le plus usité au moyen âge et on le suppose à la base de toutes les redevances dont on ignore la source (3).

Selon Thaumassière de La Thaumassière il faut considérer le cens comme une « légère et annuelle prestation perpétuelle, imprescriptible, emportant seigneurie directe, lods et vente en

(1) CHENON. — *Les démembrements de la propriété foncière en France avant et après la révolution*, p. 43 et suivantes.

(2) H. SÉE. — *Les classes rurales*, Paris 1901, p. 394.

(3) P. VIOLLET. — *Histoire du Droit civil français*, p. 722 et suiv.

cas d'aliénation et depry et amende à défaut de paiement au jour préfixe et qui est la première imposée sur l'héritage » (1).

Il est difficile d'appliquer absolument cette définition aux redevances perçues sous ce nom par le chapitre. Dans le cartulaire le mot « acensé » est pris dans des sens différents et ne répond pas à une idée toujours identique ; il est ainsi fait allusion f° 133 recto à « illi qui acensant », il est évident qu'il s'agit là d'un collecteur du cens qui est choisi parmi les gens du village et qui, pour ne pas se rendre odieux à ses voisins et à ses parents, laisse tomber en désuétude certains droits du chapitre et n'exige pas comme il devrait le faire les nombreux cens et coutumes qui sont percevables à la même époque.

Le collecteur du cens s'il paraît en cette occasion être pris sur place parmi ceux qui doivent les redevances, peut également percevoir les droits en d'autres lieux et sa fonction se rapprocher de celle des bas-officiers employés par le chapitre. Il est fait mention en plusieurs endroits au « mandatum vel nuntium » que les prévôts du chapitre doivent avoir à tel lieu tel jour pour recevoir le cens, c'est à ces représentants qu'il est fait allusion au f° 333 verso, 340 verso.

Les collecteurs du cens n'existent cependant pas partout, ils ne sont nécessaires que dans le cas où le cens est dû par plusieurs tenanciers et demande plus de temps et de soin à percevoir ; dans d'autres lieux le prévôt ou son représentant vont recevoir le cens indifféremment, ainsi au f° 340 verso « habet prepositus, sive qui ibidem debet interesse... ».

Enfin une troisième situation se présente, celle où les prévôts sont seuls compétents « debent ire acensatum », s'agit-il toujours là uniquement de percevoir le cens ? Il est précisé au f° 339 verso : « debent ire acensatum prepositi capituli grangiam de suriaco et precipue », il y a donc deux opérations à distinguer : la perception des produits de l'acensement de la grange et l'acensement lui-même, c'est une opération similaire à une location annuelle qui est passée tantôt avec l'un tantôt avec l'autre et pour un revenu variable, ainsi la grange de Sury-en-Vaux a été acensée l'année 1228 à Gimon Malesmaines pour neuf muids et neuf setiers de grains f° 338 recto. La prévôté de Beaulieu a été acensée l'année 1227 par Reginald de Vilers pour 28 livres parisis f° 335 verso, la dîme du vin, la taille et les corvées à Bengy sont acensées

(1) THAUMAS DE LA THAUMASSIÈRE. — *Coutumes anciennes et nouvelles du Berry*, p. 528.

habituellement aux environs de l'Assomption ou de la Nativité de la Sainte Vierge, l'année 1228 ils ont été acensés 13 livres de Nevers à Reginald de Fontaine f° 344 recto. Il y a deux périodes distinctes à considérer dans cet affermage. D'abord les tenanciers remettent leurs redevances à une date fixée, soit qu'ils les apportent à la grange, soit qu'ils les livrent à celui qui a acensé la coutume au chapitre, puis les deniers qui représentent le prix d'achat de la coutume pour l'année sont remis au chapitre à un terme souvent différent du premier.

Par contre, s'il correspond à une location annuelle et modifiable, quand il s'agit de l'acensement d'une des sources de revenus de chapitre : grange, prévôté, dime, moulins ou fours, le mot cens, employé seul a une signification différente et qui s'accorde alors parfaitement à la définition qu'en donne Thaumassière. C'est bien une légère et annuelle prestation qui est fixée d'une manière immuable à la suite d'un accord plus ou moins ancien et qui est le symbole des droits seigneuriaux continuant à s'affirmer sur des terres remises depuis plusieurs générations à des tenanciers. Il représente à la fois et le loyer de la terre concédée, et la reconnaissance de la dépendance du paysan envers son seigneur. L'expression est maintes fois employée : à la Saint-Germain, Doctus Bechet et ses héritiers après lui doivent 28 deniers de Sancerre pour le cens, dont 12 sont d'institution ancienne, quatre pour la terre qui lui a été donnée afin d'agrandir la fosse de son moulin, et deux pour le chemin qui lui a été concédé pour aller à son moulin sans passer par les champs d'autrui, f° 334 recto (1).

La tradition de terre étant récente, l'origine du cens est indiquée, mais le plus souvent le prévôt se contente de noter qu'à telle fête le cens atteint tant de deniers, comme à la Saint-Germain à Sury f° 340 recto, à la Saint-Jean dans le même pays, à la Toussaint et à la Saint-Martin d'hiver à Bengy, f° 346 recto. Il s'agit dans ces cas d'accords beaucoup plus anciens et qui ont été oubliés alors que les redevances sont toujours en vigueur et le chapitre en jouit, soit qu'il y ait eu remise de terres antérieurement par le doyen, soit même qu'ils aient été achetés à d'autres seigneurs à qui ils étaient dûs, le cens n'est pas une redevance personnelle et fait l'objet de donations d'achats ou d'héritages comme n'importe quel bien foncier.

(1) On ne retrouve pas le compte des 28 deniers, sans doute l'origine des 10 autres deniers est inconnue du prévôt.

Le prévôt prend donc dans un sens très large le mot d'acensement quand il s'agit de l'abandon annuel d'une des sources de revenus contre une somme en argent ou une redevance en nature, on ne retrouve plus dans cette opération les caractères essentiels du cens, l'on peut y voir une confusion du prévôt qui ne distingue pas les deux systèmes du cens et de l'affermage. Ce dernier est pourtant déjà parfaitement connu à l'époque, puisque les prévôts royaux dont celles de Paris ont été données à ferme au moins pendant une partie du règne de saint Louis. Le prévôt ne cherche pas à classer les procédés, et il emploie même indistinctement les mots : d'acensement et de vente qu'il cite indifféremment l'un pour l'autre. C'est ainsi qu'au f° 345 verso, il est fait mention des coutumes qui doivent être acensées à Bengy à la Saint-Martin d'hiver, alors qu'au folio suivant il note que ces coutumes sont particulièrement avantageuses puisque les prévôts déclarent les avoir déjà « vendues » pour 20 sols.

Abstraction faite de ce que le narrateur appelle acensement et qui est plus exactement l'affermage des principales sources de revenus du chapitre, on retrouve assez facilement les éléments essentiels du cens dans le manuscrit. Il est d'abord évident que le cens est une redevance foncière dûe en raison de la terre et qui détermine, en employant une expression moderne, le domicile du censitaire, ainsi les paysans du domaine de Beaulieu paient le cens de six deniers à la Saint-Jean au village de l'Etang, même s'ils n'ont là ni maison, ni vigne, ni pré, ni terre quelconque afin de jouir des privilèges accordés à cette nouvelle bourgeoisie, f° 333 verso. Ce fait est caractéristique du caractère essentiellement foncier du cens.

On peut dire également de ce cens qu'il est annuel et percevable aux principales fêtes : Saint-Germain, Saint-André, Saint-Martin ou Saint-Jean et le plus souvent il est mentionné en argent, toutefois il existe des cas du cens de froment f° 331 verso, f° 333 recto, ou même de cens payable à la fois en argent et en nature tels que le cens de la Saint-André à Beaulieu pour lequel il est dû 2 sols de Sancerre, 12 poulets et 20 setiers d'avoine. Primitivement, et étant donné la rareté des espèces monétaires, toutes les redevances devaient être payables en nature, puis peu à peu les cens étant vendus et transférés il a été plus commode de les évaluer en argent. Ils constituent la plus grosse ressource du chapitre et la plus normale, puisqu'il représente le prix de

la location de la terre. Le cens est payé par les terres tenues non en fiefs, mais en censives, son caractère de redevance uniquement foncière fait qu'il peut être dû par les clercs et les gentilhommes comme par les roturiers et comme les roturiers ils sont passibles d'une amende de 3 sols de Sancerre s'ils n'ont pas rendu au jour fixé le cens pour les terres qu'ils détiennent de cette manière, f° 334 recto ; le prévôt du seigneur Mariote de Foris apporte le cens de son maître dont il est responsable dans une bourse blanche et neuve.

Le cens n'est pas indivisible, il peut être remis pour partie à un personnage comme condition d'un achat par exemple, cette cession est faite pour un temps plus ou moins long. Ainsi un certain Macheus Brerins jouit du quart du cens commun perçu antérieurement en totalité par son aïeul et ses frères, à sa mort sa part doit retourner au chapitre, f° 340 recto. Puisque les cens estimés en argent s'achètent et se vendent, il est normal que leur abandon puisse faire la condition d'un contrat.

Il est aussi possible d'assigner une rente sur le cens. L'affectation d'un bien au service d'une rente est normale au ^{xiii}^e siècle. Depuis déjà plus d'un siècle on trouve des exemples d'identité de formes entre le bien assigné et la rente. Rente de vin sur un cellier, de blé sur un grenier ou comme c'est le cas pour le doyen, d'argent sur un cens ⁽¹⁾. Cette rente de 10 livres de Sancerre faite au doyen représente la contre-partie de son abandon au chapitre de la justice de Beaulieu, f° 333 verso.

Par contre, la règle « cens sur cens ne vaut » ne paraît pas être appliquée par les prévôts du chapitre. La maison de Chaveroche et ses dépendances, qui a été acensée sa vie durant par le doyen est de nouveau donnée à cens par celui-ci, f° 332 recto. Le chapitre ne songe pas à sauvegarder ses droits de seigneur censier.

Tels sont les caractères des cens présentés dans le cartulaire du chapitre, les détails donnés ne permettent pas de savoir s'ils sont imprescriptibles et dans quelles conditions le censitaire peut déguerpir.

Il existe une autre sorte de redevance très voisine du cens ce sont les coutumes, il est difficile de les différencier exactement. Assez généralement on admet que les coutumes sont englobées sous le nom très large de cens ⁽²⁾. Si leurs échéances se présen-

(1) M. PETOT. — *Cours de doctorat. Histoire du droit*, année 1938/1939.

(2) SÉE. — *Les classes rurales*, p. 394.

tent annuellement aux mêmes termes que les cens, il n'est fait aucune allusion à une amende pour une coutume non rendue à jour fixe. Mais on ne peut s'appuyer sur cette omission pour affirmer que la coutume est différente du cens. Le rapporteur n'a peut-être pas trouvé nécessaire d'affirmer un trait connu de tous et qu'il a déjà cité pour les cens. On peut trouver une légère différence entre les coutumes et les cens dans leurs origines qui sont rapportées assez nettement pour les premières et seulement pour certaines d'entre elles dans la partie du manuscrit qui concerne le domaine d'Outre-Cher : grains d'héritage et grains de casales, redevances revenant aux chapitres soit pour marquer le droit que conserve le doyen sur les terres qu'il abandonne héréditairement à ses tenanciers, soit en location de la terre qui est nécessaire pour bâtir leurs casales, leurs maisons.

Cette origine comme celle des cens est basée sur la propriété foncière, mais la coutume tend à s'appliquer d'une manière plus générale à tous ceux qui sont dans un cas déterminé. Le cens est différent pour chacun et s'applique à des cas particuliers.

Les cens et les coutumes constituent donc la plus grande partie des revenus du chapitre, d'autant plus que sous le nom de cens se trouvent englobées toutes sortes de redevances qui ont pu avoir à leurs bases les origines les plus diverses.

Après les cens, les dîmes sont l'élément le plus important de la fortune des chanoines. La dîme est d'ailleurs la ressource normale de l'Eglise et doit porter sur tous et sur toutes choses comme l'ont reconnu les canonistes en proclamant son universalité.

Mais les dîmes ont été bien détournées de ce qu'elles étaient à l'origine, le jus spirituale, le cens dû à Dieu. Alors que de droit elles appartiennent aux curés des églises paroissiales, elles sont passées peu à peu entre les mains du clergé séculier et des moines, les chanoines en ont acquis un grand nombre, soit par achat, soit par dons d'évêques, de rois ou de seigneurs (1).

Les chanoines de Saint-Etienne détiennent un nombre important de dîmes qui, à leur institution, devaient être versées entre les mains des desservants des paroisses. De ce caractère primitif il reste cependant une obligation qui s'impose à tout décimateur clerc ou laïc, celle de fournir au prêtre qui dessert l'église un traitement convenable ou du moins une certaine part dans le produit de la dîme. Les chanoines de Saint-Etienne servent la

(1) P. VIARD. — *Histoire de la dîme ecclésiastique dans le royaume de France*, p. 87 et suivantes.

« portio congrua » au clergé des paroisses où ils lèvent la dîme et qui relèvent de l'église de Bourges. Avant de répartir entre les chanoines prébendiers les ressources qui viennent des granges de Beaulieu, Santranges, Acé, Courcelles, Maimbré, les Terrages alimentées principalement par les dîmes auxquelles s'ajoutent le cens de froment et les coutumes d'avoine, il est d'abord prélevé pour le desservant de Saint-Ursin et pour celui de Saint-Satur un muid de grain par tiers, de froment de seigle et d'avoine f° 332 verso. Le chapelain de Châtillon reçoit également trois mines de seigle f° 332 verso. De même sur la dîme de Marçay qui relève de la paroisse de Veauge soumise à l'église de Bourges, il est réservé un setier de froment et un setier d'avoine qui ne sont pas compris dans l'aftermage de la dîme et qui sont dûs dans tous les cas au chapelain de Veauge, selon l'accord conclu entre le chapitre et lui, f° 338 recto.

Non seulement les dîmes sont passées des mains du clergé séculier à celles du clergé régulier ou à celles d'autres membres du clergé séculier, mais peu à peu, par une tolérance de l'Eglise, elles sont tombées aux mains des laïcs. L'habitude féodale a dominé la résistance ecclésiastique et au xiii^e siècle il est déjà difficile de découvrir la différence entre la dîme et les autres redevances dûes pour le sol. Aussi bien les chanoines de Saint-Etienne en la personne de leurs prévôts ne se gênent-ils pas pour affermer d'une manière courante leurs dîmes à des laïcs, la dîme du vin est « acensée » au mois d'août et de septembre avec la taille et les corvées et celui qui l'a ainsi acensée jouit en même temps du privilège du banvin f° 344 recto, la petite dîme de Sury peut être acensée par les prévôts du début du Carême jusqu'au dimanche des Rameaux f° 341 recto.

Les dîmes peuvent également être données en paiement pour les services rendus, c'est ainsi que les Rosselli chargés du bailiage de la Chacepolerie reçoivent la dîme de toutes les plantes qui ne sont pas mises en gerbes, tel que les pois chiches, les pois, le millet... f° 336 recto.

Si l'on ajoute aux dîmes de vin et de plantes comme les pois celles des graines comme le froment, l'avoine, le seigle et l'orge qui sont comprises d'une manière générale dans les revenus des granges, on peut considérer que le chapitre jouit de la dîme sur tous les produits de la terre ; la dîme ne se borne pas aux récoltes des champs régulièrement cultivés, sur toute terre nouvellement défrichée ou cultivée à nouveau après un laps de temps assez

long pour que personne ne se souvienne l'avoir vue productive il est immédiatement prélevée la dîme des novales f° 330 verso, si bien que toute terre cultivée est soumise à la redevance envers l'Eglise.

Au nom de son universalité, la dîme porte également sur les troupeaux. Le Berry a toujours été un pays d'élevage du mouton aussi la dîme sur les troupeaux de ces bêtes doit-elle être une grande ressource et à deux reprises le prévôt insiste sur le mode de levée de cette forme de la dîme soit à Beaulieu, f° 335 recto, soit à Bengy, f° 346 verso, c'est d'ailleurs les seules dîmes sur lesquelles nous avons quelques détails, celles sur les grains sont simplement énumérées sans qu'il soit possible de savoir les procédés employés et l'exacte proportion du prélèvement, sauf à Bengy où il s'élève non pas au dixième mais au douzième de la récolte de vin et des grains.

Par contre, pour la dîme des moutons ou petite dîme, les détails abondent. A Beaulieu les termes des deniers de l'affermage sont la Saint-Jean et la Sainte-Madeleine : 25 juin, 22 juillet. En effet, la dîme ne porte pas sur le troupeau lui-même mais sur ses fruits en l'espèce la laine et les agneaux, elle se lève soit en argent si le troupeau ne compte pas dix bêtes, soit en nature au-dessus de ce nombre. Enfin selon une coutume que notre théorie des corps certains a reprise, si le propriétaire des agneaux a marqué les bêtes relevant de la dîme et que celles-ci meurent, il ne doit plus rien ; par contre si ces bêtes meurent sans avoir été marquées il en est toujours redevable au décimateur. Contrairement à la coutume généralement admise selon laquelle les dîmes des bêtes sont perçues par l'église du domicile du cultivateur et se conformant en cela à la coutume de Bourges, chapitre 87, la dîme est levée sur toutes les bêtes qui traversent ce jour la paroisse pour être conduites dans un autre lieu, à moins qu'elles n'aient déjà subi la dîme cette année là. La dîme des agneaux est levée aux environs de Pâques, avant la fête de Léry qui se situe dans les premiers jours de mai.

A Bengy selon la coutume, le propriétaire amène ses agneaux par trois au décimateur qui choisit un parmi ces trois et recommence avec les autres jusqu'à ce que le nombre dû soit atteint. Là comme à Beaulieu, tous les troupeaux qui se trouvent sur le territoire de la dîme le jour où elle est levée doivent la subir. Par contre, les agneaux nés des brebis sur lesquelles la dîme a

été levée l'année précédente ne doivent pas la subir, mais ils la supportent l'année suivante.

Si la dîme est levée sur tous les produits de la terre et des animaux, est-elle payable par tous ? Le prévôt l'affirme, et c'est la grande différence qu'on peut voir entre cette dîme très voisine d'une redevance à cause de la terre et le cens. Celui-ci suppose à son origine, une remise de terre, un accord quelconque, la dîme est payable par tous ceux qui sont sur les terres du chapitre. Le prévôt prend soin de préciser que le chapelain de Bengy lui-même doit la dîme sur tous les animaux qu'il possède si ce n'est ceux qui demeurent dans sa propre maison, f° 346 recto, et si les hommes libres les « francs » sont exemptés de la coutume, ils ne le sont pas de la dîme, seraient-ils juges ou prévôts — une seule exception est admise et c'est en faveur des lépreux que leur malheur met sous la protection particulière de l'Eglise, f° 345 recto. Il est naturel qu'il n'y ait pas d'exemption pour l'impôt dû à Dieu.

Les dîmes, comme les autres redevances, ont subi certains démembrements juridiques et économiques qui, primitivement, ont dû correspondre à divers services rendus dans leur perception puis qui sont devenus héréditaires et se sont détachés peu à peu de leur caractère de fonction. Ces démembrements ont constitué alors une forme du revenu, un droit indépendant de ceux du décimateur. Ils sont vendus ou donnés avec ou sans la dîme comme un droit réel transmissible dans les mêmes formes que les immeubles (1). Les chanoines de Saint-Etienne ont largement pratiqué ces démembrements sur leurs dîmes. Le seigneur de Brienne a joui sans contre-partie apparente d'un service quelconque du « garisio » qui lui permettait de prélever le 1/7^e de toutes les redevances, dîme comprise, qui entrent dans la grange de Beaulieu et dans celles des pays voisins, dans la dîme des novales il n'avait que la treizième partie. Ce garisio est revenu aux mains du chapitre, ayant été racheté au moyen des deniers du bénéfice de l'archevêque Pierre (2). Mais il n'en est pas moins resté très nettement séparé de la dîme elle-même, et comme il est de coutume la distribution des deniers provenant du garisio se fait à un terme particulier de celui de la répartition de la dîme, au « die anniversarie ». Après avoir assisté au service stipulé par

(1) P. VIARD. — *Histoire de la dîme*, p. 70 et suivantes.

(2) Sans doute Pierre de La Châtre élu archevêque de Bourges en 1144.

le donataire comme condition de sa libéralité, les chanoines reçoivent la part qui revient à chacun d'eux dans la vente des grains du garisio, f° 331 recto. Le garisio n'est pas le seul droit réel institué sur la dîme, sur chaque grange existe également le « trait ». Celui-ci n'a pas complètement perdu le caractère de fonction qui le justifiait à l'origine. Il correspond encore à des services nettement déterminés dans la perception de la dîme. Ses services apparaissent quand le trait est la propriété de laïcs, ce qui n'est pas toujours le cas.

Les « traits » des granges de Beaulieu, d'Acé, et de Courcelles, appartiennent au chapitre, pour les deux deniers ils ont été achetés par le chapelain de Mercatus (p) sur les revenus de son bénéfice. Les deniers qui en proviennent ne vont pas aux chanoines mais aux représentants des pauvres auxquels ils sont remis aux jeûnes solennels, en dehors du Carême. Pas plus que la dîme elle-même, le trait n'est perçu directement par les prévôts, il est « acensé » régulièrement pour une somme qui atteint jusqu'à 30 sols parisis les années 1226, 27 et 29, f° 331 recto.

A Santranges et à Maimbré les « traits » appartiennent par héritage à des chevaliers. En contre-partie ils sont chargés de lever et de transporter les grains de la dîme, ils engagent également les hommes qui battront la récolte, et ceux-ci payent 5, 10 ou 15 sols de Nevers, selon le prix, pour se faire embaucher moyennant quoi ils auront droit à 14 quarterons des grains, et le propriétaire du tractus à 13 quarterons, mais là ne se borne pas pour celui-ci le bénéfice du tractus, il vient s'y ajouter toutes sortes de partages des grains qui devaient donner lieu à bien des discussions malgré la minutie avec laquelle ils sont précisés : ce sont les grains non encore décortiqués et les épis mal battus que le rateau peut entraîner sur l'aire et c'est le « rateau », les grains mélangés à la paille sans qu'on puisse les séparer lui reviennent aussi, toute gerbe dont le lien se rompt ou se délie appartient au « trait » comme les grains sortis des épis quand les gerbes sont en meules et ceux qui tombent des chars au cours du transport ou dont l'enveloppe est trop sèche. Ce n'est pas un droit simple que celui du moyen âge et les préoccupations d'unité et de simplification semblent très peu préoccuper les propriétaires de l'époque dont les droits s'accumulent et s'enchevêtrent sans qu'il soit toujours possible de les reconnaître. Enfin, parmi les démembrements de la dîme, il faut encore noter : la redîme mentionnée elle au sujet de la dîme sur les troupeaux comme le

garisio et le trait le sont pour les grains. Les Rosselli qui jouissent du bailliage de la Chacepolerie sont chargés de lever la petite dîme des agneaux et pour cette fonction ils bénéficient de la redîme comme de la dîme des légumes qui ne sont pas mis en gerbe f° 335 recto, 336 recto. Cette redîme existe sur la dîme de chaque pays et constitue un droit réel distinct qui est la propriété soit du chapitre, soit d'un autre et qui est affermée.

Dans les terres que le chapitre possède Outre-Cher et qui sont régies d'une manière très distincte de celles entre Loire et Cher, le prévôt note que sur ce domaine les terrages remplacent les dîmes. Cette assimilation de ces deux droits différents qui permet de remplacer l'un par l'autre, souligne la confusion qui existe entre la dîme, impôt universel du dixième dû à Dieu et les redevances ordinaires de la terre ayant généralement leur origine dans une remise de terre, ou, si l'on ne peut parler sans exagération de contrat, on peut au moins entrevoir un accord où chaque partie a son obligation ⁽¹⁾. En valeur, ce terrage est à peu près identique à la dîme puisqu'il correspond à la onzième gerbe, alors que le cartulaire ne donne aucune précision sur la levée des dîmes de grains, le prévôt détaille le mode de perception des terrages. C'est un droit bien fâcheux pour le « paisant » qui ne peut enlever ses gerbes tant que le collecteur n'est pas venu, et il faut l'appeler deux et même trois fois s'il ne se dérange pas par négligence ou mauvaise volonté. Mauvaise volonté dont le résultat peut être déplorable si l'orage et la pluie surviennent.

Toutefois, cet arbitraire a des limites, après le troisième appel le paysan peut enlever sa récolte, il n'en doit pas moins le terrage, mais il ne sera pas à l'amende, de 5 ou 7 sols de monnaie Tournais qui lui incombera s'il rentre sa récolte sans avoir prévenu trois fois le « terragiator ». Celui-ci venu il reste encore au paysan à livrer les gerbes destinées au chapitre avec sa propre charrette, il n'est tenu cependant à cette corvée qu'à l'intérieur du bailliage de Vœu. C'est une règle générale au Berry où elle est partout admise ⁽²⁾.

Les cens et les dîmes constituent l'élément essentiel des revenus du chapitre, mais s'ils sont moins productifs parce que moins généralisés, il existe cependant à côté des premiers de nombreux autres droits fonciers. Parmi les plus caractéristiques

(1) P. VIARD. — *Les dîmes*, p. 195.

(2) THAUMAS DE LA THAUMASSIÈRE. — *Coutumes anciennes et nouvelles du Berry*, Chapitre III, alinéa 2, page 545.

du régime féodal on peut citer les banalités qui portent sur les moulins, les fours ou la vente du vin. Ce sont du moins les seules mentionnées dans le cartulaire de Saint-Etienne. Il n'est pas donné grands détails sur les redevances qu'elles entraînent pour ceux qui doivent obligatoirement se servir du four ou du moulin seigneurial. Par contre, l'énumération des revenus donnent lieu à des calculs incompréhensibles tant ils supposent de propriétés superposées ou au moins divisées et enchevêtrées, le démembrement déjà observé sur les cens et les dîmes atteint là son paroxysme par le jeu des achats, des donations, des douaires, des héritages, les revenus du four ou du moulin banal se subdivisent en multiples parts. C'est ainsi que dans le moulin de Menon f° 332 recto, le chapitre a acheté successivement le $\frac{1}{8}^{\text{e}}$ puis la $\frac{1}{2}^{\text{e}}$ partie, de plus il jouit sur ce même moulin de quatre setiers de seigle provenant d'un achat fait au moyen des deniers du bénéfice de Pierre Ogerius de Cric et qui échoient à son anniversaire, c'est-à-dire au jour où l'on célèbre la messe anniversaire de sa mort. Dans le moulin de Maimbré, voici l'exemple d'une nouvelle division sur la $\frac{1}{2}$ que possédait le chapitre ; le $\frac{1}{8}^{\text{e}}$ a été engagé à Etienne du Puits de Chavigniol pour permettre de réparer le moulin f° 338 verso, mais dans le moulin de Crot, les parts sont encore en bien plus grand nombre, si le chapitre a la $\frac{1}{2}$ de la quatrième partie du moulin, un certain Tescelinus n'a que la $\frac{1}{2}$ des $\frac{3}{4}$ de la quatrième partie, et le moulin de Fontaines présente la même multitude de propriété, f° 339 recto. Bien que moins compliqués, ces partages existent également pour les fours, le chapitre ne jouit que de trois parts sur le four de Beaulieu et de la $\frac{1}{2}$ du four de l'Etang, pour les deux fours le chauffage ne doit pas se faire avec le bois du chapitre. Selon le mode habituel d'administration des biens des chanoines, moulins et fours ou tout au moins les parts sur les moulins et les fours sont acensées parfois pour plusieurs années comme le moulin de l'Etang qui est affermé de Pâques 1226 à Pâques 1233 pour 18 setiers par tiers de seigle, de froment et d'avoine, alors que pour les fours l'affermement est spécifié en deniers.

Peut-être les fours pouvaient-ils être ainsi acensés à l'ensemble des habitants d'une paroisse qui s'organisaient entre eux pour en supporter la charge ou peut-être simplement à quelques-uns d'entre eux, c'est ce que laisse supposer ce passage relatif au four de Bengy, f° 346 recto, et qui précise l'obligation pour les

prévôts d'aller à Bengy acenser le four « et loqui cum hominibus Bengiaci et acensare furnum si ibidem invenerint eos ».

De toutes façons, les réparations doivent rester à la charge du chapitre f° 338 verso. A côté de ces monopoles, le banvin a un caractère un peu particulier, cependant comme le four et le moulin du seigneur sont les seuls dont on puisse se servir, le vin de la dîme du seigneur est aussi le seul qu'on puisse vendre durant une période déterminée qui va de la veille de la Saint-Martin d'hiver jusqu'à la Noël exclusivement. Les abus sont prévenus par la règle qui fixe le prix de ce vin à celui auquel fut vendu le bon vin, des vendanges jusqu'à la Saint-Martin. Et le vin de la dîme seul doit être vendu sous ce privilège. Par contre, si quelque habitant de la ville est pris, même dans sa maison, à vendre du vin pendant cette période, vin et pichets seront confisqués au profit du prévôt, le chapitre seigneur de la ville reçoit l'amende, et celui qui a le banvin fera la preuve de son dommage pour le voir réparer. Le banvin est considéré comme un accessoire de la dîme du vin, celui qui l'a acensé a, en même temps, la jouissance du banvin f° 344 recto, qui en est la suite normale.

A ces diverses redevances en nature ou en argent vont s'ajouter les services dûs par l'homme : les corvées, qui marquent si nettement la dépendance féodale. Le chapitre était-il très dur pour ses tenanciers ? Il ne semble pas, à la lecture du cartulaire, que les corvées aient constitué cet accablant servage sous lequel on les a représentées si souvent. Elles n'en figurent pas moins une charge assez pénible qui consiste le plus souvent dans l'obligation de transporter les redevances au grenier du seigneur comme il est fait pour les redevances de la grange de Bengy, f° 343 recto, les terrages f° 349 verso ou les grains d'héritage f° 351 recto. Ces corvées de charrois ne sont pas égales pour tous et restent proportionnées aux ressources des corvéables ; le propriétaire d'un bœuf ne transportera pas autant que le propriétaire de trois ou quatre ; l'âne est modestement assimilé à la moitié d'un cheval et son maître ne devra qu'un demi charroi, f° 343 verso. Il existe également des corvées de labours à Bengy f° 344 verso, certains personnages en sont totalement exemptés, mais ils sont en petit nombre, ce sont le prévôt, le collecteur du cens de la ville, celui qui a le bailliage de Charpaignes et le dux (chef militaire ?) de Bengy. Quant au chapelain, son cas diffère selon les corvées : si au folio 344 verso il est compris dans les

exemptés pour les labours, au f° 343 verso le prévôt reste juge de la question de savoir si chapelain, vicaire ou cleres possédant des bœufs sont corvéables, ou tout au moins si l'on peut se servir de leurs bêtes pour les corvées de charroi. Ceci ne s'applique qu'à Bengy même où l'on ne compte que dix charrues, dans les hameaux avoisinants à Salignac, à Chavigniol se trouvent des charrues appartenant à des hommes francs et qui doivent la dîme, mais non pas les corvées, et enfin celle des lépreux pour laquelle il n'est rendu ni dîme, ni corvées f° 344 verso. Les corvées de labour sont limitées et n'ont lieu que trois fois dans l'année, la première fois à la Saint-André, la deuxième la dernière semaine de mars, la troisième fois avant la Saint-Jean.

Les « angaria » sont acensées à la même époque que la dîme de vin c'est-à-dire en août et septembre, et le chapitre en touche de prix à l'époque où le prévôt vend les novales c'est-à-dire en mars.

Il existe également des corvées de labour dûes par les hommes du bailliage de Vœu qui cultivent la terre avec un ou plusieurs bœufs qui leur appartiennent ou qu'ils les empruntent à d'autres, ces corvées ont lieu aux mêmes dates qu'à Bengy c'est-à-dire à la Saint-Jean, à la Saint-André et en mars, selon les trois époques de labour habituellement pratiquées en été, en hiver et au printemps. Mais depuis longtemps ces corvées ne sont pas rendues réellement, elles sont rachetées à raison de six deniers par corvée, c'est-à-dire de dix-huit deniers par an, payables par tiers à la Saint-Jean, à la Toussaint et à Pâques ou au Carême. Il n'est fait aucune allusion pour ces corvées de charrue à Vœu, à un acensement ou à un affermement quelconque, le chapitre en touche directement le produit ou tout au moins la moitié, l'autre part revenant aux héritiers de Raoul d'Issoudun qui a été l'auteur de la libéralité.

Dans les autres parties du domaine du chapitre, Beaulieu, Sury, et leurs dépendances, on ne trouve pas dans le cartulaire preuve de l'existence des corvées semblables, Bengy est d'ailleurs également le seul pays où existe le banvin.

Les corvées ne constituent pas un service entièrement gratuit dû par les paysans, ceux-ci prêtent leurs animaux, leurs charrues ou leurs charettes, mais en contre-partie ils reçoivent une indemnité plutôt symbolique d'ailleurs, et qui ne doit pas représenter la perte de leur journée ; pour le charroi de Bengy il est alloué à chacun de ceux qui apportent ainsi leur blé une obole parisis

qui est à la charge soit de ceux qui ont acensé les redevances, soit du chapitre s'il les rentre à ses propres frais, f° 343 verso. Pour les charrois des grains d'héritage, les corvéables ne touchent rien, mais sont logés et nourris aux frais du chapitre, il est vrai que le voyage du bailliage de Vœu jusqu'à Bourges avec une charrette à bœufs devait prendre un certain temps et qu'il était utile aux conducteurs de se réconforter avant de rentrer chez eux, aussi doit-on leur servir du pain, du vin et un plat de viande. Cette prescription n'est pas toujours respectée, c'est un usage ancien et au début du xiii^e siècle il est de plus en plus courant de remplacer les corvées en nature par une redevance en argent ou en grains, comme à Bengy. Ceux qui devaient la corvée de charrois ont préféré s'acquitter auprès des deux vicaires qui avaient acensé le domaine du chapitre pour cinq ans, en leur remettant trois setiers de grains et six deniers Tournois.

Le droit seigneurial ne confère pas uniquement au seigneur le droit aux corvées, il a encore un autre pouvoir sur les hommes c'est celui qui découle de la justice. A l'époque féodale, rendre la justice ce n'est pas une fonction publique réservée à l'autorité centrale, mais une source de revenus semblables aux autres, qui se vend et se donne. La justice domaniale différente de la justice féodale qui ne s'applique qu'aux nobles, n'atteint que les personnes des tenanciers, elle semble provenir directement du droit de propriété exercé sur les terres et sur les personnes. C'est avant tout une source de revenus ; ce qui importe au justicier c'est moins la défense de l'ordre public que les sanctions de cette justice, aussi les procès de justice domaniale visent-ils moins le droit théorique de justice que les produits qui en dérivent (1).

Les droits de justice sont compris dans les revenus de la prévôté de Beaulieu. Pour chaque accusation, si l'accusé est convaincu de son forfait ou avoue il doit vingt deniers, pour défaut au jour dit, cinq sols de Sancerre, le demandeur peut faire défaut sans être condamnable. Pour le sang répandu par arme en pierre ou tout instrument « esmoulu » il peut être levé jusqu'à 60 sols de Sancerre, somme qui peut être dépassée s'il y a eu rapt, meurtre ou quelque autre forfait. Le prévôt a toujours sur ces sommes 60 sols et le surplus va au chapitre f° 336 verso. Il n'y a dans cette énumération des amendes qui peuvent être

(1) SÉE. — *Les classes rurales*, p. 437.

levées, aucune intention de rétablir l'ordre public ou de punir le malfaiteur, ou du moins ce n'est que l'accessoire de la source de revenus dûs dans ce cas. La justice se confond si bien avec les droits de propriété que très souvent les deux termes de justice et de domaine s'emploient l'un pour l'autre pour désigner les lieux où s'exerce la puissance seigneuriale f° 337 recto « in bordelariis militum et servien in dicta justicia commorantibus ».

Les droits de justice constituent une part des revenus de la prévôté, c'est ce qui explique l'importance des sommes qui reviennent au prévôt ; en règle générale, les prévôts qui rendent la justice touchent une part bien moindre dans les amendes, Blanche, comtesse de Champagne et de Brie, limite leur part en 1201 au 1/5^e des amendes reçues ⁽¹⁾. Les droits de justice du chapitre ne se bornent pas à ces peines purement pécuniaires, il jouit également des droits de haute justice évoqués au f° 353 recto où il ne s'agit plus d'amendes mais du droit de vie et de mort possédé par le chapitre sur ses hommes, il peut s'il le veut, les mutiler ou les pendre ou les expulser de ses terres, il possède comme signe de puissance le droit « d'erigere furcas » qui est le signe distinctif de la haute justice.

Au nom du chapitre, le doyen ou les prévôts reçoivent le gage du duel judiciaire et président au duel qui se livrera devant sa cour, f° 353 recto.

On peut s'étonner qu'un corps ecclésiastique admette ces sortes de combats, qui font bien ressortir dans leur acceptation comme une coutume normale tout ce que l'époque a encore de barbare et de frustre, même chez les clercs qui forment l'élite de la civilisation. En vérité, le duel judiciaire était déjà fortement attaqué par le pape, mais il faudra encore longtemps avant qu'il cesse partout. En ce qui concerne le chapitre, le témoignage du bailli de Bourges, Pierre Hareau en 1280 qui a été conservé, atteste que cette année, le mercredi après la Saint-Michel il se rendit à Sury-en-Vaux pour assister à un duel qui devait avoir lieu devant la cour du chapitre ⁽²⁾. Bien que le prévôt n'ait pas mentionné le rapport de ces droits de justice, leur place dans l'ensemble des revenus de Paudy laisse supposer que ces exécutions n'allaient pas sans amendes et sans saisies imposées au coupable et à son entourage selon la solidarité qui unissait à l'époque les membres les plus reculés d'une même famille. A

(1) BRUSSEL. — *Usage général des fiefs*, II, p. 430.

(2) RAYNAL. — *Histoire du Berry*, T. II, p. 247.

ces droits de justice, on peut ajouter les amendes levées en raison de vagabondages d'animaux dans les terres cultivées, que ce soit champ de blé, prairies ou vignes. Les tarifs sont différents selon que la bête est gardée ou non, limitée à 5 deniers dans le premier cas l'amende atteint 7 sols et 6 deniers dans le second, enfin si la bête est trouvée de nuit dans un champ ou une vigne, l'amende est de 40 sols. En dehors de cette amende qui revient au chapitre, le dommage causé au propriétaire du champ ou de la vigne doit être réparé. Aucun tarif n'est prévu, le propriétaire de l'animal sera cru sous serment quant à l'importance de la restitution.

A côté des cens, des dîmes, des corvées, des banalités, des droits de justice, il existe toutes sortes de redevances qu'il est difficile de classer dans une catégorie déterminée, elles ne sont pas rendues avec régularité et sont liées à une cause accidentelle, telle est la coutume qui impose d'une épaule de porc, d'un pain et de deux deniers les jeux et jongleries qui pourront avoir lieu aux mariages, f° 337 recto, ils ne représentent pas comme le cens un revenu représentatif du loyer de la terre, et il n'est fait aucune allusion aux amendes qui peuvent sanctionner leur défaut à la date convenue. Ces redevances sont très diverses et leur énumération est longue ; certaines ne sont pas particulières au Berry et existent dans presque toutes les provinces, ainsi le « pasnagio » ou plutôt la glandée due par les paysans pour mener leurs porcs dans les bois du chapitre se nourrir des glands et des faines. C'est un usage très répandu et qui s'applique sur toutes les terres du chapitre ; à Beaulieu les quatre « familie » qui mesurent les cens rendus en sont exemptés, f° 331 verso. Sur ce même domaine, le produit en revient uniquement au chapitre et au prévôt laïc, mais non au doyen. Pour les cochons de lait, il est levé un denier, pour les porcs de mars ; deux deniers, pour ceux d'un an, trois deniers, la coutume est plus dure pour les animaux qui ne sont pas de la justice, il n'y a pas de limite à la taxation. Le pasnagio est lié à la propriété des bois, et si le chapitre en jouit c'est qu'il a acheté une partie de la forêt au chevalier de Brienne, f° 336 recto. Dans le bailliage de Vœu, il est levé également un droit sur les porcs qui n'est d'ailleurs pas exactement le droit de glandée, mais qui lui est fort similaire, il fait partie des droits donnés au chapitre par Raoul d'Issoudun et qui sont rendus à son anniversaire. La redevance n'est pas dûe par le paysan lorsqu'il n'a qu'un porc engraisé

pour être salé et consommé par lui-même, lorsqu'il possède plusieurs bêtes le tenancier paye un droit limité il est vrai à douze deniers quelle que soit l'importance du troupeau. Dans diverses provinces, on connaît également l'usage pratiqué dans le bailiage d'Acé qui permet de lever pour chaque foyer une poule et une obole qui vont aux prévôts comme revenu de la prévôté, f° 335 verso, dans maints endroits, cette poule est le symbole de la dépendance du paysan envers son seigneur. Cette redevance existe aussi à Beaulieu, mais à titre de cens rendu à la Saint-André, f° 334 recto, l'aoûtage est connu également ailleurs qu'en Berry, à Beaulieu il est de deux deniers et va de pair avec un droit semblable de nouvel an, ces revenus sont levés tantôt en août et janvier, tantôt avant le Carême. Une autre redevance assez pittoresque est celle rendue à Bengy par les artisans et commerçants de la ville sur les produits de leurs métiers; les cordonniers doivent des souliers, les boulangers se contentent de donner un denier, enfin les bouchers, même pour n'avoir vendu de la viande qu'une fois par an, doivent un jambon, ceux qui pendant l'Avent ont tué soit des porcs, soit des bœufs, donnent pour chaque porc un jambon, pour chaque bœuf une épaule. Ces coutumes peuvent s'acquitter en argent au prix de trois deniers; primitivement elles n'appartenaient pas au chapitre, mais au chapelain de Fontenay Humbaudus, chanoine de la Bienheureuse Marie de Sales ⁽¹⁾ qui les a vendus au chapitre, d'accord avec ses deux frères, car ils les tenaient par héritage de son père et de sa mère, f° 345 verso. Comme tous les revenus du chapitre ces coutumes étaient acensées. On peut faire mention dans ces usages et redevances diverses d'une sorte de servitude qui pèse sur les prés du chapitre à Bengy. Il est toujours réservé sur ces terres acensées annuellement un droit d'usage pour les chevaux du doyen et de son entourage, toutes les fois qu'il vient là pour les affaires de l'Eglise ou qu'il s'y fait représenter, pourvu qu'il reste dans une limite raisonnable. Le doyen n'est pas le seul à user de ce droit, le seigneur de Fontaines peut également prendre le foin nécessaire pour ses chevaux de selle dont le nombre ne peut excéder six. Enfin voici un troisième compagnon, Robert de Charpaignes « pretarius » de tous les prés de Charpaignes; aucune redevance en foin ne peut être levée sans sa permission, et c'est lui qui assigne à l'écuyer du seigneur de

(1) Eglise de la banlieue ou septaine de Bourges.

Fontaines, tantôt le champ d'un paysan, tantôt celui d'un autre, tantôt un pré de Saint-Etienne. Il faut que réellement les prés soient vastes et l'herbe abondante pour que celui qui a acensé ces terrains puisse encore trouver un bénéfice dans les prés où l'herbe a déjà été si largement prélevée, f° 344 recto. A Sury c'est le prévôt laïc qui est chargé de fournir le foin aux chevaux des envoyés du chapitre et qui dispose pour cela de certaines terres réservées à cet usage, f° 339 verso. Une réserve semblable est exercée sur les fruits des vignes de Bengy, mais elle n'atteint pas la même importance, toutes les fois que les prévôts viennent à la ville, ils ont la liberté de cueillir les grappes qui leur conviennent pour les mettre vertes dans les sauces, détail gastronomique qui n'est pas parvenu jusqu'à nos jours, ou pour les manger une fois mûres, selon la précision du prévôt, f° 344 verso.

Enfin, à côté de ces multiples redevances, on peut isoler celles qui se rapportent au transfert de propriété, soit par vente et ce sera alors les lods et ventes, soit par succession et ce sera la mainmorte et ses multiples complications. Il n'est fait qu'une très rapide allusion au premier de ces droits au f° 333 verso, le chapitre partage avec le comte de Sancerre le produit des transferts de propriétés des censives qui se font à l'Étang, et au f° 346 recto aucune permission n'est nécessaire pour les ventes de censives, mais le cens est doublé en raison de ces transferts. Ces quelques lignes donnent peu de détails, mais elles attestent l'existence du droit de lods et ventes. Par contre les détails abondent en ce qui concerne la mainmorte, ses modalités, son application, il est impossible d'étudier en détail les multiples cas qui se présentent et tout ce qu'ils supposent sur les régimes matrimoniaux, l'importance de la vie communautaire et la distinction établie entre les biens meubles et immeubles. Elles témoignent d'ailleurs d'un système juridique extrêmement compliqué et particulièrement difficile à appliquer. La mainmorte n'existe pas sur toutes les terres du chapitre de Bengy et dans les domaines d'Outre-Cher seulement le chapitre a le droit de prélever un meuble ou une part des biens ou la totalité des biens de ses hommes à leur mort. Un fait primordial est à la base de la mainmorte, c'est la vie en communauté, si les enfants ont continué à vivre avec leurs parents, si, les parents morts, les frères et sœurs, beaux-frères et belles-sœurs cohabitent ils font échec au droit du seigneur qui ne subsiste alors que sous une forme très réduite. En cela la coutume de Bengy et de Paudy est conforme à la coutume généralement

admise en France et plus particulièrement à celle du Berry. Selon Thaumassière, à la rubrique « Mainmorte » au chapitre VI des « Coutumes anciennes et nouvelles du Berry » : « quand aucun de condition servile décède sans enfant ou parents et lignagers de même condition commune ou demeurant avec lui et lors le seigneur succède à son serf et prend tous ses biens, meubles et immeubles et en demeurent forclos les parents et lignagers non communs ni demeurant avec le défunt » Châteauneuf, chapitre I^{er}, art. 7, et plus loin : « Le seigneur ne peut être exclus de la mortaille que par les parents du défunt communs et demeurant ensemble et de même condition... ceux qui sont en service ne sont pas censés séparer, ni les enfants envoyés aux études ou en apprentissage. » Au XI^e siècle encore, les filles communes ou non étaient complètement exclues comme ne pouvant rendre les services exigés par le seigneur ⁽¹⁾ mais il n'est plus trace de cette distinction au début du XIII^e siècle et les filles ne seront écartées que lorsqu'elles auront manqué à leur seigneur par exemple en épousant sans sa permission l'homme d'un autre seigneur, f^o 348 recto, selon la coutume de Montfaucon. La mainmorte existe aussi bien à la mort des parents qu'à celle des frères et sœurs du mari et de la femme, il est souvent fait allusion dans cette coutume au partage des enfants, on peut l'interpréter comme la rupture de la vie commune des parents avec leurs enfants, mais la coutume à laquelle on se réfère en ce passage évoque également celle des terres d'Outre-Cher, détaillée plus longuement, et selon laquelle le père et la mère appartenant à des seigneurs différents se choisissent des héritiers en nombre égal parmi leurs enfants, le premier étant désigné par le père, le deuxième par la mère, le troisième par le père, et ainsi de suite, chaque enfant tombant dans la dépendance du maître de celui de ses ascendants qui l'a choisi.

Curieuse coutume, qui permet à la moitié des enfants seulement d'hériter de leur père ou de leur mère, elle devait s'appliquer également à Bengy au moins en ce qui concerne les héritages non plus des parents, mais des frères et sœurs « quando partiti sunt et divisi ad invicem », appartenant à des seigneurs différents, ils n'ont plus aucun droit à l'héritage de l'un d'entre eux. Quand « liberi partiti sunt » et dans ce cas il semble qu'il s'agit de leur départ de la communauté, les enfants ne reçoivent rien non plus de leurs parents.

(1) BRUSSEL. — Déjà cité, p. 89.

Entre époux, quand l'un meurt la moitié des biens tombe en mainmorte le tout échoit au seigneur à la mort du second, le régime de la communauté de biens est donc habituel parmi les paysans.

Quant aux bâtards, leurs droits sont assez semblables de ceux qui leur sont accordés par la législation actuelle, leur permettant de recevoir uniquement des aliments puisqu'ils ne peuvent hériter d'aucun immeuble et que d'une part raisonnable des meubles. Une autre incapacité de donner joue pour les infirmes à la charge de quelqu'un, ils ne peuvent disposer que d'une part raisonnable de leurs meubles. Dans ces deux cas il est fait une distinction nette entre les immeubles, bien précieux, et les meubles sans grande valeur, cependant la règle généralement admise en France à cette époque, selon laquelle les dettes suivent les meubles n'est pas appliquée. Le seigneur paye bien les dettes et même les frais de dernière maladie de celui dont il vient d'hériter, mais seulement si « habet eschætam totum » il est vrai que le cas du seigneur héritier que des meubles ne devait pas se présenter. Il recevait soit la totalité, soit une part dans la totalité des biens meubles et immeubles, f° 348 verso. Aucune limitation existe à cette obligation et les dettes sont payables ultra vires.

Comme à Bengy, les biens de tous les hommes des domaines du chapitre Outre-Cher sont soumis à la mainmorte et même ceux des sergents, f° 353 recto. Le prélèvement de la mainmorte est d'autant plus difficile à effectuer que l'homme et la femme sont à des seigneurs différents, intervient alors ce curieux partage d'enfants qui tombent sous la puissance du seigneur de celui de leur parent qui les a choisi. Le seigneur de l'autre ascendant se substitue à eux dans leurs droits d'héritiers, par contre le maître du parent dont il relève s'efface devant eux. S'il n'y a qu'un enfant, il va au père, le cas est plus compliqué si les enfants sont en nombre impair, on attend pour partager qu'une naissance vienne compléter le nombre, et si celui-ci ne peut réellement pas être atteint, c'est le père qui aura l'enfant en surplus, f° 353 verso. La coutume de communauté qui fait échec au droit du seigneur n'est pas limitée aux parents et aux enfants, elle existe encore entre frères et sœurs, beaux-frères et belles-sœurs, de telle sorte que lorsqu'une femme d'un seigneur différent de celui de son mari épouse un homme vivant avec ses frères et sœurs, beaux-frères et belles-sœurs, ses meubles tombent dans la communauté, si elle n'a pas d'héritiers, à sa mort, son maître

partage ses meubles avec son mari, ses beaux-frères et belles-sœurs, chacun comptant pour une part. Il s'agit seulement des meubles, le maître de la femme n'a aucun droit sur les immeubles du mari et de ses frères et sœurs, et de même seul le maître peut se saisir des immeubles de la femme.

Comment cette perception au profit du seigneur s'opère-t-elle ? Celui-ci mande les plus proches parents du défunt ou va les trouver et leur fait jurer de lui donner fidèlement ce qui lui revient. S'ils font un faux serment et dissimulent quelques biens, ils sont privés de leur part de succession.

En dehors de la mainmorte proprement dite, les hommes comme les femmes sont tenus de faire un legs à leur maître selon leur capacité en reconnaissance de sa puissance sur eux, générosité forcée puisque si le seigneur ne trouve pas son legs assez important il peut intervenir pour qu'il atteigne le montant désiré. Mais le mourant n'est pas quitte ainsi, il doit également laisser quelque chose au sergent, au bailli ou au prévôt, pour eux le don se monte à 12 deniers, ou 2 sols ou 5 selon ses moyens, faute de s'en acquitter, le sergent ou le prévôt pourrait prétendre au meilleur de ses vêtements. Le desservant de la paroisse doit également recevoir quelque chose de son paroissien. Enfin, dernière précision qui met la note sur le caractère rigoureux de la mainmorte et précise la distinction faite entre les meubles et les immeubles, nul ne peut léguer un meuble si ce n'est à son maître, ce don est défendu, même envers l'Eglise, aucun parent ne peut y prétendre quand il n'est pas héritier, et les meubles même ne pourront être légués qu'avec modération sinon le legs ne sera pas valable et le maître pourra le réduire selon la coutume, f° 354 verso.

La mainmorte constitue donc dans son ensemble une charge très lourde sur le droit de propriété. Les proches parents sont seuls capables d'hériter et encore faut-il qu'ils habitent avec le défunt. Il ne reste à l'homme que le droit de disposer d'une partie de ses meubles, et cette partie ne doit pas être trop importante. L'exception en faveur des membres de la communauté est évidemment un moyen très sûr de retenir les enfants sur les terres où ont travaillé leurs parents, le seigneur s'assure ainsi un serviteur stable et qui n'abandonnera pas la culture de ses domaines. Ce droit de mainmorte est un débris de l'esclavage. L'esclave qui ne possédait rien s'est vu confier une terre, mais elle appartient toujours à son maître qui ne la laisse à ses héri-

tiers que s'ils continuent à le servir, peu à peu les conditions iront s'adouissant et l'ancien esclave deviendra pleinement propriétaire de la terre jadis concédée.

Tous les revenus des terres du chapitre sont acensés et affermés, un seul exemple d'exploitation rurale telle qu'on la conçoit de nos jours par le propriétaire lui-même est rapporté par le prévôt, il s'agit des vignes. Le chapitre n'était pas seul à donner à ses vignes un régime exceptionnel. « Dans presque tous les comptes de l'an 1202, il est fait une dépense pour façon de vignes, frais de vendanges, achat et reliage de tonneaux, ce qui montre que le Roi ne comprenait point les vignes dans les baux de son domaine » (1). A la Nativité de la Sainte Vierge, les prévôts vont voir par eux-mêmes à Beaulieu l'état des tonneaux et des barriques, f° 332 verso. Ce vin il faut ensuite le vendre avant les chaleurs car il est léger et s'abîme vite, le prix en varie avec les années, ainsi dans la désastreuse saison 1229 où les pluies ont fait pourrir les ceps, le muid de vin de Beaulieu n'a pas dépassé 3 sols parisis et celui de Sury 2 sols parisis, f° 334 verso. A Sury où les vignes doivent être nombreuses, le jour de la Saint-Gilles en septembre a lieu la foire où l'on peut s'approvisionner en cercles pour les tonneaux, les prévôts s'occupent de veiller à la réparation du matériel : tonneaux, cuves, pressoirs, et ils ont soin de laisser quelqu'un « *ad custodiendum vinum capituli* ». Les vignes coûtent jusqu'à 14 livres de Nevers, quant à la récolte c'est à la Saint-Germain que les prévôts viennent en voir les fruits et les dépenses qu'elle a occasionnées, f° 340 recto. Alors que la dîme du vin est acensée, le chapitre se réserve d'exploiter lui-même ses vignes, c'est le seul cas de ce genre d'administration qu'on puisse trouver dans le cartulaire.

D'une manière générale, les deux sources essentielles de revenus du chapitre sur ses domaines sont : soit le cens rendu directement, soit l'affermage, de dîmes, contumes, droits de justice et redevances de toutes sortes. Parmi les cens, les uns sont d'institution ancienne à la suite d'accords passés avec le chapitre, d'autres ont été achetés à différents seigneurs, et d'autres proviennent enfin de libéralités pieuses telle que celle des comtes d'Issoudun à Paudy et à Chery ou des seigneurs de Vatan à Vœu.

On trouve encore un bon nombre de ces redevances en nature mais les paiements en argent tiennent une place importante, et

(1) BRUSSEL. — Déjà cité, p. 402.

tendent de plus en plus à se substituer aux premiers, les corvées sont rachetées, comme les antiques coutumes des cordonniers et des bouchers de Bengy. L'époque féodale a déjà évolué, et si il y a quelques siècles les prélèvements en nature importaient avant tout du fait de la rareté des monnaies et du petit nombre des échanges, au xiii^e siècle, avec les chartes de liberté des communes, le commerce s'est développé, l'argent circule davantage et les pièces de monnaies permettent au seigneur de réaliser les achats qui lui sont nécessaires. En même temps, les liens si forts qui unissaient aux premiers âges féodaux l'homme à son seigneur, tous deux étant engagés par des services mutuels, se sont desserrés peu à peu pour faire place à la redevance. L'ère moderne commence déjà à apparaître derrière l'ère féodale.

CHAPITRE IV.

Le Berry bien qu'ayant été rattaché de bonne heure à la couronne de France compte parmi les provinces où le servage a persisté le plus longtemps. Alors qu'en Normandie sous la sage administration des ducs, le servage était complètement aboli au XII^e siècle ⁽¹⁾, au XIII^e siècle les serfs sont encore nombreux dans le Berry. Ceux de la septaine de Bourges possédés par le chapitre ont été affranchis collectivement en 1224, mais les hommes des différents domaines de Saint-Etienne étaient-ils serfs ou libres ? Il est à remarquer qu'au cours du rapport jamais le terme de « serf » n'est employé, au moins en ce qui concerne les hommes du chapitre car au f^o 337 recto il est mentionné « in servis comitis de Sacri-Sæsaris », cependant au f^o 351 recto le prévôt parle des hommes « quos habet Bituricensis ecclesia Ultra Carum ». Les qualificatifs employés ne constituent d'ailleurs pas une indication suffisante de la condition des hommes, le prévôt n'a pas assez le goût de la précision juridique pour que l'on puisse se fier à ses affirmations. On peut trouver des indications plus exactes sur la condition des tenanciers du chapitre, dans les faits énoncés. La taille, une des charges les plus lourdes du servage, n'est pas une seule fois mentionnée dans le cartulaire, toutefois ce n'est pas un signe absolu, des roturiers libres pouvaient y être soumis et les serfs ne pas la payer ⁽²⁾.

En sens contraire, l'existence du cens ne prouve pas que la population fut entièrement libre, il n'était pas du tout exceptionnel de voir un serf posséder une tenure roturière chargée d'un simple cens. Par contre la juxtaposition de redevances telle que les corvées et surtout la mainmorte est une preuve certaine de l'existence du servage sur les terres du chapitre. Au moins sur certains domaines comme ceux de Bengy et d'Outre-Cher : Vœu, Paudy, Chéry. C'est en effet à Bengy que pour la première fois le mot de corvées vient sous la plume du rapporteur

(1) DELISLE. — *Etude sur la condition de la classe agricole et l'état de l'agriculture en Normandie.*

(2) DES MELOIZES. — *Le servage en Berry*, p. 49.

au f° 343 verso, puis 344 verso, un peu plus haut il parle de la dîme et « angaria sive corveas Bengiaci solent acensare insimiliter » f° 344 recto, et prouve a contrario de l'existence des serfs, est exemptée de l'« angaria » sinon de la dîme « una carruca francorum ». Si le serf est avant tout corvéable, il est également mainmortable, la mainmorte existe d'une manière très précise à Bengy sans qu'aucune exception soit envisagée. Enfin, l'acte par lequel en 1257 Philippe, archevêque de Bourges permet le rachat de tous les droits serviles, corvées ou mainmorte à Bengy est la meilleure preuve de l'existence du servage dans ce pays en 1230. Ces droits seront remplacés par un cens unique dont l'ensemble du village affranchi supporte le poids et dont le paiement sera assuré par sept sages hommes élus à la Saint-Jean (1).

Le servage était également la condition des hommes des domaines d'Outre-Cher. Quand une partie des terres, celles appartenant à Paudy, ont été remises au chapitre par le seigneur de Vatan, celui-ci lui a donné à la fois les terres et les hommes qui y étaient attachés pour les entretenir (1). Le chapitre n'a pas encore à l'époque du cartulaire étendu à ses serfs de Vœu les mesures d'affranchissement prises envers ceux de Bourges et de sa banlieue. Ils sont astreints eux aussi aux corvées de charrues susceptibles toutefois d'être rachetées f° 350 recto, et à toutes les obligations de la mainmorte qui ne laisse au serf la libre disposition que d'une petite partie de ses meubles. Le servage n'est pas pratiqué uniquement sur les terres du chapitre, c'est le système général de la province. A propos des grains des chezales, il est dit au f° 351 verso « aliquis homo capituli seu alterius dominii vult edificare ». Les comtes d'Issoudun et les seigneurs de Vatan avaient donc aussi leurs serfs, mais cette phrase prouve, que bien qu'ils fussent attachés au domaine sans pouvoir le quitter, en fait bien des serfs préféraient abandonner la terre qu'ils exploitaient quand les conditions de vie devenaient trop dures, pour aller chercher ailleurs un mode d'existence qu'ils espéraient moins pénible.

Cette émigration se faisait surtout vers les terres du chapitre. Les propriétés ecclésiastiques étaient en effet en général mieux administrées que celles appartenant aux laïcs, non que les coutumes y fussent plus douces et les redevances moins importantes,

(1) THAUMAS DE LA THAUMASSIÈRE, p. 81.

(1) *Bulletin de la Société académique du Centre*, 1907.

mais il y régnait au moins l'ordre et il était sans doute assez peu de seigneurs, si l'on en excepte les grands féodaux tel que le comté de Champagne et de Brie, qui pût savoir exactement quelles étaient ses ressources, comme le sait le chapitre de Saint-Etienne. Les agents inférieurs, mieux surveillés se livraient à moins d'exactions. En un mot on y jouissait des avantages qu'apporte une administration sage et bien réglée.

Si le servage existe d'une manière très générale à Bengy et Outre-Cher, il ne paraît pas s'étendre aux tenanciers des domaines de Beaulieu et de Sury-en-Vaux. Dans ces deux pays on ne connaît ni corvée, ni mainmorte ; la dîme, le cens, les droits de lods et vente ne sont pas des droits incompatibles avec la liberté des paysans, ils sont plus ou moins pesants mais ne constituent pas comme les corvées ou la mainmorte une atteinte directe à la liberté des personnes et au droit de propriété. Les droits possédés par le chapitre de Bourges à Beaulieu et à Santranges proviennent d'une vente récente, à l'époque de la rédaction du cartulaire, qui lui a été faite en 1200 par Geoffroi de Brوريا selon un acte passé devant le roi Philippe-Auguste lui-même. Sur cet acte où sont énumérés tous les droits passant aux mains du chapitre, un seul point laisse supposer le servage « V solidos de tallia comiti Sacri-Cæsaris » ⁽¹⁾ ; la taille est en effet presque toujours un droit servile, mais dans ce cas un droit réservé au comte de Sancerre, l'expression adoptée indique que la situation était différente pour les deux seigneurs féodaux, et que le chapitre ne levait pas cette redevance servile sur ses tenanciers.

Un autre acte semblable relatant la remise faite en 1178 par Etienne de Sancerre cette fois de plusieurs coutumes et droits qu'il levait sur les paroisses de Beaulieu et de Santranges ⁽¹⁾ mentionne des droits comme le ban et l'arban qui s'appliquent spécialement aux serfs, mais cinquante ans plus tard le cartulaire de Saint-Etienne ne donne aucune indication sur ces coutumes, pas plus que sur celle de la fausse monnaie. D'ailleurs les habitants de Sancerre ont été affranchis par ce même Etienne I^{er} en 1190.

La poule levée sur chaque foyer d'Acé et comprise dans les revenus de la prévôté n'est pas forcément la poule de coutume recognitive de servage, c'est un cens semblable aux autres, il n'est d'ailleurs levé que dans le seul bailliage de Acé. On peut

(1) RAYNAL. — *Histoire du Berry*, T. II, pièces justificatives, p. 562.

(1) THAUMAS DE LA THAUMASSIÈRE, p/ 139, chap. 76.

donc diviser les domaines du chapitre en deux régions distinctes, une première qui comprend les domaines d'Outre-Cher et de Bengy et où le servage est la condition générale des hommes, une deuxième qui s'étend sur Beaulieu et Sury et où les serfs, s'il en existe, sont une petite minorité. En outre, sur le domaine de Beaulieu existe un lieu de franchise, la nouvelle bourgeoisie de l'Etang, il suffit d'y payer le cens pour jouir des privilèges reconnus à ce lieu f° 333 verso, c'est-à-dire d'être affranchis de la servitude ; ordinairement même, dans ces villes de franchise, les affaires communes sont réglées par des magistrats élus ; le cartulaire est cependant muet sur ce point.

Cette division des domaines correspond aux régions où sont appliquées les coutumes de Lorris et celles du Berry. Les premières accordées en 1145 par Louis Le Gros aux habitants de Lorris en Gâtinais ont vite joui d'une vogue considérable, elles apportaient une certaine limitation aux droits féodaux, un grand nombre de seigneurs les ont concédées à leurs sujets particulièrement les comtes de Sancerre et leurs vassaux, les seigneurs de Montfaucon et autres (1). Beaulieu, Sury-en-Vaux sont également régis par ces coutumes. Par contre, la coutume du Berry était appliquée à Paudy, à Vœu et généralement à toute la région avoisinante de Bourges. L'admission des coutumes de Lorris dans le Sancerrois n'a sûrement pas été sans influence sur la disparition du servage dans cette région.

En dehors de la question primordiale de liberté, un des aspects les plus remarquables de la condition des paysans est l'importance des communautés. Assez naturellement à une époque où le tenancier est attaché à la terre et n'a guère moyen de la quitter, ses enfants l'aident et lui succèdent, vivant au même foyer et à la même table. Le cartulaire indique que ces communautés paysannes ne se limitent pas aux lignes directes, il existe pareillement des communautés entre frères et sœurs même lorsque chacun d'eux est marié, f° 354 recto. Les liens entre les membres de ces communautés sont assez resserrés pour que les biens apportés par la femme d'un de ces frères demeurent la propriété de tous, partageables également entre eux à sa mort. La mainmorte favorise cette coutume assez contraire aux habitudes d'un peuple aussi individualiste que le nôtre, c'est le seul moyen pour que l'héritage ne passe pas aux mains du seigneur. La communauté taisible personne morale, existe toujours n'étant

(1) THAUMAS DE LA THAUMASSIÈRE, p. 3.

pas interrompue par la mort d'un seul les biens appartenant à tous, la succession ne s'ouvre pas, on est limité à un nouveau partage où le seigneur ne représente qu'une part comme les autres membres de la communauté, f° 354 recto. L'état de l'agriculture favorise également ce mode de vie. Les charrues sont rares, et très souvent on cultive simplement à la houe, on a donc intérêt à s'unir soit pour posséder des instruments aratoires à plusieurs, soit pour permettre de mieux mettre en valeur les champs possédés. Enfin la précarité de l'existence où le brigandage, seigneurial ou autre, sévit largement, incite les paysans à se grouper. Quoi qu'il en soit, les communautés sont nombreuses dans les domaines du chapitre. Elles y sont signalées plusieurs fois comme un mode habituel de vie. Certaines redevances sont levées non par maison, mais par feu, ce qui ne s'explique que si plusieurs familles vivent ensemble. Il en est ainsi pour la poule et l'obole, les deux deniers d'aoûtage, et les deux deniers pour l'année nouvelle compris dans la prévôté de Beaulieu et dûs par chaque foyer du bailliage de Acé, f° 335 verso. Dans le bailliage de Vœu et à Massay le chapitre lève également « in quolibet domo vel foco si plures familie manerent in eodem domo » une redevance d'avoine qui varie d'une mine à un setier selon que ce foyer possède ou non des bœufs, f° 349 verso.

Non seulement les paysans vivent facilement en communauté, mais encore entre ces communautés ou entre les individus il existe une entr'aide pour les travaux de culture importants, ou plutôt comme le dit le prévôt un « consortium vel vulgo dicitur « asoutier », f° 343 recto, ainsi à Bengy les paysans labourent leurs champs avec leurs bœufs ou ceux des autres, ou attellent à leurs charrues une partie des leurs, une partie de ceux de leurs voisins. Il est probable que la charrue devait être également utilisée par plusieurs ; sur les grosses terres seulement le paysan possède sa charrue personnelle, sur les petites on s'associe pour en avoir une à frais communs ⁽¹⁾, f° 343 recto. Dans le bailliage de Vœu il est également de coutume d'utiliser pour les labours ses bœufs et ceux de ses voisins, f° 350 recto.

Le prévôt qui énumère les ressources du chapitre ne cherche pas à mettre en valeur l'organisation du domaine de Saint-Etienne, il expose les faits tels qu'il a pu les constater. D'après cet exposé, les hommes du chapitre ne paraissent pas être dans une situation trop pénible, n'est-ce pas « ad preces et instantiam

(1) SÉE. — *Les classes rurales*, p. 543.

capituli » que le seigneur d'Issoudun a remis à ses tenanciers à Barillon et à Vœu la coutume d'herbage qui les accablait, il est vrai que le chapitre y voyait aussi son intérêt puisque ladite coutume s'est transformée en une redevance d'avoine rendue à son profit pour l'anniversaire de Raoul d'Issoudun, f° 350 recto. Les paysans ont cependant gagné au change et cela grâce au chapitre. Les rapports entre les chanoines et leurs tenanciers ne sont pas uniquement imposés par la force de l'un, subies par la faiblesse de l'autre, on peut en prendre pour preuve l'obligation pour les prévôts d'aller à Noël « loqui cum hominibus Bengiaci et acensare furnum si ibidem invenerint eos », même si les hommes de Bengy ne représentent qu'un petit groupe, une sorte de délégation du village, le terme employé suppose une certaine discussion et non un fait brutalement appliqué, f° 346 recto.

On peut ajouter également à cela que le prévôt évoque les actes passés et demeurés dans les archives du chapitre contre les réclamations possibles des hommes de la justice de Bengy quant à l'achat par le chapitre des coutumes des cordonniers et des bouchers au chanoine Humbaudus, f° 345 verso.

Dans l'ensemble, on peut donc penser que les serfs et tenanciers du chapitre n'ont pas à supporter une existence très misérable. Sans doute les redevances sont innombrables et presque tous les actes de la vie sont l'occasion d'une prestation envers le chapitre, si certaines d'entre elles ont plus le caractère d'une reconnaissance d'hommage que d'une charge réelle, d'autres sont particulièrement lourdes et gênantes, tels les terrages, le paysan n'est pourtant pas livré à l'arbitraire, tout est fixé d'avance, il peut presque toujours s'acquitter des corvées en argent.

CHAPITRE V

Le prévôt ne cherche pas dans ses rapports à préciser les conditions juridiques des hommes du chapitre ni leurs rapports, soit entre eux, soit avec leur seigneur, les détails de la vie quotidienne menée sur les domaines ne l'intéressent pas davantage.

Cependant certaines indications données incidemment permettent d'imaginer en partie ce qu'étaient les habitudes des paysans, leurs travaux coupés par les fêtes religieuses, leur mode de vie et l'état agricole du pays.

En bien des points d'ailleurs ces habitudes ne sont pas très différentes de celles encore en vigueur dans la campagne berri-chonne. La vie religieuse tient une place importante dans la vie rurale. A une époque où l'organisation municipale est inexistante l'église est le centre de l'activité du village, c'est le seul lieu où l'on puisse trouver réunis tous les hommes de la paroisse, et le prêtre qui la dessert joue souvent le rôle d'intermédiaire entre les paysans et le chapitre. Aussi est-il préférable que les prévôts viennent acenser les granges à Beaulieu « *in sabbatis vel dominicis vel festis quia tunc venient omnes ad ecclesiam* », f° 331 verso, de même à Sury il est bon que les prévôts viennent un dimanche ou un jour de fête quelconque parce qu'on rencontre alors toute la population à l'église, f° 339 verso, c'est à la paroisse que le premier, le deuxième et le troisième dimanche d'octobre on annonce la levée des cens de froment qui doit être apporté à la grange le dimanche suivant, f° 331 verso.

Les fêtes religieuses sont intimement liées aux différents actes de la vie agricole. Les termes des cens se payent aux grandes fêtes, à la Saint-André, le grand saint du Berry, le 30 novembre se paye le cens à Beaulieu. Reginald de Beaulieu acquitte ses 100 sols parisis et ses deux cents chandelles, et Doetus Bechet les 28 deniers qu'il doit pour l'agrandissement de la fosse de son moulin. La Saint-Germain, au 31 juillet, est aussi une date souvent évoquée, il se règle « *multiplices census* » à Sury-en-Vaux, f° 340 recto, comme à Bengy, f° 346 recto ; la Saint-Etienne au 26 décembre, la Saint-Jean au 24 Juin reviennent constamment

sous la plume du prévôt, les fêtes religieuses qui réunissent une population ordinairement dispersée dans les champs, sont doublées d'une foire où l'on peut acheter et vendre ce qui est utile aux travaux de la saison ; à celle de Saint-Gilles, le 20 septembre, à la veille des vendanges, on trouve à renouveler ses fûts et à acheter les cercles nécessaires à la réparation des barriques, aussi les prévôts ont-ils soin de faire l'inspection du matériel qui servira aux vendanges avant cette date, f° 339 verso. Ceux qui ont acensé la petite dîme de Bengy en versent le prix à la Saint-Aoustrille parce qu'à cette fête ils peuvent faire le commerce des agneaux et des toisons, f° 347 verso. Ces coutumes se sont maintenues pour la plupart à travers les siècles, et aujourd'hui encore en Berry, les servantes et les valets de ferme se louent à la Saint-Jean d'une année à l'autre, tandis que le terme des locations et des fermages se place ordinairement à la Saint-Martin. Pour les prévôts, l'époque la plus chargée est le Carême jusqu'aux Rameaux, et de la Pentecôte à la Saint-Pierre et Saint-Paul, là ils parcourent les domaines, profitant de la belle saison, reçoivent les redevances, acensent dîmes, prés et coutumes, f° 339 verso, 343 verso, 346 verso.

Le cartulaire donne aussi quelques indications sur le nombre des habitants, en effet il est levé pour chaque feu du bailliage de Acé une poule. Une fois déduite la part des Peppi, qui lèvent la redevance, la part du chapitre atteint 200 poules, on peut donc compter à peu près 225 feux sur le bailliage, f° 335 verso, c'est peu si on pense que Acé s'étend sur plusieurs paroisses : Santranges, Villebon, Villiers, le Puits.

A ces paroisses rurales s'oppose la ville, ou tout au moins le bourg, celui-ci peut atteindre cependant une certaine importance puisqu'à Bengy on compte plusieurs bouchers, boulangers, corbonniers, f° 345 verso. L'opposition entre les deux termes de ville et de paroisse est faite à propos de la part de redevances dont jouit le comte de Sancerre sur le domaine de Beaulieu. Il a la moitié des unes dans la nouvelle bourgeoisie de l'Etang considérée comme ville, mais ce privilège ne s'étend pas aux paroisses, f° 333 verso.

De l'importance des terres remises à chaque tenancier on ne peut dire rien de précis, ce sont les casales, ou chezales mentionnées au f° 334 recto (1).

(1) Ce nom de *chezal*, domaine, petite propriété, est resté à certains villages berrichons, on peut citer ainsi : Chezal-Benoît, Chezal-Chauvîer.

Le prévôt au sujet des grains des casales au f° 351 verso, note simplement que le paysan donne un setier d'avoine ou une mine ou deux setiers ou plus selon l'importance de la surface qu'il occupe et la qualité du terrain. Le tenancier a donc la possibilité de choisir l'étendue qu'il veut, autant qu'il a la possibilité de la cultiver.

A Chaveroche, une maison acensée pour 40 sols parisis et 9 setiers d'avoine se compose de la maison du moulin, de terres arables, de prés, d'un vivier.

Le paysan vit de la culture des céréales : blé, seigne, avoine et surtout de l'élevage. Au XIII^e siècle, si les terres ne manquent pas, leur rendement est très pauvre, on connaît peu d'espèces cultivées, le sol péniblement remué à la houe n'a que de maigres récoltes, de plus on le laisse reposer une année sur trois ⁽¹⁾. Froment, seigle, avoine et orge sont les quatre sortes de grains que reçoit le chapitre, auxquelles il faut ajouter parfois d'autres plantes comme les fèves ou haricots, f° 330 recto, mais le froment est toujours en quantité inférieure. A Santranges, sur six muids qui doivent être rendus, un demi-muid seulement est de froment, trois et demi de seigle, et deux d'avoine ; aux Vieux Terrages, sur trois muids, deux setiers seulement sont de froment alors que le setier ne représente que le 1/12^e du muid à la mesure de Bourges. Quant aux Nouveaux Terrages, toutes les redevances s'acquittent en seigle parce qu'il n'y a pas là de froment, f° 330 verso. A Sury, il en est de même ; la dîme de Marçay de six setiers est composée d'un setier de froment et de cinq setiers d'orge et d'avoine, f° 338 recto ; Outre-Cher, actuellement une des régions les plus productrices en blé de France, le pays n'est pas plus riche, les grains des casales sont rendus en avoine, f° 351 verso.

Des moulins, les chanoines reçoivent les méteils qui ne sont que des mélanges de seigle, d'orge et d'avoine et non pas de froment, f° 338 verso. Les labours se font à trois saisons différentes, labour d'été à la Saint-Jean, labour d'hiver à la Saint-André enfin labour de printemps en mars qui a pour but de préparer la terre à recevoir la semence de l'orge et des autres blés de mars, c'est le labour d'après Noël, il est appelé, d'un nom très généralement répandu en France puisqu'on le retrouve également en Normandie ⁽¹⁾, labour de Marcesches ou de Trémois,

(1) SÉE. — *Les classes rurales*, p. 540.

(1) DELISLE. — *Etude sur la condition de la classe agricole et l'état de l'agriculture en Normandie*, p. 305.

f° 350 recto. Les instruments de travail sont restés assez rudimentaires et la charrue n'existe pas sur chaque terre, mais seulement sur les grosses tenures, on en compte cependant de 38 à 40 l'année 1228 dans l'étendue de la justice de Bengy, tant à bœufs qu'à ânes, f° 345 recto.

Les charrues peuvent servir à plusieurs tenanciers, puisqu'il est d'usage de s'associer pour avoir soit une charrue, soit des bœufs (le bailli et le maire de Charpaignes ont une charrue par moitié, f° 345 recto) mais certains champs sont aussi cultivés à la houe, f° 344 verso, et le rendement des champs doit être alors assez mince. En dehors de ces céréales : froment, seigle, avoine, orge, il y a peu d'espèces cultivées, les fèves, f° 330 recto, et les autres plantes « quod non venit ad ligamentum », f° 336 verso, telles que les pois, pois chiches, le millet, le panil, qui sont des espèces de graminées pour les deux dernières. Le chanvre doit être cultivé également d'une manière assez restreinte, il existe cependant une dîme du chanvre à Beaulieu qui s'élève à 30 sols parisis annuellement, f° 334 verso. Ce sont à peu près les seules indications que l'on puisse trouver dans le cartulaire quant aux espèces cultivées en fait de grains et de légumes. L'énumération n'en est pas longue et correspond aux modes de culture de l'époque ⁽¹⁾. Toutefois, il faut encore citer comme une des cultures les plus répandues, celle de la vigne. Le chapitre entretient les siennes avec un soin tout particulier, et il est évident que toutes les tenures doivent comporter quelques pieds de vigne ou quelques rangées de ceps. Ce n'est qu'un léger vin de pays « delibis qualitatibus et substantie » au moins à Sury et à Beaulieu, vins des coteaux du Sancerrois auxquels ils manquent les chaudes saisons du Midi et qui est souvent gâté comme en l'année 1229 par des pluies trop abondantes qui perdent la récolte et pourrissent les ceps. C'est une culture assez généralisée pour que la foire de la Saint-Gilles, le 1^{er} septembre, soit spécialement réservée à la vente des cercles de barriques et de tous les instruments nécessaires aux vendanges, f° 339 verso. A Bengy également la vigne est assez répandue pour qu'il existe une dîme du vin et un banvin et pour que les prévôts du chapitre puissent cueillir quand il leur plaît les grappes vertes ou mures dans les clos, f° 344 verso. Par contre, dans les terres d'Outre-Cher, on ne trouve trace nulle part de la culture de la vigne, et ce caractère s'ajoute à tout ce

(1) SÉE. — *Les classes rurales*, p. 540.

qui différencie cette région des précédentes. Avec le Cher on quitte la région des collines et des vignobles pour atteindre le Haut-Berry aux immenses plaines contiguës à la Sologne et qui, entre Issoudun et Vierzon et Vatan est particulièrement propice aux grands champs de blé ou d'avoine maigrement coupés de quelques boquetaux.

La grande ressource des paysans du chapitre est l'élevage. Toujours particulièrement important aux premiers stades de développement agricole d'un pays puisqu'il demande peu de bras et que les bêtes s'accommodent pour leur nourriture des étendues sauvages, landes ou forêts. Aujourd'hui comme au ^{xiii}^e siècle, l'élevage dans le Berry porte surtout sur les moutons et les porcs, aussi la dîme des moutons ou petite dîme qui est levée sur le produit des troupeaux : agneaux et toisons, est-elle exposée tout particulièrement avec soin dans ses détails, elle représente un revenu important et qu'il ne s'agit pas de laisser au hasard. A Beaulieu comme à Bengy, f° 335 recto et 347 recto et verso, la Saint-Aoustrille d'Été est comme la Saint-Gilles pour les vignes, la foire où se traitent spécialement les achats et les ventes d'agneaux et de toisons. Le gros bétail par contre doit être peu nombreux, sans doute on utilise les bœufs pour la char-rue, mais en petit nombre ; il existe une dîme pourtant soit en argent soit en nature pour les veaux, juste mentionnée en deux lignes, f° 335 recto, elle doit être de peu d'importance.

Les porcs sont élevés partout dans les domaines du chapitre, ainsi les « famille » qui mesurent à Beaulieu le cens du froment peuvent conduire leurs porcs dans les bois du chapitre sans payer le « pasnagio », f° 331 verso. Ce droit de glandée remplace la dîme pour les porcs, à Beaulieu, ceux-ci sont conduits dans les forêts souvent assez loin des fermes des paysans qui les possèdent puisqu'il existe un tarif pour les porcs qui ne sont pas de la justice de Beaulieu et qui profitent pourtant de la glandée dans ce lieu, f° 336 recto. Au bailliage de Vœu, c'est un autre droit qui est applicable à ces animaux, il laisse à tout paysan le droit d'élever un porc pour sa propre consommation sans payer aucune redevance. Ceci donne quelques indications sur la manière dont se nourrissaient les paysans des domaines, chaque famille possède sa réserve de lard et de jambon « unum porcum quem nutrit in domo sua ad habendam carnem salatam et lardum », f° 350 verso. La viande semble être d'un emploi courant dans la composition des repas, à Bengy on compte plusieurs bouchers qui doivent la

redevance par bœuf ou porc abattu, et lorsque les tenanciers ont conduit à Bourges le blé, prélevé sur les récoltes de Vœu, le prévôt est tenu de leur fournir un repas avec pain, vin et un plat de viande, f° 351 recto ; la redevance dûe à chaque mariage, pour les jongleries est constituée par une épaule de porc ; le vin est assez abondant pour être sur toutes les tables, c'est au moins ce que laisse supposer le rapport des règles du banvin. En dehors du lard, la nourriture des paysans se compose du pain assez grossier que peut fournir le seigle, l'avoine et l'orge, le blé étant en petite quantité, de pois et de fèves. Les détails manquent dans le cartulaire sur les ustensiles employés dans la vie courante par les paysans, et sur les vêtements portés. Il est juste fait allusion au sujet du banvin aux pichets confisqués en cas d'inobservation, f° 344 recto, et pour les vêtements à la tunique ou au pallium correspondant au vêtement de dessus qui doit être légué au sergent selon la coutume de Vœu, f° 354 verso.

On ne peut pas essayer de retracer la vie quotidienne des paysans de Saint-Etienne, sans remarquer les complications innombrables que devait produire la multiplicité des mesures et des monnaies. Chaque pays, chaque bourg a les siennes, toujours différentes de l'un à l'autre. Si la mesure de Beaulieu est assez voisine de celle de Bourges, 3 boisseaux de Beaulieu égalent deux et demi à la mesure de Bourges, par contre 20 setiers à la petite mesure de Acé ne valent pas plus de trois setiers et demi à la mesure de Beaulieu, f° 334 recto. Le setier de Charpaignes vaut 9 boisseaux de Bourges, celui de Sancerre 24 boisseaux de la même mesure, alors que celui de Montfaucon n'en contient que 12 (1).

Les mesures ne sont même pas le privilège d'une région ou d'une ville, elles peuvent varier d'une seigneurie à l'autre, c'est à la mesure du cellerier ou du grenerier du chapitre qu'est évalué le produit de la grange de Bengy en 1228. Enfin, à l'intérieur d'une mesure même, il y a quantité de divisions depuis le muid jusqu'à la mine en passant par le setier qui est employé le plus couramment, le boisseau, le quarteron ; à la mesure de Beaulieu que l'on peut confondre avec celles de Bourges, le muid vaut 12 setiers, f° 330 verso, et la mine vaut 1/2 setier, f° 332 recto.

La complexité est la même dans les monnaies, et l'on calcule tour à tour en sols parisis ou de Nevers, ou de Sancerre, ou en livres tournois, ou en deniers, ou en obole, ou même en poite-

(1) THAUMAS DE LA THAUMASSIÈRE, p. 39.

vine. La monnaie de Paris est fréquemment employée, f° 331 recto, 332 recto, 335 verso. Bourges est en effet ville royale et les rapports avec l'Île-de-France sont assez fréquents pour amener cette pénétration de la monnaie du Parisis jusqu'en Berry ; comme le setier vaut la $1/12^{\text{e}}$ partie du muid, le sol Parisis vaut le $1/12^{\text{e}}$ de la livre paris ; il est normal que la livre de Nevers et de Sancerre soit employée sur les terres du chapitre puisque ces villes sont à la limite du Berry, et qu'étant donné leur importance, les échanges doivent être fréquents. Par contre, il est à remarquer qu'il n'existe pas de monnaie spéciale à Bourges, et qu'Issoudun, Vierzon semblent être dans le même cas ou tout au moins leurs pièces ne sont pas assez répandues pour qu'on puisse les compter usuellement. Il est vrai que sous saint Louis, Issoudun est définitivement rattaché à la couronne, la monnaie paris doit donc y être employée. Nevers est au contraire un important duché dont l'influence se fait sentir de l'autre côté de la Loire.

De tous ces renseignements fragmentaires, on peut conclure que malgré l'existence du servage, la condition des hommes du chapitre de Saint-Etienne n'est pas trop pénible, le pays, au moins du côté d'Issoudun, dans ce qui constitue le bailliage de Vœu est riche, l'administration du chapitre est régulière, précise, l'arbitraire y joue un rôle minimum, enfin il ne faut pas oublier que cette période est celle du règne de saint Louis qui a amené une prospérité générale dans tout le royaume.

CHAPITRE VI

Au cours des pages du rapport de Pierre Vogrin apparaissent d'assez nombreux personnages plus ou moins importants ayant tous un rôle dans l'administration des domaines. Leur existence suppose une organisation assez complexe et différente selon les endroits. On peut ranger ces personnages en deux catégories : dans la première ceux qui font partie du chapitre même et qui ont un rôle ambulant ; dans la seconde ceux qui sont attachés à un domaine, soit qu'ils possèdent leurs fonctions héréditairement, soit qu'ils y aient été nommés par le chapitre, les revenus leur étant donnés en fiefs. Entre ces « ministeriales » se partagent les fonctions d'administrateur, de surveillant, de juge, de chef militaire, enfin à côté de l'organisation laïque existe également la division ecclésiastique qui ne concorde pas toujours avec la première. L'étude de l'organisation d'un des domaines n'est pas toujours valable pour les autres, s'ils ont des points communs, ils diffèrent cependant en raison de leurs origines plus ou moins anciennes et du fait que sur les terres provenant des libéralités de tel ou tel seigneur, les anciens agents domaniaux ont été parfois maintenus à côté de ceux investis de leurs fonctions par le chapitre.

Il est facile de distinguer les membres du chapitre même, qui ont un rôle dans l'administration du domaine, ils sont peu nombreux. Ce sont le doyen et surtout les prévôts. Le doyen est le personnage le plus important du chapitre qu'il représente, son rôle dans l'administration du domaine est surtout honorifique, il n'intervient que dans les occasions importantes. Ce doyen devait être dans la presque totalité des cas, de race noble, ainsi le nom du doyen Archembaudus, cité au f° 342 recto, se retrouve au premier livre des vassaux de Champagne, f° 58, qui le représente comme vassal du comte de Champagne pour tous les biens qu'il tient à Bourges du comte de Sancerre, « omnia que Dominus Erchembaudus de Salliaco tenet in Bituria de feodo Sacri Caesaris tenet comes Sacri Caesaris a domino Campainæ ». Il s'agit sans doute du même personnage. La prépondérance du

chapitre dans les affaires ecclésiastiques de la province donnait à l'élection du doyen une très grande valeur et en faisait une fonction très recherchée. Comme représentant du chapitre, le doyen passe les actes constitutifs des droits de propriétés, c'est ainsi qu'à propos de l'acensement de diverses terres de Bengy à de certains Raoul et André Besoc et à leurs héritiers pour trois setiers de grains, il est noté que sur ce point « habemus litteras ac decani ».

Le doyen incarne également le chapitre, f° 342 verso, en tant que seigneur féodal, et c'est lui qui remet les fiefs. Toutefois, depuis la décision de 1214, prise par les évêques d'Orléans et d'Auxerre, le doyen ne peut recevoir les hommages féodaux qu'en présence du chapitre. Le prévôt chanoine d'Outre-Cher est inféodé par le doyen des revenus qu'il possède dans les orges d'héritages du bailliage de Vœu, et c'est également du doyen qu'il est inféodé de la justice de tous les hommes du bailliage. f° 351 recto. C'est le seul passage du cartulaire où il est fait mention d'une inféodation. En contre-partie d'ailleurs le prévôt doit un service particulier au doyen aux jours de fêtes chantées, il doit lui apporter une cape de soie, et cela la veille de la fête, aux vêpres et aux matines, à la grand'messe et aux vêpres du jour.

Le doyen est un personnage important, aussi ne se déplace-t-il pas seul, mais entouré d'une nombreuse escorte. Un droit spécial est prévu pour qu'au cours de ces déplacements les chevaux du doyen comme ceux de son escorte reçoivent le fourrage nécessaire, f° 343 verso. Partout où il va, le doyen a droit à certains honneurs ; le chapelain de l'église de Bengy lui fournit les chandelles nécessaires pour éclairer ses appartements lors de ses visites, et le chapelain de Sury et son clerc doivent le recevoir à leur table, f° 339 verso.

En dehors de sa part dans les prébendes, le doyen a certains revenus accessoires dans les produits du domaine. Tout d'abord dans le cens rendu à la Saint-André à Beaulieu qui se monte à 29 livres, il lui revient une somme de 20 livres à titre de rente, c'est le résultat d'un accord passé entre le chapitre et lui-même, en compensation de la remise de la justice de Beaulieu qui lui appartenait en propre, il lui a été assigné dans le cens de Saint-André cette rente de 20 livres. Beaulieu, la septaine de Bengy et le cloître sont en effet, conformément à l'accord intervenu en 1197, les seuls lieux où la justice temporelle n'appartient pas au doyen. A Beaulieu elle est comprise dans les revenus de la prévôté

et pour les autres domaines, Sury, Bengy, le prévôt l'a exclu de ses rapports comme n'intéressant pas le chapitre, mais le doyen seulement. A côté de cette ressource un peu particulière, le doyen jouit de différents droits et coutumes. Outre le fourrage fourni à ses chevaux et des chandelles qui lui sont remises quand il se déplace, il reçoit comme les prévôts, en différentes occasions, les « logres » auxquels il est fait mention à diverses reprises et qu'on peut assimiler, d'après le rapport qui existe entre les sommes dûes à ce titre et le principal, à un genre de commissions ou d'épingles. Dans la plupart des cas, ces logres reviennent aux prévôts, mais le doyen en jouit quelquefois pour une part percevable en nature ou en argent. C'est ainsi que dans l'amodiation de la grange de Beaulieu il reçoit 20 sols de Nevers, f° 332 recto, comme dans l'acensement des prés de Bengy ie lui échoit en dehors de son droit d'usage un revenu de 10 sols, f° 343 verso, qu'on lui doit également dans l'acensement du four de Bengy, f° 346 verso, et dans la dîme de Bengy, f° 347 verso. Tout ceci ne constitue pas une somme très importante, sa part est assez faible à côté de celle des prévôts, mais le doyen a d'autres revenus, comme la jouissance de la justice sur certains domaines qui ne sont pas mentionnés dans l'extente. En fait, le doyen ne s'occupe de l'administration des domaines, conformément à son rôle, que pour les actes les plus importants, les décisions où il agit comme représentant du chapitre ; il remplit principalement un rôle honorifique.

Le rôle des prévôts est tout différent. Encore faut-il distinguer entre les prévôts du chapitre et les prévôts des différents pays où se situent les terres du chapitre. D'après le cartulaire de Beaulieu, en Limousin, le prévôt dans une abbaye est le premier dignitaire après l'abbé, il remplit ses fonctions en son absence, il est chargé spécialement de la discipline et de l'administration matérielle, c'est à peu de chose près le rôle rempli par les prévôts du chapitre. Elus pour un an parmi les chanoines de Saint-Etienne, ces prévôts clercs paraissent, après le doyen, les personnages les plus importants de la communauté. C'est sur eux que repose toute l'organisation matérielle, ils rassemblent les revenus au jour dit et en font la répartition, ils acensent les moulins, les prés, les granges et les fours, ils doivent être présents en toute occasion, chevauchant par monts et par vaux pour voir leurs tenanciers, surveiller les vignes, faire appliquer convenablement les coutumes. Leur rôle est ambulant, il est parfaitement détaillé dans le

cartulaire, l'auteur a été prévôt lui-même et connaît toutes les obligations attachées à la fonction. Dès le folio 332 verso, leurs attributions sont ainsi définies : « debent partiri prebendas in capitulo, debent enim colligare summam frumenti, sigali, avene... et distribuere canonicis ».

Les prévôts du chapitre sont appelés en divers endroits à la même époque, ainsi ils doivent être à Beaulieu pour l'acensement de la grange entre la Pentecôte et la Saint-Pierre et Paul, f° 331 verso; pendant la même période ils doivent se rendre à Sury pour acenser également la grange, f° 339 verso. Enfin à Bengy la même opération se fait à cette date, aussi les prévôts ne font-ils pas tout par eux-mêmes, ils peuvent se faire remplacer, et il leur arrive souvent d'envoyer quelqu'un à leur place, sinon pour l'acensement des granges qui est une affaire particulièrement sérieuse, au moins pour les opérations de moindre importance, tel que la perception de cens ou la surveillance des vendanges, f° 332 verso, c'est à ces représentants qu'il est fait allusion au f° 343 verso. Ils jouissent des mêmes droits que les prévôts et peuvent mettre leurs chevaux à Bengy dans les prés réservés à l'usage du doyen et du chapitre. Sont-ils pris parmi les chanoines, ou simplement choisis par les prévôts sous leur responsabilité ? le cartulaire n'en dit rien, toutefois, la deuxième hypothèse semble la plus plausible, ils sont représentés en effet comme obéissant aux prévôts et étant au premier chef, leurs envoyés, les prévôts restent responsables de la perception des cens et des coutumes.

Dans les attributions des prévôts ou de leurs représentants est également compris l'entretien des cuves et des tonnes, et la surveillance des vendanges réservée en général à leurs envoyés, f° 339 verso. La vente du vin du chapitre leur est aussi réservée, ils le font eux-mêmes et pour cela doivent se rendre à Sury et à Beaulieu pour la Noël, avant que les chaleurs ne risquent de gâter le vin, f° 334 verso. Si le doyen représente le chapitre pour les actes essentiels, les prévôts remplissent aussi ce rôle quand il s'agit d'engagements moins importants; c'est entre les mains d'Etienne de Gallardon, prévôt du chapitre qu'Hernaudus Pagant et sa femme Agnès ont donné leur foi au sujet de l'achat d'une portion de chemin.

Le rôle des prévôts chanoines est donc celui d'administrateurs ambulants qui passent les marchés, reçoivent les revenus, veillent à la bonne application des coutumes du chapitre. Pour

ces déplacements continuels, ils jouissent de compensations importantes particulièrement sous la forme de « logres » qui représentent la partie essentielle de leur bénéfice.

Parmi ces revenus accessoires, on peut compter les 5 sols de Nevers qui sont compris dans l'amodiation de la grange de Beaulieu, f° 331 verso ; ils ont aussi certains avantages en nature, répartition faite des grains pour les prébendes, les prévôts gardent pour eux le seigle et le froment qui peuvent rester et l'avoine pour leurs chevaux, f° 332 verso, ceux-ci sont nourris, soit qu'on leur fournisse le foin nouveau, soit qu'ils puissent être conduits dans les prés réservés à cet usage comme à Bengy, f° 343 verso. La coutume réserve aux prévôts le droit de cueillir les grappes qui leur plaisent dans les vignes de Bengy, qu'elles soient vertes ou mûres.

A côté de ces avantages divers, on peut noter que certains revenus leur sont attribués en compensation de leurs frais, ainsi les huit setiers de blé et d'orge rendus à Bengy pour la Saint-Michel, f° 342 verso, ou les méteils des moulins de Sury, f° 338 recto.

Dans le même but, les prévôts ont également leur procuration, c'est-à-dire que lorsqu'ils sont obligés de se rendre dans un village pour lever un cens ou pour n'importe quelle autre opération de gestion du domaine, ils ont le droit d'être hébergés et nourris. Ce droit de procuration était l'un des plus pesants à l'époque féodale, le roi, les évêques, les grands seigneurs avaient coutume de se rendre ainsi avec toute leur suite chez leurs différents vassaux ou tenanciers qui étaient tenus de les recevoir et de prendre l'entretien de toute la troupe à leur charge ⁽¹⁾.

Le chapitre fait une application restreinte de cette coutume et dans un sens un peu différent, c'est une indemnité de déplacement qu'il accorde à ses prévôts et qui est le plus souvent payable en argent. Ainsi à Sury, pour la perception du cens de la Saint-Etienne, le prévôt du chapitre ou son envoyé a droit à 10 deniers de Sancerre pour sa procuration, f° 340 verso.

Enfin les prévôts ont les « logres » dans lesquels on peut voir une sorte de commission prélevée dans les revenus du chapitre. Le doyen en a parfois une part, mais tandis que pour lui ils sont de peu d'importances, ils constituent pour les prévôts une source intéressante de revenus. Ces « logres » sont compris dans presque toutes les opérations passées au nom du chapitre ; voici d'abord

(1) BRUSSEL, page 536, chapitre XXXVIII.

20 sols parisis à ce titre dans la vente du vin de Sury et de Beaulieu, f° 334 verso, au même folio, 10 sols parisis soit le 1/10^e de la somme totale, reviennent aux prévôts pour l'acensement de la petite dîme de Beaulieu, dans l'acensement de la prévôté, les logres se montent à 40 sols parisis, f° 335 verso. Toujours pour cette raison, les prévôts touchent une somme plus ou moins importante dans l'acensement de la dîme de Sury, des prés de Bengy, du four, de la petite dîme de Bengy. Si les fonctions de prévôt demandaient un travail réel et des déplacements continuels, ce n'est donc pas sans compensation. Les avantages sont nombreux et justifient la nécessité pour le prévôt de résilier sa charge tous les ans, afin d'éviter la tentation de desservir le chapitre à son profit personnel, le contrôle annuel qui intervient à la suite du changement des prévôts pare à cet inconvénient possible.

Y avait-il affermage ? rien ne permet de l'affirmer, dans ce rapport très détaillé des revenus du chapitre, l'affermage de ces prévôtés aurait été sûrement mentionné. Les prévôts du chapitre sont comme le doyen, désignés par le chapitre. Le système de l'affermage des prévôtés est très répandu au xiii^e siècle, ce n'est que par exception qu'un peu plus tard, en 1261, la prévôté de Paris est érigée en office et remise à Etienne Boileau, par Saint-Louis et non plus achetée par le plus offrant. Mais les prévôts chanoines se distinguent des prévôts royaux par leur rôle surtout d'inspecteurs et de haute direction, ils ne rendent pas non plus la justice. Par contre existe à côté d'eux une autre catégorie d'agents domaniaux portant également le titre de prévôts et qui choisis parmi les laïcs, se rapprochent beaucoup plus des officiers du roi. Ils n'ont ni le même recrutement, ni le même rôle, ni l'importance, ni les mêmes revenus que les prévôts du Chapitre. Ce sont des personnages fixes ceux-là. Le ressort de leurs fonctions correspond aux diverses granges du chapitre c'est-à-dire à Beaulieu, à Sury, à Bengy. Dans chaque domaine il n'y a qu'un seul prévôt, ce prévôt n'est d'ailleurs pas compris parmi les chanoines, c'est un laïc, le rapporteur prend toujours soin de le préciser en citant le prévôt laïc de tel ou tel bourg qu'il oppose aux prévôts du chapitre. Ces prévôts laïcs afferment leurs fonctions annuellement « *preposituram Belli Loci debent acensare capitulum vel prepositi ad Pascham quia ad Pascham incipit et ad Pascham desinit* » pour une somme qui peut atteindre 29 livres parisis payées par moitié à Pâques et à Noël ainsi qu'il

a été fait l'année 1229 par Reginald de Villers. Cependant si l'on peut trouver d'assez nombreux détails sur l'affermage de la prévôté de Beaulieu, il n'en est pas de même pour Sury et pour Bengy. Et aucun compte ne donne le revenu de ces prévôtés, en effet la justice de ces paroisses appartient uniquement au doyen, comme c'est la plus grosse ressource de la prévôté, l'affermage de celle-ci revient au doyen et ne concerne pas le chapitre.

A Chéry, Outre-Cher, f^o 351 recto, la prévôté est héréditaire, dans ce domaine, d'ailleurs l'organisation est très différente de celle des trois granges, et sur presque aucun point ne peut être mise en parallèle. Là encore, ce domaine ne peut être assimilé aux autres, il existe en effet un prévôt chanoine d'Outre-Cher qui, bien qu'ayant une circonscription déterminée, s'apparente beaucoup plus aux prévôts du chapitre qu'aux prévôts sédentaires, comme eux il fait partie du chapitre, de plus il partage certains revenus avec le doyen, il est inféodé par le doyen, de la 1/2 des orges d'héritage et de la justice des hommes du bailliage de Vœu. Les simples prévôts laïcs sont en général de rang plus modeste, à l'origine ils ont dû être choisis, souvent sans leur consentement, parmi les serfs ou les colons du domaine, selon l'habituelle coutume féodale (1), comme les autres agents domaniaux des seigneuries ils ont pris peu à peu une importance de plus en plus grande, et ils sont parvenus à transformer leurs fonctions temporaires en offices héréditaires, cette transformation est accomplie dès le xi^e siècle. Le prévôt de Chéry possède ainsi son office à titre héréditaire. On pourrait en conclure que la partie du manuscrit qui traite des terres d'Outre-Cher est postérieure aux autres cahiers et que l'évolution qui va de l'affermage à l'hérédité est achevée à l'époque de la rédaction de cette partie du rapport, si l'écriture et le style identiques ne démentaient cette hypothèse. Les terres qui entourent Chéry ne sont entrées que depuis peu de temps dans le domaine du chapitre, elles constituent une donation de Raoul d'Issoudun. Ce comte avait lui-même des prévôts dont les fonctions étaient déjà devenues héréditaires, il est donc loisible de penser qu'au moment du transfert de la propriété entre les mains du chapitre, le prévôt de Chéry a conservé l'exercice de la charge dont il est le propriétaire ; par contre, sur les terres détenues anciennement par le chapitre comme Beaulieu, le système de l'affermage demeure ou a été

(1) *Nouvelle Revue Historique du Droit*, 1908. — M. BLOCH : La miniféodalité en France et en Allemagne.

rétabli, car les seigneurs se sont toujours opposés à l'hérédité des prévôts et au ^{xiii}^e siècle en particulier, sur les domaines du roi, on a tenté de réduire les prévôts à leur condition première d'offices temporaires, affermés pour quelques années ou pour un an seulement ⁽¹⁾. La même réforme a pu être essayée par le chapitre qui, semblable en cela à la généralité des propriétaires ecclésiastiques, gérât ses biens d'une façon plus régulière et plus ordonnée que des seigneurs laïcs comme Raoul d'Issoudun. Dans les seigneuries laïques, ces prévôts ont une importance très grande, ils sont les administrateurs ordinaires, rassemblant les recettes, acensant les terres, affermant les moulins, les fours et les diverses redevances. Sur les domaines de Saint-Etienne, leur rôle est considérablement diminué par l'existence des prévôts chanoines qui gardent en mains les actes essentiels de gestion du domaine, de ce fait, les prévôts laïcs ont des fonctions sensiblement réduites. Les plus importantes qui leur sont demeurées sont les fonctions de juge : les droits de justice comptent parmi les revenus de la prévôté de Beaulieu, c'est devant le prévôt que le plaignant cite l'accusé, c'est lui qui assigne le jour où les deux plaideurs devront comparaître et qui perçoit les droits afférents aux forfaits qui peuvent venir devant son tribunal : rapt, meurtre, rixe, sont jugés par lui au moins au point de vue pécuniaire. A Vœu il a la délégation du chapitre pour exercer la justice basse et haute, qui peut aller jusqu'à la mutilation ou la mort. Mais la situation du prévôt de Vœu est particulière et on ne peut généraliser sa situation aux autres prévôts. Les prévôts peuvent également lever des amendes pour diverses infractions aux coutumes : pour le cens qui n'est pas rendu aux jours fixés par les sergents, comme pour les chevaliers, le prévôt : « si vellet » peut lever trois sols de Sancerre d'amende, f° 334 recto, il veille également à la stricte observation du banvin à Bengy, si un habitant de la ville est dénoncé au prévôt pour avoir vendu du vin chez lui pendant le banvin, le prévôt prélèvera l'amende revenant au chapitre, seigneur de la ville, et saisira pour sa part le vin et les pichets. Il représente le chapitre auprès des sergents, c'est sur les indications du prévôt de Bengy que le sergent de Charpaignes réunit les charrues pour les corvées, f° 346 recto. Il est tenu d'autre part à certaines coutumes ; il doit le fourrage aux chevaux des représentants du chapitre venant à Sury pour les affaires du chapitre, il ne fait d'ailleurs pas cela à ses frais,

(1) SÉE. — *Les classes rurales*, p. 340.

il lui est attribué différentes pièces de terre où il peut se fournir de ce fourrage. Il doit aussi fournir tout ce qui est nécessaire pour les vendanges, f° 339 verso.

En retour de ces obligations, les prévôts jouissent de différents revenus qui, affermés ensemble ont pris le nom de prévôté comme à Beaulieu. Dans les rapports de cette prévôté sont compris la levée d'une poule et d'une obole sur chaque foyer de Acé, deux deniers de Sancerre pour l'aôutage, deux deniers pour l'année nouvelle, les prévôts de Beaulieu peuvent percevoir ces redevances, soit entre le Nouvel an et le Carême, soit les deniers d'aôutage en août et ceux du nouvel an aux environs de cette époque, et la poule au Carême. Ces revenus montent habituellement à 4 livres 60 deniers de Sancerre f° 335 verso, 336 recto. Le prévôt laïc de Beaulieu jouit également du tiers du droit de glandée perçu sur l'étendue de la justice de Beaulieu. A ces revenus s'ajoutent ceux perçus à l'occasion de la justice, qui vont des 5 sols de Sancerre pour le défaut au jour fixé, aux 60 sols imposés pour meurtre ou forfaits divers. Le prévôt ne peut rien toucher de plus que 60 sols pour lui-même, au-dessus de cette somme l'amende va au chapitre.

Sury-en-Vaux n'a pas l'importance de Beaulieu, la charge du prévôt est peut-être moins lourde, mais aussi moins intéressante. Le prévôt de Sury a comme unique compensation 12 deniers de Sancerre pour sa « procuration », ses frais de déplacement, de gîte et de couvert, c'est du moins le seul bénéfice mentionné par Girard Vogrin avec celui que la coutume lui accorde de lever 5 sols de Sancerre d'amende pour les cens non rendus au jour fixé, lui-même étant tenu du montant du cens à la date même sur sa propre bourse, cette coutume est plutôt une compensation qu'un bénéfice, f° 340 verso.

A Bengy, les fonctions de prévôt sont également de peu de rapport, il perçoit sur la grange 4 setiers, f° 342 verso, en dehors de cette rente en grains, il faut encore noter l'exemption des corvées de labour, f° 344 verso, et la confiscation (il garde pour son propre compte les pichets de ceux condamnés pour infraction au banvin, f° 344 verso). Le prévôt a également deux deniers parisis sur le grand cens de Bengy, rendu à la Saint-Germain. Enfin il perçoit un agneau dans la dîme de Bengy mais il est tenu pour prix de cet agneau de fournir un sergent au décimateur si celui-ci le réclame pour l'aider dans sa tâche et prendre des gages si cela est nécessaire, f° 347 verso. Le

sergent n'est d'ailleurs pas nourri par le prévôt, mais par le décimateur.

Quant au prévôt d'Outre-Cher dont la situation est plus proche de celle des prévôts chanoines, il perçoit comme ceux-ci des « logres » sur le blé rendu pour les casales, f° 351 verso, de plus il a reçu en fief 15 setiers ou la moitié des orges d'héritage. Les souvenirs du rapporteur ne sont pas très précis sur ce point, pour cette inféodation, il est tenu d'apporter une cape de soie au doyen aux jours de fête chantée, enfin selon la coutume d'Issoudun, les serfs de mainmorte doivent lui léguer 12 deniers ou plus selon leurs richesses, s'ils ne le font pas le prévôt peut s'enparer de leur meilleur vêtement.

À côté de ce prévôt chanoine qui a un pouvoir général Outre-Cher, il existe un autre prévôt de Chéry seulement, qui tient sa prévôté héréditairement. Ce Girard Neron a le droit de justice sur les hommes de Chéry, en dehors de ce rôle dont il tire la majorité des profits pécuniaires de son office, il est complètement effacé par le prévôt chanoine qui est le véritable représentant du chapitre Outre-Cher.

Un autre personnage partage les attributions des prévôts, c'est le « judex ». Ces officiers ne sont pas rares sur les grands domaines où ils rendent la justice, et veillent à l'exploitation domaniale ⁽¹⁾. Ce sont exactement les fonctions des prévôts, l'utilité du juge sur les terres du chapitre ne s'explique donc pas très bien, ce n'est d'ailleurs qu'à Bengy que cette charge est remplie. Divers détails donnés par le cartulaire permettent de connaître quelqu'un de ces attributions. Il s'occupe avec les prévôts de la vente annuelle des redevances des cordonniers, boulangers et bouchers de Bengy, f° 345 verso. Conjointement aussi au prévôt il donne des ordres au sergent pour l'exécution des corvées de labour, f° 346 recto, enfin, toujours avec le prévôt, il est tenu de fournir un sergent pour lever la dîme des agneaux.

Dans tout ceci, il n'est pas question de fonctions judiciaires, le juge en réalité double le prévôt et semble plus particulièrement destiné à commander aux sergents. Sa charge a pu être plus importante dans le passé, cependant, comme beaucoup de ces fonctions, les services dûs se sont peu à peu effacés et l'ancienne charge devenue héréditaire, f° 346 verso, se transforme en bénéfice. Le juge est déchargé des corvées, f° 344 verso, en dehors de l'agneau et de la toison qu'il reçoit dans la dîme, il

(1) SÉE, page 125 et suivantes.

a également dans le cens de Bengy à la Saint-Germain deux deniers parisis.

Il y a un autre juge sur les domaines du chapitre, c'est celui de Vœu, il fait échec aux pouvoirs du prévôt d'Outre-Cher quant à la justice de Vœu, celui-ci ne possède pas sa fonction héréditairement, elle lui a été confiée à vie par le doyen. Il est chargé d'avertir les serfs de Vœu du jour où ils doivent transporter à Bourges les grains d'héritage. Le rapporteur ne s'appesantit pas sur le rôle de ce personnage et ne donne aucune indication sur les revenus de sa charge, f° 351 recto.

A Beaulieu, qui est le domaine le plus riche et le mieux organisé, on trouve également des agents du chapitre remplissant un rôle intermédiaire entre celui des prévôts et des sergents ; à l'opposé du judex, ils ont des attributions bien définies et secondent utilement les prévôts. Ils régissent chacun une des divisions en bailliages du domaine de Beaulieu. Ce terme de bailliage correspond assez mal à l'importance de leurs fonctions. Le bailliage dans son sens habituel est en effet bien supérieur à la prévôté. Le mot « baillivus » serait plus exactement rendu dans ce cas par bayle que par bailli, le bayle étant dans le Midi un agent domanial assez voisin du prévôt. Chacune des circonscriptions de ces bayles a des limites nettement définies, l'une dite la Chacepolerie s'étend de Beaulieu à Maimbré et aux Plessis, elle est tenue par les Rosselli, l'autre, Acé, va de Santranges au Puits, et ce sont les Peppi qui l'administrent, f° 336 recto. Les Rosselli jouissent de leurs fonctions « ex hereditate » pour les Peppi, le prévôt ne précise pas, ils ont donc dû être investis par le doyen. Aucun système n'est établi d'une manière absolue sur les domaines du chapitre pour la nomination des « ministeriales » les uns afferment leurs charges, les autres les tiennent en fief, ou par hérédité, ou viagèrement, certains ont pu consolider leurs positions et transmettre leurs offices à leurs descendants, pour d'autres moins heureux, le doyen garde la libre disposition de la charge.

Le rôle de ces bayles est très actif, ils secondent le prévôt dans la gestion du domaine. C'est ainsi qu'ils sont responsables de la perception de cens sur les terres dont ils s'occupent. Les Rosselli doivent pouvoir donner au chapitre 75 sols de Sancerre, et ils complètent la somme sur leur propre bourse s'ils n'ont pu l'obtenir, ils sont dédommagés de leurs peines par une somme de 12 deniers de Sancerre et leur entretien pendant deux jours,

f° 334 recto. Plus loin, f° 335 verso, il est donné une véritable énumération de leurs fonctions, en dehors de la perception du cens, ils lèvent également les droits de glandée, qui leur rapporte 5 sols de Sancerre, ils sont tenus de rassembler la petite dîme ou dîme des agneaux, et ils en ont la redîme, c'est-à-dire la dixième partie de la dîme du chapitre, enfin ils jouissent de la dîme de toutes les plantes comme les pois, pois chiches, ... qui ne sont pas mises en gerbes. Ils sont tenus en contre-partie d'avertir les hommes de leur « bailliage » sur l'avis du chapitre ou du prévôt, pour tout ce qui concerne la levée des redevances.

Les Peppi, sur Acé, ont des obligations à peu près semblables, il s'agit pour eux de lever la redevance en poules comprises dans la prévôté de Beaulieu, à cette occasion, ils sont qualifiés de « serviens » sergents, mais en vérité bien que leurs fonctions soient inférieures à celles du prévôt, elles semblent dépasser le simple rôle du sergent. Comme les Rosselli sont payés par la dîme, les Peppi ont aussi la dixième part des poules et des oboles qu'ils rassemblent, ils doivent veiller à la rentrée des redevances d'avoine à la Saint-Germain, et les mesurer, ils peuvent garder pour leur compte le surplus d'avoine apportée et qui leur reste une fois prélevée la part du chapitre.

Enfin, comme les Rosselli, ils doivent avertir les hommes pour la levée des redevances et au besoin prendre des gages si ces redevances sont insuffisantes, f° 336 verso.

Il y a également un bayle à Charpaignes, qui est Bartholomée de Solers, qui remplit en même temps les fonctions de collecteur du cens, il est compris dans les cinq personnages de Bengy exemptés des corvées, mais aucun autre détail ne permet de connaître son rôle, ni les revenus de sa charge, f° 344 verso.

Dans la hiérarchie de ces administrateurs du domaine, on trouve après les « bayles » qui forment une sorte de classe intermédiaire, les sergents qu'on peut ranger dans les bas officiers. Il est difficile d'ailleurs de placer exactement à leur rang tous ces personnages, qui apparaissent une ou deux fois au cours du rapport, tantôt sous un nom et tantôt sous un autre. C'est ainsi que, au f° 335 verso, Girard Vogrin nomme les Peppi comme sergents de Acé, alors que ces personnages ont été présentés plus avant comme en possession du bailliage de Acé ; par contre, au f° 353 verso, le prévôt déclare que le serf est tenu de faire un legs « vel preposito, vel ballivo suo, quod idem est » — donc en deux passages différents le bayle est assimilé soit au sergent, soit

au prévôt. On a un autre exemple de la même confusion entre les charges, au f° 346 recto, le sergent de Charpaignes est le juge Humbautus, le judex doit être pourtant bien supérieur au sergent, il est vrai que les fonctions de juge sont assez minimes et peuvent se cumuler avec celles de sergent.

Comme les prévôts, les sergents ont été choisis à l'origine du chapitre parmi les serfs des domaines ou les serviteurs, ils sont vite devenus puissants dans le petit cercle où ils règnent, d'autant plus que presque toujours ils ont réussi à rendre leur office héréditaire ⁽¹⁾. Le titre de judex porté par le sergent de Charpaignes indique assez que cet office jouit déjà d'une certaine considération. Les sergents ne sont nommés qu'incidemment au cours du cartulaire, et uniquement en raison de leurs devoirs. Ainsi le sergent commun du chapitre et du Comte de Sancerre est chargé de partager également entre eux les revenus des droits de lods et ventes à l'Etang, f° 333 verso. C'est avec l'aide de son sergent que le prévôt laïc à Beaulieu lève les deniers d'aoûtage et de nouvel an compris dans la prévôté. Le juge Humbautus, sergent de Charpaignes, est plus particulièrement chargé, pour sa part, d'avertir les hommes du chapitre pour la levée des redevances, et de leur transmettre les ordres du prévôt ou du juge pour l'exécution des corvées, f° 346 recto. Dans les attributions du sergent entre également la mission d'accompagner le décimateur et de saisir les gages quand il y en a nécessité, f° 347 verso.

Le sergent paraît être moins attaché à une circonscription territoriale qu'à un autre administrateur qui est en général le prévôt. Quant à sa rémunération, le sujet est effleuré au f° 346 verso, le passage est assez obscur, il s'agit « de trois sergents » dont il n'a pas été fait mention, ils touchent chacun deux deniers parisis sur un cens rendu à Bengy à la Saint-Etienne.

Dans la catégorie mal définie des bayles et des sergents, on peut encore faire entrer le « precor » le maire et les « Chacepous », il est dit très peu de choses à leur sujet : le juge qui est bayle et maire de Charpaignes possède une charrue de moitié avec le prévôt, cette accumulation de titres ne correspond pas à une série de charges différentes, f° 345 recto, mais plutôt à des fonctions à peu près similaires sous des noms divers. Quant aux « chacepous », ils ont la redime des agneaux à Beaulieu moyennant

(1) *Nouvelle Revue Historique de Droit*, 1928. — Marc BLOCH : La Ministèrialité en France et en Allemagne.

certaines obligations de surveillance dans la levée de la dîme, f° 335 recto.

Juge, sergents, bayles, maire, chacepous, sont autant de termes pour désigner les agents domaniaux qui lèvent les redevances et font appliquer les coutumes et les corvées sous l'autorité des prévôts.

Enfin, tout en bas de l'échelle et sous leur surveillance, se trouve tout un monde de serviteurs plus ou moins étroitement attachés au chapitre, et qui s'occupent plus particulièrement de telle redevance ; au nombre de ceux-ci se trouvent le collecteur du cens, le décimateur, le terragiateur, le grenierier, le cellerier. Leur nom même indique suffisamment leur emploi, il faut toutefois mettre un peu à part les collecteurs du cens qui peuvent être choisis parmi les agents du chapitre comme le bayle à Charpaignes. Son rôle est considéré comme assez important pour le faire exonérer des corvées, f° 344 verso.

Les décimateurs sont particulièrement employés à lever la petite dîme ou dîme des agneaux à Beaulieu et à Bengy, ils peuvent recevoir le serment des propriétaires de troupeaux qui traversent la dîmerie le jour où la dîme est levée, pour savoir si le prélèvement du 1/10^e en faveur de l'Eglise a déjà été perçu sur les bêtes ; si le décimateur de Bengy le juge nécessaire, il peut requérir l'aide d'un sergent qui l'accompagnera, pourvu qu'il l'entretienne. Ce sergent saisira des gages s'il n'est pas satisfait aux obligations de la dîme, f° 347 recto, le décimateur n'a donc pas ce pouvoir par lui-même ; dans la dîme des grains, le possesseur du tractus étant chargé de la levée du froment, de l'avoine ou de l'orge, le décimateur n'a pas à intervenir. Quant au terragiateur, il n'a à agir qu'à Vœu, c'est un personnage redoutable puisque par négligence ou par malice il peut, en ne se rendant pas à l'appel du paysan, faire gâter toute la récolte. Mais pour le décimateur comme pour le terragiateur, le prévôt ne donne aucune précision sur la manière dont ils sont choisis et dont ils sont dédommagés de leurs peines. Ces fonctions, qui se réduisent à assez peu de choses, peuvent être exercées soit par un des agents domaniaux, comme le bayle de Charpaignes est collecteur de cens, soit même par un simple tenancier du chapitre qui s'acquitte de cette charge pendant quelques jours par an en dehors de ses propres occupations agricoles. Il y a déjà dans l'extente un exemple de fonctions confiées à des familles de tenanciers qui, depuis longtemps sur les terres du chapitre,

ont acquis la confiance des chanoines. C'est celui du cens de froment mesuré à Beaulieu par quatre « famille », leur rôle passe de père en fils puisque parmi ces quatre famille sont nommés « les enfants de H. Cotin ».

A l'encontre du décimateur ou du terragiateur, le prévôt énumère pour ceux qui sont chargés de mesurer le cens de nombreux avantages : d'abord la « procuratio », ou deux sols de Nevers, un quarteron de froment pris sur le cens et l'exemption du droit de glandée pour leurs porcs, f° 331 verso, c'est donc plutôt une faveur pour ces famille que d'être chargées de cette réception du cens, habituellement faite par les bayles, f° 332 recto.

Pour n'oublier aucun de ceux qui vivent sur les domaines, il faut encore signaler la présence du « dux Bugiaci » dans les exemptés des corvées, f° 344 verso. Ce dux est sans doute un chef militaire mais il est impossible de préciser jusqu'à quel point il dépend du chapitre.

A côté de tous ceux qui s'occupent de l'administration matérielle des terres du chapitre, il existe une autre série de personnages qui ont la charge spirituelle des domaines, ce sont les chapelains et les vicaires. Le chapitre est collateur de plein droit des cures ou chapellenies de diverses paroisses, entre autres Bengy, Beaulieu, Sury-en-Vaux, Chéry, Santranges, Bué, donc des principaux villages de ces domaines.

Dans plusieurs de ces paroisses, des redevances sont dûes par le « seigneur chapelain » au chapitre, sous la forme de monnaies et de chandelles, à Beaulieu cette redevance se monte à 25 livres parisis et à 600 chandelles, remis par tiers à la Saint-André, à Pâques, à la Saint-Jean-Baptiste, f° 334 recto. A Sury plus modestement, il ne s'agit que de 60 sols parisis et de 20 chandelles rendus par moitié à la Toussaint et à la Pentecôte, f° 339 verso. En dehors de cette redevance, le chapelain n'est tenu de fournir ni au doyen, ni aux prévôts ou à leurs envoyés lors de leur passage à Sury les chandelles nécessaires à l'éclairage de leurs appartements et des dépendances comme les écuries. Par contre, il doit les recevoir à sa table avec son vicaire ou son clerc.

A Bengy, la redevance sans atteindre l'importance de celle de Beaulieu, est plus considérable qu'à Sury, elle se monte à 60 sols et 300 chandelles rendus par 1/3 à la Toussaint, à Pâques et en Août, à l'invention de Saint-Etienne, de plus l'église de Bengy doit encore fournir les chandelles au doyen à tous ses

voyages à Bengy, par contre, le prévôt n'y a aucun droit, f° 346 recto.

Si pour les trois paroisses de Beaulieu, Sury et Bengy, le chapelain est tenu de payer le cens au nom de l'Eglise au chapitre, par contre les chapelains jouissent de certains avantages, le chapelain de Bengy a la dîme de tous les légumes tels que les pois qui ne sont pas mis en gerbes, mais sur le territoire de Bengy seulement et non sur les paroisses avoisinantes, le chapelain de Veauge a également un setier de froment et un setier d'avoine pris sur la dîme de Marçay, parce que Marçay est dans la paroisse de Veauge et que l'église de Veauge est sous le patronage de celle de Bourges. Ces deux setiers sont dûs tous les ans aux termes d'un accord passé entre le chapitre et ce chapelain, le motif de cet accord n'est pas indiqué, sans doute s'agit-il comme pour la rente concédée au doyen, de l'abandon par le chapelain de quelques-uns de ses droits, en contre-partie desquels on lui a remis cette rente en grains. Le chapelain de Paudy a viagèrement un demi-muid de blé et 10 sols tournois, f° 351 recto.

Les chapelains sont exemptés des corvées, toujours pour les corvées de charrues, f° 345 recto ; pour les corvées de charrois, le prévôt en reste juge, par contre ils sont astreints au paiement de toutes les coutumes, f° 346 recto.

Le chapelain, dont le rôle est celui d'un curé de paroisse, n'est pas seul dans son église, il est assisté d'un clerc ou d'un vicaire « capellanus cum vicario et clerico suo », f° 343 verso, « capellanus cum suo vicario vel clerico », f° 339 verso. C'est un acte de dévotion courant au moyen âge d'établir dans une église une vicairie dont le titulaire doit dire des messes ou des prières pour le fondateur proportionnellement aux revenus dont ce dernier l'a doté ⁽¹⁾. Ainsi à Beaulieu, Guillaume le vicaire touche la quatrième partie des redevances de Courcelles-le-Roi, en raison de son vicariat. A Sury, le vicaire Geoffroy jouit du quart de la troisième partie du moulin de Fontaine, c'est aussi en raison de son vicariat que le maître Gauthier de Saint-Ursin a le quart de la dîme de Craon.

Il y a donc en même temps deux séries de rapports pécuniaires entre les paroisses qui relèvent du chapitre et les chanoines de Saint-Etienne, d'une part ces églises paient à titre de cens une somme d'argent et un certain nombre de chandelles, de l'autre, une partie des revenus du chapitre est abandonnée

(1) *Revue du Berry*, 1908.

aux chapelains, mais le plus souvent à titre personnel, enfin les vicariats sont dotés de revenus qui leur sont spécialement réservés.

Sauf les personnages de premier plan comme les prévôts ou le doyen, il est difficile au milieu de tous ces agents domaniaux de déterminer avec exactitude le rôle et le rang de chacun, sous des noms très différents, leur tâche est à peu près semblable.

A Bengy sont exemptées de la corvée cinq personnes, ce sont le prévôt, le juge, le « chacepou » de Charpaignes qui est le juge Humbaudus, celui qui ramasse le cens de la ville et qui a le bailliage, le « dux » et en outre le chapelain. Cette énumération indique que les différentes fonctions des agents domaniaux ne sont pas exclusives les unes des autres. Il serait contraire à la réalité de vouloir déterminer des catégories de fonctionnaires strictement délimitées.

CONCLUSION

Le cartulaire de Saint-Etienne contient nombre de renseignements particulièrement intéressants sur la forme de la propriété foncière, les coutumes et le mode de vie du Berry féodal. Chaque point pourrait être approfondi, les règles qui régissent la main-morte demanderaient, à elles seules, une étude longue et détaillée qui permettrait d'en dégager les points originaux comme ce curieux partage d'enfants entre les parents. Il faudrait aborder à ce sujet la question des régimes matrimoniaux ou celle des communautés.

Ce travail d'approfondissement n'est pas facilité par la forme du rapport du prévôt. Le but de celui-ci n'a pas été en effet d'exposer l'organisation du domaine pas plus que son administration, seul un mot noyé dans de multiples détails donne parfois un renseignement précis. Le prévôt n'a pas non plus cherché à rédiger des coutumes, ce n'est qu'incidemment qu'il les a notées. Il a voulu avant tout faire connaître toutes les ressources sur lesquelles peuvent compter les chanoines, et qui servent à alimenter les prébendes, lorsque les prévôts et les divers agents domaniaux ont reçu la part qui leur est attribuée.

Ce rapport basé sur la constatation des faits a ainsi gagné en réalité et en exactitude ce qu'il a pu perdre en clarté, il ne s'est pas figé dans un moule plus ou moins adapté, mais il reflète avec sincérité les faits observés et donne une juste idée de la complexité du régime d'exploitation des terres à cette époque.

La multitude des droits relevés dans l'extente, est d'ailleurs un des traits essentiels du système féodal, construit sur le fondement des anciennes coutumes barbares qui avaient elles-mêmes attaqué, sans le submerger complètement, le droit romain. Le droit féodal dont les règles restent malléables et ne se sont jamais pétrifiées dans la rigidité des droits codifiés, a évolué sans renier les formes passées. De règles et de droits simples à l'origine, on est arrivé à une multitude de coutumes qui se superposent et ne s'annulent pas.

On peut appliquer particulièrement ceci à la propriété foncière et aux droits qui en proviennent. A la propriété romaine,

même à la propriété collective germanique, droit simple, s'est substitué une superposition de droits qui aboutissent sans doute en définitive à la terre, mais qui ne laissent plus à la possession de celle-ci d'intérêt immédiat; l'objet réel de la propriété est voilé par la multitude des redevances et de coutumes qu'elle permet de lever.

Conformément à ce régime, le chapitre ne possède pas un moulin, mais des droits sur les redevances dûes pour l'emploi de ce moulin. Ces droits détachés complètement du moulin qui a permis de les instituer ont fait l'objet en eux-mêmes d'achats, de ventes, de donations, de douaires, de constitutions de rentes qui les ont fragmentés entre une quantité de bénéficiaires. Le chapitre ne jouit pas directement de ces droits déjà si morcelés, il les donne à cens à un tiers. Sur un objet de propriété assez mince va donc s'élever une quantité de droits.

Ce qui s'est réalisé pour les moulins s'applique à toutes les sources de production. A l'exploitation directe de la terre s'est substituée la remise de cette terre à des esclaves, puis à des serfs, qui pourront la cultiver pour leur propre compte s'ils s'acquittent de certains droits prévus en certaines occasions et ces occasions sont fréquentes : cens, dîmes, banalités, corvées, lods et ventes, mainmorte, tout est prétexte à redevances. La terre ne vaut que par l'abondance de ces coutumes, elles en représentent la véritable valeur, dès lors ce n'est plus la terre qui fait l'objet d'échanges de ventes ou de donations, ce sont les droits eux-mêmes représentant la propriété foncière. Cette forme même de la propriété permet de la diviser aisément et de permettre de jouir à plusieurs des revenus d'une même terre. Enfin dans une dernière étape, ce droit déjà séparé du bien réel qui l'a engendré et qui a fait l'objet de multiples bénéficiaires va être encore démembré. La dîme dont le caractère religieux n'a pas fait échapper à la tendance générale qui perd de vue l'origine du revenu, pour ne voir que le revenu en lui-même, offre un exemple de ce démembrement des droits. Il n'y a eu d'abord que le paiement d'un service rendu. Le Chapitre s'est déchargé sur un tiers des soins que demande la levée des grains de la dîme et du battage de ces grains. Il est naturel que ce tiers reçoive une rétribution pour ses services, et il est bien plus facile de lui attribuer une partie des grains qu'il lève que de lui remettre une rémunération quelconque, on lui a donc permis de s'attribuer divers produits, c'est le « trait ». Pourtant, l'évolution se com-

plète quand ce droit institué d'abord pour faciliter la levée de la dîme se transforme peu à peu en une redevance indépendante et ayant une existence propre ; même racheté par le chapitre, le trait reste distinct de la dîme et ses revenus ne se mêleront pas à ceux de la dîme. Sous un autre nom la redîme présente les mêmes caractères. Attribuée à celui qui lève la dîme des bêtes cette fois, en dédommagement de sa peine, elle est devenue aussi un droit indépendant et complètement distinct de celui sur lequel elle a été primitivement greffée. Cependant pour le trait, comme pour la redîme, il existe une contre-partie liée au droit primitif, pour le garisio, l'évolution est plus avancée encore, le droit existe mais seul, le souvenir du service qui l'a fait instituer s'est perdu. Ces multiples créations de droits et de redevances ont ainsi amené un état de choses particulièrement confus.

La possession de la terre ne rend pas indépendant, le lien n'est pas tranché à la remise de la terre, au contraire il commence à se former, les terres ne sont pas vendues mais remises contre le versement d'un cens annuel qui représente en quelque sorte le prix de la location. Ces cens créés à chaque agrandissement de terrain, à chaque concession de terres, si mince soit-elle, arrivent à former un réseau de redevances extraordinairement compliqué.

Stipulé payable par les héritiers de celui auquel la concession a été faite, le souvenir de l'origine de celle-ci se perd peu à peu et il ne reste plus que le cens payable à telle ou telle fête, si bien que sur un même domaine, il peut exister, en dehors des coutumes et des droits divers, toute une série de cens d'origine plus ou moins ancienne et plus ou moins connue. Il est permis à n'importe quel homme de venir s'établir sur les terres du chapitre, et même on lui favorise cet établissement ; il peut prendre l'étendue de terre qui lui convient à l'endroit qui lui plait. Mais il ne devient pas alors indépendant, la propriété du chapitre sur la terre s'affirme par cette redevance spéciale dite grains des casales, qui maintient le lien de dépendance entre le tenancier et son seigneur.

A côté de ces terres concédées et remises soit héréditairement, soit viagèrement, le chapitre a une autre partie de son domaine sur lequel il conserve un droit de disposition plus absolu, c'est celui qu'il afferme annuellement, pour une somme variable et qui représente une sorte de forfait sur la valeur de la récolte future. Ces terres sont remises annuellement à une date assez

hâtive pour que celui qui les a acensées puisse donner tous ses soins aux fruits à venir, ce système s'applique surtout aux prés qui ne demandent pas, comme les champs de céréales, des soins continus.

Dans l'un comme dans l'autre procédé, il n'y a pas place pour la propriété indépendante. Si certains alleux ont pu maintenir leur liberté première, leur nombre tend à diminuer. Pourtant la fin de la période féodale porte déjà la trace d'une évolution vers sinon la liberté, au moins l'affermissement du droit de propriété entre les mains du tenancier, cette évolution apparaît nettement dans l'origine des grains d'héritage Outre-Cher, pour lesquels il est dit qu'anciennement tous les hommes du chapitre de cette région tenaient leurs terres du doyen à chaque succession. Les terres remises en précaire au paysan et qu'il cultivait sa vie durant ne se transmettaient pas à ses enfants, le chapitre en reprenait la pleine propriété et passait un nouvel accord avec les successeurs, le tenancier n'avait donc qu'un simple droit de possession viagère et non transmissible, puis à ce retour au chapitre a été substitué le paiement d'une redevance en grains, payable annuellement. Quelle qu'en soit la charge pour le paysan, cette coutume marque un progrès sensible dans l'étendue de ses droits. Les terres qui ont été remises à l'origine gratuitement en contre-partie du travail fourni, sont devenues peu à peu la propriété du précariste, propriété affirmée dans le droit qui lui est implicitement reconnu de laisser ses terres à ses héritiers. Le prochain pas sera la possibilité de payer cette redevance en argent pour un taux annuel fixe, et comme l'argent ira perdant sa valeur, le précariste finira par acquérir la pleine disposition de son domaine contre une obligation plus symbolique que réelle.

Pendant ce moyen âge qu'on considère si particulièrement comme une ère d'oppression des humbles, l'esclave est parvenu tout de même par le travail tenace de plusieurs siècles, d'abord à devenir serf, puis à acquérir sa liberté et avec sa liberté la propriété des terres qu'il cultive.

Car si cette évolution s'observe très nettement marquée dans le cartulaire dans la forme de la propriété, elle existe également pour la condition des hommes, le servage qui a été déjà fortement attaqué par l'Eglise dans les siècles précédents va subir sous le règne de saint Louis une nouvelle diminution. Sous l'influence de l'exemple et de l'encouragement royal, de nombreux

serfs vont voir leur situation s'améliorer sur les terres seigneuriales. On sait que le chapitre, en 1224, a libéré tous les serfs qu'il possédait à Bourges et dans sa banlieue, si cependant le servage existe encore dans ses domaines de Bengy et d'Outre-Cher, du moins peut-on voir qu'il subit une certaine amélioration. La mainmorte subsiste encore évidemment d'une manière très importante et très réelle et elle s'oppose en partie à l'acquisition du droit de propriété, mais du moins les corvées qui étaient une des formes les plus pénibles du servage vont-elles en s'adoucissant, elles sont limitées par les coutumes. Les corvées de charue ne doivent pas avoir lieu plus de trois fois par an, et en tout cas elles ne sont pas gratuites, le paysan reçoit une rétribution assez minime sans doute, mais qui donne un aspect autre au travail imposé, cette rétribution peut aussi bien être d'ailleurs en nature lorsqu'elle consiste à nourrir et à héberger le serf. Elle représente cependant une amélioration sur le régime primitif des corvées.

Enfin autre progrès plus sensible, les corvées peuvent même être remplacées par le paiement d'une redevance, le service de l'homme est donc une source de revenus qui va se confondre avec les autres.

En même temps que le servage devient plus léger, là où il subsiste, son domaine d'application s'est restreint, partout surgissent des villes dont les habitants sont affranchis des droits serviles et qui se réclament de chartes de franchises et de liberté, ces villes existent sur le domaine du chapitre dont les tenanciers sont, pour une bonne part, libérés du servage.

Cette tendance vers une période nouvelle s'affirme également dans la forme des différents offices qui existent sur les terres de Saint-Etienne. Il n'existe pas de système uniforme, au contraire on trouve la trace d'à peu près tous les procédés, si certains offices sont affermés, d'autres sont remis en fiefs ou encore sont héréditaires. L'hérédité qui va être le procédé classique dans les siècles qui vont suivre, commence à apparaître en différents points et semble vouloir donner raison à ceux qui voient l'origine de l'hérédité et de la vénalité des charges dans les offices de moindre importance. Après le ^{xiii}^e siècle, la féodalité sera trop sur son déclin pour qu'on puisse encore attribuer généralement les offices en fief, le système de la ferme est également tombé en désuétude pour avoir entraîné trop d'injustices et il ne subsistera que sous une forme très restreinte, par contre l'hérédité va

gagner peu à peu toutes les charges depuis celle de prévôt jusqu'à celle de conseiller au Parlement. Ce système est déjà appliqué par le chapitre pour ses bayles et ses prévôts, au moins pour certains d'entre eux.

L'ensemble du système de la propriété féodale telle qu'elle est présentée par le cartulaire de Saint-Etienne, tant en elle-même que dans son exploitation et son administration, donne donc à la fois une impression de très grande complexité et aussi d'évolution vers une organisation sociale différente, qui ne tardera pas à surgir. Au cours du moyen âge s'est accumulé sur le vieux fond de civilisation Gallo-romaine et d'apports germaniques, toute une série de coutumes qui se sont superposées si bien qu'on est arrivé à une organisation et à une législation aussi confuse que variable. C'est au ^{xiii}^e siècle qu'apparaîtront les premières rédactions de coutumes et de statuts comme les établissements de saint Louis ou le livre des métiers, c'est donc vers les années où a été rédigée l'extente que se formule le désir de mettre un peu d'ordre et de netteté dans l'accumulation de coutumes qui s'est accomplie depuis plusieurs siècles. Le ^{xiii}^e siècle est également une période de transition pour la féodalité ; le lien d'homme à homme, qui unissait le vassal à son suzerain, va se relâcher peu à peu, comme celui qui existait entre le simple tenancier et son seigneur et qui sous-entendait, à défaut de services nobles, au moins le devoir de protection du supérieur et pour le sujet l'apport du fruit de son travail ou du travail lui-même. Ces rapports vont être remplacés par des échanges monétaires qui se multiplient déjà et qui prennent peu à peu la place des anciens services dûs à Dieu ou au seigneur. Les redevances d'abord uniquement stipulées en nature sont remplacées progressivement par des remises d'espèces, en conséquence de la multiplication de la monnaie et la facilité croissante des échanges.

L'organisation des domaines du Chapitre de Saint-Etienne si elle reste encore très féodale, laisse cependant déjà deviner les nombreuses modifications qui vont survenir dans la société du ^{xiii}^e siècle et laisse présager à la fin de cette lente évolution du moyen âge un nouveau mode de vie et un changement complet dans les mœurs qui va s'établir dans tous les domaines.

Vu :
LE PRÉSIDENT :
PETOT

Vu et permis d'imprimer :
LE RECTEUR DE L'ACADÉMIE :
G. GIDEL

Vu :
LE DOYEN :
G. RIPERT

RAPPORT DES PRÉVOTS
EXTRAIT DU CARTULAIRE
DE SAINT-ÉTIENNE DE BOURGES

Hec est descriptio reddituum et consuetudinum Belli Loci facta a magistro G. Vogrini tunc temporis preposito.

F^o 330 recto

Anno Domini m^o cc^o. xx^o octavo remansit corpus grangie de Bello Loco in manu capituli. Non enim poterat habere capitulum de grangia nisi sexdecim modios, tunc temporis prepositis Girardo de Caritate et Stephano de Galardone, unde fecit trahi capitulum decimam suam in propriis expensis et habuit de dicta grangia decem et novem modios bladi, et quinque sextarios ad mensuram Belli Loci, que fere eadem est cum mensura Bituricensi ad quam venditur et emitur, et que etiam dicitur mensura piri, et hoc preter garisionem. Quid autem sit garisio, in sequentibus manifestabitur. Fuerunt autem ibi tres modii et septem sextarii frumenti; item quinque sextarii fabarum; item novem modii et unus sextarius et unus cartallus sigali; item quatuor modii et unus sextarius et unus cartallus avene; item duo modi et duo sextarii et unus cartalus ordeï.

Habet autem ista grangia quinque latera sibi appendicia sive quinque grangias collaterales, computatis terragiis pro grangia. Scilicet Aceium, Corcellas, Minbraium, terragia vetera apud Villehemon et terragia nova de Foresta et Centrengias, et fuit acensata quelibet harum per se.

De Aceio habuimus a Roberto de Aceio clerico quinque modios et dimidium, hoc modo: unum modium frumenti, duos modios et tres sextarios sigali, duos modios et tres sextarios avene.

De Corcellis et terragiis novis et veteribus habuimus a Reginaldo Rosselli octo modios hoc modo: frumenti quatuor sextarios, sigali tres modios et decem sextarios, avene tres modios et decem sextarios. De Minbraio habuimus a Gileto de Annaio tres modios et dimidium, hoc modo: frumenti unum modium, fabarum dimidium modium, sigali unum modium, avene unum modium. De Centrenges habuimus a Gaufrido Ernaudi milite sex modios conductos apud Bellum Locum hoc modo: frumenti dimidium modium, sigali tres modios et dimidium, avene duos modios.

Nota quod per septem vel per octo annos antea habuerat eam dictus Giletus, singulis annis, pro octo modiis quorum unus

modius erat frumenti. Item quatuor modii et dimidius sigali. Item duo modii et dimidius avene.

F° 330 verso

Anno autem vicesimo nono non valuit nisi quinque modios quorum // quatuor sextarii fuerunt frumenti et duo modii et duo sextarii sigali et duo modii et dimidius avene. De octo modiis quos habuit capitulum de Corcellis et terragiis positi fuerunt tres modii super Corcellas in quibus sunt duo sextarii frumenti et debent garisionem : item tres modii super vetera terragia, quorum duo sextarii sunt frumenti et residuum per medium sigali et avene ; isti non debent garisionem. Super terragia nova positi fuerunt duo modii puri sigali, quia ibi non est frumentum quorum unus modius debet garisionem ratione decimarum que ibi sunt, alter vero non, ratione terragiorum. Nota quod apud Corcellas habemus tres partes et Willermus vicarius de Bello Loco, habet quartam partem ratione vicarie sue. Nota quod anno xx° septimo valuit totalis grangia Belli Loci cum dictis pertinentiis sine Centrengiis et censibus frumenti et consuetudinibus avene quadraginta et quatuor modios, hoc modo : frumenti decem modios et dimidium, sigali decem et novem modios, avene quatuordecim modios et dimidium cum ordeo. Hoc modo : Minbraium quinque modios, Corcelle tres modios, Aceium sex modios, terragia vetera et nova cum suis decimis quinque modios, decana Rupe juxta Centrengias, tres sextarios sigali, residuum vero remansit super corpus grangie Belli Loci ; scilicet quindecim modii, tres sextarii minus. Hec de valentia grangiarum et per se et insimul et de distinctione bladum dicta sufficiant.

[S]ciendum quod garisio est que dam consuetudo quam solebat habere in grangia nostra de Bello Loco dominus Briennus de Brioria, miles, videlicet in grangia Belli Loci quando capitulum habebat sex sextarios bladi, et ipse percipiebat septimum et quando capitulum habebat unum modium et ipse Briennus habebat duos sextarios. Ita quod si capitulum haberet ibi vinginti modios bladi et ipse Briennus quadraginta sextarios et eiu[s]dem bladi vel consimilis, et sic semper ad rationem septime partis percipiebat in grangia Belli Loci. In grangiis vero extrinsece sicut apud Centrengias, Minbraium, Aceium, Corcellas et in decimis novalium, post unum modium perci[pi]ebat unum sextarium, et post dimidium modium unam minam et sic ad // rationem tridecime partis, et hec consuetudo fuit emptata de denariis elemosine Archiepiscopi Petri, et deputatus fuit iste redditus qui dicitur garisio ad anniversarium Archiepiscopi Petri. Bladum

F° 331 recto

vero huius garisionis debent vendere prepositi capituli circa Pascha, ita ut denarii inde habiti possint esse ablati Bituris vigilia apostolorum Philipi et Jacobi, ut possint distribui canonicis qui anniversario intererunt quod est in crastinum dicti festi ⁽¹⁾ ipsa die cum aliis denariis qui ad hec sunt deputati.

Nota quod de dictis grangiis quidam tractus sunt capituli quidam vero non.

Tractus enim grangie Belli Loci est capituli, et tractus de Aceio et de Corcellis fuit emptus de denariis elemosine capellani de Mercato. Et denarii qui inde possunt haberi sunt deputati ad mandatum pauperum per totum adventum faciendum in Bituricensi ecclesia et in jejuniis sollempnibus extra quadragesimam. Fuit ante accensatus tractus iste Andree Foror anno vicesimo sexto et septimo tringinta solidos Par. Anno vicesimo octavo, vinginti, et quinque solidos eidem et Rogero Rosselli, anno vicesimo nono, tringinta solidos Par. Terminus est ad festum sancti Germani vel Omnium Sanctorum, Tractus vera Centrenges est G. Hernaudi militis ad heredem. Tractus vero de Minbraio est Reginaldi Chailleo ratione uxoris sue. Sciendum autem quod illi qui habent tractus decimarum in grangiis dictis ista percipiunt et faciunt : habent enim decimam garbam. Ponunt excussores quatuor vel plus quantum necesse est, et quilibet excussorum dat ei cuius est tractus vel decem solidos Nivern. vel quindecim vel quinque secundum quod bladum est carum vel vile in tempore messis, et hoc dant ut ille cuius est tractus faciat eos lucrari in grangia ad excuciendum bladum. Habet preterea tridecimum cartallum et excussores quatuordecimum cartallum, ita quod quando ventum est ad duodecim cartallos, ille qui habet tractum percipit tridecimum, et excussores quatuordecimum. Item quando bladum est excussum et palee desuper remote, ille cuius est tractus habet illud quod rastrum potest trahere secum, scilicet grana illa que sunt cum capa vel cortice // vel spicas non atrictas. Hoc enim solet rastrum trahere ad se et dicitur hec consuetudo : rastrum ; item habet scopam id est quando bladum ⁽¹⁾ est et adunatum cum pala, residuum quod non potest congregari in acervum sine scopa est illius et dicitur scopa consuetudo hec ; item garba deligata quando ligamentum vel siler cum qua ligatur garba runpitur et denodatur vel deligatur illa garba est tractoris, et dicitur garba deligata ; item habet omnia grana que

Fº 331 verso

(1) Un blanc.

(1) Un blanc.

reperiuntur sub acervo in quo posite erant garbe quando venerunt de agro, tolluntur et ponuntur in area ut flagellentur et dicetur vogrein, et cadunt huiusmodi grana quando garbe cum impetu proiciuntur de quadriga ad terram, vel quando spice sunt nimis sicce. Grangias istas debent prepositi capituli ire acensatum ad octabas Pentecostes in anlea usque ad festum apostolorum Petri et Pauli quandocumque voluerint. Bonum tamen est quod veniunt vel sint ibi in sabbatis vel dominicis, vel festis, quia tunc veniunt omnes ad ecclesiam. et melius reperiuntur insimul. Nota iterum quod quando aliquæ de grangiis istis acensantur, intellegitur semper ibi salva garisio ⁽¹⁾ etiam si non fiat mentio vel si non exprimatur.

[A] lia blada habemus apud Bellum Locum cadentia in divisionem prebendarum, sicut census frumenti circiter duo modios et dimidium que prima die dominica et secunda et tertia octobris annunciantur parrochie; et die dominica post afferuntur apud Bellum Locum in granario nostro. Ita quod per octo dies oportet eos prius annunciari, etiam aliqua die dominica octobris, et sequenti die dominica redduntur. Hos mensurant quatuor familie de Minbraio, scilicet Bertetus Setiers, Caloers ⁽²⁾ Barbins et Villemus Chalox et pueri Haimerici Cotin. Iste quatuor familie habent pro huiusmodi censibus mensurandis eadem die qua recipiuntur procurationem suam vel duos solidos Nivernenses pro procuratione sua. Item in dictis censibus unum cartallum frumenti ad parvam mensuram; item quilibet illorum suos porcos in nemore de Roverei sine pasnagio. Item nota quod quilibet qui debet censum frumenti defert secum suum residuum, sed de avenis non defert secum suum residuum. Immo est illorum qui mensurant.

F^o 332 recto

Item consuetudines avene erant decem et septem modii et dimidus. // que redduntur in granario nostro Belli Loci, in festo Sancti Germani et mensurant eas li Pepi ut habetur in sequentibus.

In molendino Menon habemus octavam partem que empta fuit a marito a la Gormonnee, et duodecimam partem que empta fuit a Constancia; et desuper partem molendini que est Boatini clerici, quatuor sextarios sigali qui empti fuerunt de denariis elemosine Petri Ogerii de Eric ad anniversarium suum. Octava pars valuit vicesimo quarto et sexto et octavo annis septem sexta-

(1) Dans la marge, d'une écriture de la fin du XIII^e siècle : « que ad anniversarium archiepiscopi Petri est assignata ».

rios bladi, quorum unus est frumenti et residuum per medium sigali et avene; duodecima vero valuit dictis annis quatuor sextarios et dimidium quorum quatuor sunt per medium sigali et avene et mina frumenti. Unde de molendino dicto cadunt in divisionem prebende Belli Loci, undecim sextarii et dimidius quorum tres mine sunt frumenti et residuum per medium sigali et avene, et desuper habemus quatuor sextarios sigali pro dicto anniversario sicut dictum est.

Medietatem habemus in molendino Stagni que acensata fuit Pathoeau ab anni vicesimi sexti Pascha usque ad Pascha anni tricesimi tercii pro decem et octo sextariis per tercium sigali frumenti et avene conducendis apud Be[l]umlocum in granario nostro.

Apud Cavam Rocham habet capitulum singulis annis tres sextarios sigali qui cadunt in divisionem grosse prebende. Totam domum de Cava Rupe cum suis pertinentiis acensavit decanus Archenbaudus ad vitam suam pro⁽¹⁾ solidis Glem. Et ipse acensavit dictam domum Gilete Naau pro quadraginta solidis Par. et novem sextariis avene. Sunt ibi domus, molendinum, terre arabiles et prata et fossatum habens pisces, circa duo arpenta terre tenet Rosella versus forestam. Que quandoque valet tres sextarios sigali.

Nota quod in amodiatione grangie Belli Loci habet dictus decanus vinginti solidos Nivern. et duo prepositi canonici quilibet quinque solidos Nivern. sive acensentur, sive capitulum faciat colligi et trahi bladum. Ista que diximus cadunt in divisionem prebendarum⁽²⁾ Belli Loci, grangie Belli Loci, Centren-giarum, Aceii, Corcellorum, Minbraii, terragia // nova et vetera sine garisione quam intelligimus esse in omnibus hiis, preterquam in terragiis, census frumenti consuetudines avene, molendinum Menon, Molendinum Stagni, Cavarocha.

F° 332 verso

Antequam fiat divisio prebendarum, oportet ista demere de priori recepta, scilicet Santo Ursino, unum modium bladi per tercium frumenti, sigali et avene, Sancto Satyro tantumdem, duobus prepositis capituli duos modios avene, quos habent de redditu prepositure sue uterque unum modium, capellano de Castellione super Ligerim tres minas sigali; ista autem oportet deducere de predictis bladis, et illud quod remanebit facta ista deduc-

(1) Un blanc.

(2) Un blanc.

tione, cadet in divisionem prebendarum Belli Loci. Nota quod in grangia Belli Loci sunt quatuor tractus quorum quemlibet vendunt acensatores quolibet anno circa vincti solidos Nivern. vel Par. secundum mercatum bladi et easdem consuetudines habent acensatores in grangia Belli Loci quas habet G. Arnaudi in grangia Centrenges set sunt Sue. Item nota quod si faceremus colligi bladum nostrum propriis expensis quod grangiarus haberet tres sextarios sigali et unam minam frumenti vel amplius, et excussores haberent quatuor sextarios vel plus vel minus sigali pro penagio, quos similiter habent ab acensatoribus.

Postea vero debent prepositi capituli partiri prebendas in capitulo apud Bituras. Debent enim colligare summam frumenti de unaquaque dictarum grangiarum et de aliis locis, preterea sigalum tercio avenam, et postea deducere Sanctum Ursinum et alios sequentes de quibus superius facta est mentio a procedentibus summis bladum, et residuum partium, et distribuere canonicis, et si quid residuum sit, facta partitione prebendarum, reservare ad expensas equorum suorum avenam et frumentum et sigalum ad expensas suas. Paulo ante vindemias, sicut est circa octabas Nativitatis Beate Marie debent prepositi ire vel mittere apud Bellum Locum ut videant quomodo cupe et dolia religantur et quo modo torcularia reparentur, et sciendum quod vindemie solent constare apud // Bellum Locum cum religatione doliorum et cuparum et reliquis expensis circa septem ⁽¹⁾ Nivern. et hoc per multos annos. Secunda vero, tertia vel quarta die dominica octobris, debent mittere vel interesse apud Bellum Locum ad colligendum censum frumentorum ⁽¹⁾ et dimidium, sicut superius est expressum ad parvam mensuram de Ace ⁽¹⁾. In festo Sancti Germani debent ire receptum consuetudines avene circa decem et septem modios et dimidium ad parvam mensuram de Ace, quas habent li Pepi qui recipiunt et censum frumenti et consuetudinem avene ⁽¹⁾ Sciendum preterea quod dampnosum est capitulum acensare censum frumenti et consuetudinem avene cum grangia Belli Loci; quia multa jura ecclesie depereunt et multi census et multe consuetudines amittuntur. Nam illi qui acensant multociens cum dissimulatione pertranseunt et non requirunt omnes census vel consuetudines ecclesie. Nolunt enim esse odiosi vicinis vel parentibus suis pro boissello frumenti vel pro cartallo avene; unde melius est quod capitulum faciat ea colligi ⁽¹⁾. Omnia ea que superius diximus cadunt in divisionem

(1) Un blanc.

prebendarum quamvis longe post festum Sancti Johannis Batiste recipiantur, ideo tamen quia in dictam diminutionem ⁽²⁾ cadunt insimiliter explanatis ⁽¹⁾. Redeamus ad illa que ante ista oportet colligere vel acensare ⁽¹⁾ tres partes furni Belli Loci et medietatem furni de Stagno. Belli Loci debent acensare prepositi in festo beati Johannis Baptiste. Valuerunt autem tres partes furni Belli Loci anno vicesimo octavo quinquaginta solidos Par. et medietas furni de Stagno vinginti ⁽²⁾ solidos Par. et non calefiebant de nostris nemoribus; et habuit eos Morellus de Bituris, qui vendebat forestam nostram Belli Loci. Anno autem vicesimo nono valuit furnus Belli Loci id est nostre tres partes cum quarta parte quam emit magister P. Belli (?) sexaginta quinque solidos Par. Unde ibi accipiet quartam partem. // et medietas furni de Stagno tringinta ⁽²⁾ quinque solidos Par. Et habent furnos Odo Ysenbardi de Boniaco et non debebant calefieri de nemoribus nostris. Termini denariorum istorum duorum furnorum sunt medietas ad Natale et alia medietas ad Pascha, et tunc iterum debet acensari.

Fº 333 verso

In crastinum Beati Johannis Batiste habemus censum apud Stagnum circa vinginti duo solidos Sacr. Nota quod multi redundunt censum apud Novam Villam de Stagno qui non habent ibi domum vel vineam vel prata vel terram aliquam, quia consuetudo est in villa quando aliquis vult esse de novo burgensis de Stagno, reddit de censu ad dictum terminum sex denarios Par. singulis annis quamdiu erit burgensis; in quibus comes de Sancero habet medietatem quia habet medietatem in omnibus justiciis et redditibus ville, preterquam in parrochialibus, et nos aliam medietatem et etiam parrochalia desuper. Sciendum preterea quod in dicta villa est acordamentum de censivis de singula libra vinginti denarios. Unde medietatem relevamentorum vel acordamentorum omnium censivarum translatarum de dominio ad dominium debet serviens communis capitulo et comiti exequi, capitulo etiam medietatem unam et comiti aliam. In festo Sancti Andree mane circa missam debet esse mandatum vel nuntius capituli apud Bellum Locum ad recipiendos census; est autem summa census circa decem et novem libras Sanc in dicto censu habet dominus decanus decem libras sanc. pro quadam compositione facta inter ipsum et capitulum super hoc quod quitavit justiciam Belli Loci capitulo, et quedam alia; unde in

(1) Un blanc.

(2) Sic.

recompensationem quitationis illius, date fuerunt ei et assignate dictæ decem libre Sacroc. in dicto censu. Nota quod de censu debet reddere et perficere prepositus Belli Loci quindecim libras vel circa ac proinde habere quinque solidos Sac. et procurationem suam in die et crastino et emende erunt sue, scilicet tres solidos pro censa non reddita ad diem prefixam. Item Rosselli qui habent la Chacepolerie et ex officio suo tenentur recipere partem census istius et ex ballia sua debent reddere et perficere de isto censu usque ad septuaginta quinque solidos Sac. et si non sint // ibi, de suo perficere, ac proinde habent duodecim denarios Sanc. et procurationem suam similiter in die et in crastino et sic habebit capitulum decem et novem libras, quinque solidos minus Sanc. Nota iterum quod milites et servientes non reddunt census suos nisi in crastino Sancti Andre. Nec si in die Sancti Andre reddiderint, ideo debent emendam aliquam, set si in crastino non redderent lex ab eis levaretur si vellet prepositus, scilicet tres solidos Sac.

[Ha] bet pretereā capitulum apud Bellum Locum duos solidos Sac. et duodecim pullos et .vi. sextarios avene de censu in dicto festo ad mensuram parvam de Ace qui non valent plus quam tres sextarios et dimidium ad mensuram Belli Loci et sunt huiusmodi ad expensas prepositorum et habentur de sex casalibus de Minbraio et de ecclesia Belli Loci. Debet dominus Reginaldus de Bello Loco centum solidos Par. ad dictum festum sancti Andree et cc. candelas. Item tot solidos et tot candelas ad pascha et tot solidos et tot candelas ad festum Sancti Johannis Baptiste. Summa denariorum vinginti quinque libras Par. et .vi^o. candelas.

[P]reter hec que diximus debet ad festum sancti Andree Barbinus de molendino suo duodecim denarios Sanc. de censu, item debet vinginti ⁽¹⁾ quinque sextarios sigali communitati panis et vini, decem et octo sextarios sigali reddendos apud Bellum Locum in festo Sancti Germani. Ad idem festum debet Doetus Bechetus et heredes sui vinginti ⁽¹⁾ octo denarios Sanc. de censu, de quibus duodecim denarii sunt de antiqua institutione et quatuor denarii de terra tradita eidem postea ad augmentat[i]onem alvei aque molendini; non enim habebat sufficiens alveum; item duo denarii pro via tradita eidem et concessa ad molendinum suum; non enim habebat viam nisi per alienos campos. Nota quod istam viam emerunt magistri Stephanus de Galardone et Girar-

(1) Sic.

(2) Le manuscrit est corrompu dans ce passage.

duſ Vogrini, tunc temporis exiſtentes prepoſiti, ab Hernaudo Pagant et Agnete uxore ejus et eſt vera ibi cartaliſſa terre et quia vadit in volando via illa et enbias et ⁽¹⁾ fide data in manu magiſtri Stephani de Gallardone promiſerunt ambo quod partem illam chemin facient nobis concedi liberam facient adicto ⁽¹⁾ Ven diderunt autem dictam viam vel cheminum, pro decem ſolidis // Nivern. quos habuerunt et pro uno trunco in Roinero. Debet preterea dictus Doctus et ejus heredes de dicto molendino com- munitati panis et vini, decem et octo ſextarios bladi conductos apud Bellum Locum in grangiis noſtris in feſto Sancti Germani quorum duo ſextarii ſunt frumenti quatuor ſextarii avene et unus modius ſigali A Natali Domini in antea debent ire prepo- ſiti capituli apud Suriacum et Bellum Locum pro vendendis vinis et vendere ad Paſcha ſi potuerint, antequam calidum tempus adveniat, propter cujus caliditatem poſſent impejorari, quia ſunt valde tenuis et debilis qualitatſ et ſuſtancie, vel ante Natale ven- dere. Sciendum autem quod anno vicesimo octavo fuit venditus quilibet modius vini Suriaci et Belli Loci ⁽²⁾ pro quinque ſoli- dis Par. Anno autem vicesimo nono fuit datus modius vini Belli Loci pro tribus ſolidis Par., et modius vini Suriaci pro duobus ſolidis Par. quia propter inundationem aquarum plu- viarum in vindemiis, ita erant terre admixte vindemie vel racemis quod fuit botatum et putridum et acridum et bre- viter fere nichil valuit. Anno autem vicesimo octavo fuit datus quilibet modius Suriaci et Belli Loci pro duobus ſolidis et quatuor denariis Par. Logre mediocres venditionis illorum duorum vino- rum ſunt vinginti ⁽³⁾ ſolidorum Par. duobus prepoſitis capituli.

[A] principio quadrageſime in antea uſque ad Ramos Pal- marum debent ire prepoſiti capituli vel mittere acenſatum quan- documque voluerint minutam decimam Belli (Loci) quam Regi- naldus Roſſelli acenſavit anno vicesimo octavo pro centum ſolidis Par. capitulo et decem ſolidis de logris Par., quos ego et dominus. P. Seneret habuimus. Anno autem vicesimo nono, pro quatuor libris Par. et quinque ſolidis Nivern. de logris quos ego et Gal[terus] habuimus, et hoc ſine cannabis, quia in illis duobus annis dimiſimus gratis matri domini Reg. capellani de Bello Loco. Que decima cannabi bene valuit utroque duorum illorum annorum tringinta ⁽³⁾ ſolidos Par. Termini denariorum ſunt medietas ad feſtum Sancti Johannis Baptiſte et altera medie-

F^o 334 verso

(1) Un blanc.

(2) Un blanc.

(3) Sic.

F° 335 recto

tas ad festum Magdalene vel totum ad Magdalenam. // Levatur hoc modo : De quolibet denario vel non denario agnorum vel lanarum id est vellerum, dummodo non sint ibi plus quam decem vel undecim unum agnum et unum vellus ; si vero sint plures, de quolibet duo denario unum agnum et unum vellus ; et si sint pautiores quam decem vel plures et duodecim, de duobus agnis vel velleribus unum obolum ; de tribus unum denarium ; de quatuor unum denarium ; de quinque, tres obolos ; de sex, duos denarios ; de septem, duos denarios ; de octo, duos denarios et unum obolum ; de novem, tres denarios Sacroc. Ita quod, si sit agnus tantummodo vel vellus, vel tridecim, de uno vel tercio decimo, nichil levatur. Tenentur autem servare agnos usque ad festum Sancti Johannis Baptiste. Itaque si morerentur agni decime in cujus domo sunt, tenentur illos reddere nisi signati essent. Si autem voluerit ille cujus sunt agni quando decimantur, signabit agnos decime. Et si deinceps morerentur, non tenentur reddere illos. Consueverunt autem levare decimam agnorum circa Pascha, ante feriam Leriaci que est ante maium, et lanas vel tunc ad vicensimam maii ; quia alia feria est apud Liriacum prima die Maii, quia si post feriam levaretur interim venderentur ⁽¹⁾ et ita amitteremus decimam lanarum. Et si oves alterius ville transierint per decimationem Belli Loci et Centrengiarum et ad alium locum ducerentur, et decimator Belli Loci et Centrengiarum eadem die levasset decimam levare potest ⁽²⁾ nisi mercator vel ille cujus sunt agni posset jurare quod alibi decimata essent illo anno. De vitulis dico quod de quolibet vitulo levatur unus denarius, de femina unum obolum, et si essent decem vel undecim, vel duodecim, unus vitulus. De agnis vero et lanis et denariis decime, habent li Chacepou rede-cimam, preterquam apud Centrenges ubi habet illam G. Arnaudi et apud Corcellas ubi acensamus illam, et apud Aceium ubi est noster ; pro hoc autem tenetur ire cum illo cui acensatur minuta decima et facere et levare decimam et scribere summam denariorum inde habitorem ita quod tenetur illos reddere illi qui acensavit decimam ; et si tradantur ei vadia, // nichilominus tenetur reddere denarios et vadia secum retinere. Item in illis tribus diebus circa Pascha in quibus levat decimam, debet habere procuracione suam singulis diebus, vel tres solidi sint pro pro-

F° 335 verso

(1) Ces deux derniers mots d'une main plus récente.

(2) Le ms : levasset decimam potest (ce dernier mot d'une main plus récente).

curatione sua. Et similiter in illis tribus diebus ante Maium, quando levatur decima vellerum. Et quantaque mora fiat in levando decimas supradictas, non potest plus exigere pro utraque procuratione sua quam tres solidos, videlicet pro quolibet tres solidos Sac. [P]reposituram Belli Loci debent acensare capitulum vel prepositi ad Pascha, quia ad Pascha incipit et ad Pascha desinit. Habuit autem eam Reg. de Vilers, anno vicesimo septimo, pro vinginti octo libris Par., anno autem vicesimo octavo et nono habuit eam utroque anno per se pro vinginti et novem libris Par. quarum medietas ad Nathale et ad Pascha alia medietas est reddenda. Et pro illa acensatione ad duos annos habuimus inde pro logris ego et dominus P. de Seneret quadraginta solidos Par. Nota tamen quod mediocres et consuete sunt quando prepositura acensatur ad unum annum, vinginti solidos Par. duobus prepositis. Erant autem tunc quando sic acensatur hec inclusa in prepositura : Videlicet de quolibet foco ballie de Ace unam gallinam cum obolo, item duo denarii Sac. de aostagio, item duo denarii Sanc. de anno novo. Consueverunt autem levare prepositi Belli Loci hec omnia inter annum novum et carniprivium ; tamen possent levare duo denarii de aostagio in Augusto ; item duo denarii anni novi circa annum novum, item gallina cum obolo in carniprivio. Quid autem sit ballia de Ace in sequentibus manifestabitur. Has autem gallinas debet levare serviens de Ace, videlicet li Pepi et habent inde decimam gallinarum et obolorum. Et bene montant vel valent pars capituli gallinarum et obolorum deducta decima des Pepis, cc. gallinas et cc. obolos. Duos vero denarios de aostagio et duos denarios de anno novo perquirere debet prepositus laicus capituli per proprium servientem // ita quod li Pepi non accipiunt ibi decimam. Item denarii isti de aostagio et denarii de anno novo bene valent cum obolis quatuor libras et sexdecim denarios Sac. Tantumdem enim valuerunt anno vicesimo septimo, octavo et nono ; habet autem partem nostram pasnagii prepositus laicus capituli. scilicet de quibus ⁽¹⁾ terciam partem pasnagii et hoc ratione carte forestarie quam capitulum emit a domino Gaufrido de Briona milite. Item a tridecim porcis vel quindecim vel infinitis nichil habent forestarii decani, nisi solum capitulum vel prepositus capituli ; et sciendum quod consueverunt levare de quolibet porco justicie Belli Loci delactanti unum denarium Sac., de porco Marcii duos denarios Sac., de porco ab anno in antea tres denarios Sac. ; de

F° 336 recto

(1) Un blanc d'une demi-ligne.

aliis vero porcis qui non sunt de justicia Belli Loci levabunt quantum levare vel habere poterunt, item quinque solidos Sanc. in collecta comitis ⁽¹⁾.

Hii sunt redditus qui anno vicesimo sexto, septimo, octavo, nono inclusi erant in acensatione prepositure Belli Loci. [Hec sunt illa que ratione justicie vel penam pecunariam irregando potest levare. Videlicet de clamore, vinginti denarios Sanc., hoc modo quod si aliquis conqueratur de aliquo et citatus sit coram preposito, si reus convincatur vel confiteatur, potest levare ab ipso prepositus ⁽²⁾ vinginti denarios Sanc. pro clamore suo; item pro defectu diei potest levare a reo quinque solidos Sanc.; Ita si reus non compareat ad diem sibi assignatam, cecidit ⁽³⁾ in emendam capituli vel prepositi capituli, usque ad quinque solidos Sac.; ab actore autem, si non compareat nichil potest levare emende: item de sanguine facto, ita quod non sit per os vel per nares, set sit per // plagam factam cum cutello vel armatura esmoluta vel lapide vel aliquo hujusmodi instrumento, sexaginta solidos Sanc. Et si ratione raptus, vel murtri, vel alicujus alterius forisfacti levare debeant plus quam sexaginta solidi ab aliquo, prepositus Belli Loci semper suos accipit sexaginta solidos et residuum totum est capituli. Dividitur autem justicia Belli Loci et Centrenges in duas ballias quarum una dicitur Chacepolerie et alia dicitur Ace. Protenditur autem ballia de Chacepolerie a Bello Loco inclusive usque ad Minbraium, Podium et Les Plesseit; et hanc balliam habent li Rossiau ex hereditate. Alia autem ballia que est Ace est in Centrenges, Campum Garaudi, Villehemon, Vilers et Puisoie et hac balliam habent Lippepi. Notum quod Rosselli tenentur ex ballia sua colligere quamdam partem census Belli Loci circa quatuor libras Sanc. in festo Sancti Andree apostoli, et pro labore suo habent procuracionem suam illo die et duodecim denarios Sanc. Item tenentur recipere partem pasnagii que est capituli, et in ea habent quinque solidos Sanc. ut dicitur. Item habent duos sextarios avene in grangia Belli Loci, in festo Sancti Germani. Item tenentur congregare minutam decimam et habent ibi reddecimam videlibet ⁽³⁾ de quolibet duodenario agnorum et vellerun duodecimum agnum et vellus duodecimum, et decimam omnis bladi quod non venit ad ligamentum sicut ciceres, pisa, veces, mil, panil et consimilia. Item tenen-

(1) Quelques lignes en blanc.

(2) Le ms : preposito.

(3) Sic.

tur submonere vel nantare homines ballie sue ad preceptum capituli sive prepositi eorum. Ille autem qui habet balliam de Ace tenetur mensurare consuetudines avene in festo Sancti Germani, ad parvam mensuram, circiter septemdecim modios et dimidium avene et habet residuum mesure quam debet quod cadit in duo ventilabra, super que consueverunt avenas illas mensurare. Ita enim large affert quilibet consuetudinem suam, quod aliquid remaneat, et bene valent residua illa que habet circa decem et novem sextarios avene ad mensuram illam. Item tenentur submonere homines ballie // sue et capere vadia in ballia sua ad mandatum prepositi. Habet preterea capitulum apud Bellum (Locum) in tota justicia sua preterquam apud Centreges ut dicitur dominus Bengiaci et preterquam in servis comitis de Sanc. et in bordelariis militum et servientum in dicta justicia commorantibus de quibuslibet nuptiis unam spatulam porci, et unum panem et duos denarios Sanc. qui panis et denarii redduntur ratione jocularis vel mimi quem emit capitulum a domino Gaufrido de Briera. Et hec omnia reddit sponsus.

F° 337 recto

(Reste de la page écriture différente, liste des cens rendus par les prévôts l'année 1226.)

(F° 337 verso, continuation du recto, barré, peu lisible.)

(Ecriture différente, tout en haut de la page.)

Hec est descriptio reddituum et consuetudinum Seriaci in Vallibus facta a magistro Girardo Vogrini, tunc temporis preposito.

F° 338 recto

Grangia Siriaci in Vallibus fuit acensata anno vicesimo octavo Simoni Malesmains pro novem modiis et novem sextariis bladi quorum octo sextarii fuerunt frumenti et octo sextarii sigali et residuum ordeï et avene fere per medium ad mensuram de Sancerro que fere dupla est ad mensuram Bituricensem qua venditur et emitur que dicitur mensura piri. In hac acensatione non comprehenduntur census frumenti, circa unum modium, reddendi in festo Sancti Germani, neque decima de Marci que eodem anno valuit sex sextarios bladi quorum unus fuit frumenti et quinque sextarii ordeï et avene fere per medium; neque mixture molendinorum de Suriaco, que gallico sermone dicuntur modures, que non cadunt in divisionem grosse prebende set sunt deputati ad expensas ⁽¹⁾ prepositorum canonicorum, quas faciunt apud Syriacum. Anno autem vicesimo septimo valuit corpus grangie Suriaci, sine predictis que excipiuntur, decem modios et

(1) Barré (ad beneficium).

dimidium it[a] quod de sigalo et frumento fuerunt ibi tres modii per medium et residuum ordeï et avene sicut dictum est. Apud Marci, sex sextarii ordeï et avene et unus sextarius frumenti. Anno autem vicesimo nono valuit dicta grangia Syriaci decem modios bladi, scilicet tres modios frumenti et sigali per medium et residuum per medium fere ordeï et avene, sine censibus frumenti et mixturis et decima de Marci. Nota quod Marci est in parrochia de Veauge, cujus ville parrochia vel ecclesia est de patronatu bituricensis ecclesie, unde in dicta decima de Marci habet semper capellanus de Veauge unum sextarium frumenti et unum sextarium avene, qui non sunt comprehensi in predicta acensatione decime de Marci, quos contulit dicto capellano bituricense capitulum, pro quadam compositione facta inter capitulum et dictum capellanium; etiam si non essent in decima illa nisi duo sextarii vel tres, habet capellanus unum frumenti et alium avene.

(3 lignes en blanc)

Habemus preterea in dicta villa Suriaci tam apud Bur ⁽¹⁾ quam apud Cheneveium quam ibi circa unum modium frumenti de censu in festo Sancti // Germani, parum plus vel parum minus, qui cadit in divisionem prebendarum et preterea dicta decima de Marci que in distributione grosse prebende secedit, sicut dictum est, set in expensis capituli quadrigatur de Marci apud Syriacum.

(4 lignes en blanc)

Nunc igitur accedamus ad mixturas molendinorum Suriaci.

Notandum quod in molendino de Minbraio sive de Orlens, quod idem est, habemus medietatem octava parte minus, quam octavam partem habet capitulum obligatam pro quindecim solidis fortibus Niver., pro factura molendini, a Stephano de Puteo de Chavenon. Unde si esset acensatum molendinum pro vinginti et sex sextariis mixture, haberemus septem sextarios, residuum vero, id est, novem sextarii qui remanerent si sic esset acensatum, sic distribuarentur : Videlicet quod Gimo perciperet tres sextarios. Item Alere, mater Brune de Chaveneio, tres sextarios. Item Stephanus de Puteo insimul et Bruna de Chaveneo quilibet istorum tres minas, tres sextarios. Quilibet enim istorum trium annumeratis Stephano et Bruna pro uno, percipit terciam par-

(1) Une main plus récente a corrigé en « Buy ».

tem in medietate et octava parte dicti molendini Super illam portionem que contingit Stephano de Puteo, sive illa portio sit tres mine vel quilibet aliud ⁽¹⁾, id est capitulum ⁽¹⁾, habet quindecim solidos Nivernenses quos posuit capitulum in emendatione partis quam habet dictus Stephanus in dicto molendino, secundum ratam partis illius Stephani. Unde capitulum percipiet fructum partis illius, quousque habuerit vinginti quinque solidos Nivernenses hanc partem capituli .i. medietatem octava parte minus et sextam partem medietatis totius molendini et octavam partem que est Stephano de Puteo. Habet Tescelinus molendinum ad septem annos pro dimidio modio mixture ad mensuram Sacrocesariensem. Quorum tres sextarii sunt reddendi ad festum // Magdalenes ⁽¹⁾ quando traditum fuit ei primo et alia medietas ad Nathale et nichil interim tenetur ibi ponere capitulum de suo.

Fº 339 recto

[S]ciendum preterea quod in molendino de Crot habet Robeluns, quidam homo de Suri, medietatem. Item dominus Nicholas, vicarius magistri P. de Vico archidiaconi Bituriensis, habet medietatem alterius medietatis, id est quartam partem totius molendini, in qua quarta parte totius molendini habet dominus Gaufridus, perpetuus vicarius de Suriaco, quartam partem et remanent tres partes, quarum autem trium quartarum quarte partis totius molendini, habet capitulum medietatem et dominus Nicholas iterum aliam medietatem. Hanc autem nostram medietatem trium quartarum quarte partis totius molendini habet dictus Tecelinus pro uno sextario mixture reddende ad festum Sancti Johannis Baptiste. In molendino Fontis habet dictus Robelons terciam partem. Item dictus Nicholas aliam terciam partem et remanet tercia pars; in qua tercia parte habet dominus Gaufridus, vicarius de Suriaco, quartam partem et remanent tres quarte partis totalis; tercie pa[r]tis totius molendini habet dictus Tescelinus ad septem annos pro uno sextario mixture, per manum dicti Stephani Peloni et Gimonis, ita quod nichil tenetur ibi capitulum de suo, et debet eum elapso septennio. Notum quod mixture istorum trium molendinorum et residua bladi Suriaci, facta distributione prebendarum, sunt deputata ad expensas prepositorum capituli apud Suriacum, in residuis enim accipiunt avenam ad equos, residuum vendunt.

(1) Sic.

[N]ota quod in paleis grangie Suriaci, habent acensatores medietatem, pro qua medietate tene[n]tur ministrare farraginem recentem propositis et nuntiis capituli, illuc pro negotiis bituriensis ecclesie euntibus quotiensconque ibidem sic venerint et etiam ipsi decano vel mandato ejus ad facienda cubicula ipsorum et ad sternendum subter equos et per cameras et domos.

F^o 339 verso

Cum hoc etiam tenetur dictus prepositus ministrare eis quod superius diximus vel eorum mandatis fenum ad equos eorundem et propter hoc faciendum tenet prepositus terram de Campo Benedicto que fuit pratum, et pratum et terram que sunt ante domum Bernardi de Sala; item peciam prati et peciam terre que sunt prope molendinum de Panclaines et quarterium prati quod est ante domum Panicherotum. Item debet prepositus ministrare fenum ad torcheandum pressorium in vindemiis et paleam ad saccos pressorii. Item prepositus habet decimam canabi et propter hoc debet exhibere napos et toallas ad vindemias faciendas et utensilia necessaria.

Ab octabis Pentecostes in antea usque ad festum apostolorum Petri et Pauli debent ire accensatum prepositi capituli grangiam de Suriaco et precipue debent ibidem adesse vel in die sabbati sero, vel in dominica, vel in aliquo festo quia tunc inveniuntur gentes insimul.

[D]e ecclesia Suriaci in Vallibus, reddit singulis annis dominus Villermus de Caritate sexaginta solidos Parisienses et .iiii^o. candelas quorum denariorum et candelarum medietas ad festum Omnium Sanctorum et alia medietas in Pentecostis synodo est reddenda. Nichilominus tamen tenetur dominus capellanus vel ille qui loco illius erit exhibere candelas decano et prepositis capituli uni vel ambobus et eorum nunptiis ad cenam ipsorum et cubicula facienda, et ad sternendum equos et ad cubitum. Capellanus tamen cum suo vicario vel clerico debet comedere cum ipsis. [V]igilia Sancti Egidii que est in septembri prius, vel die ante vigiliam, debent prepositi capituli ire vel mittere apud Suriacum et facere quomodo circuli emanantur apud Sar (?) in feria de Sancti Egidii ad dolia Suriaci religanda. Solent autem aliquando constare circuli in dicta feria circiter quadraginta solidos Turonenses. Tunc etiam debent prepositi capituli videre quomodo dolia religentur et cupe, quo modo etiam torcularia reparantur et dimittere aliquem loco sui, vel aliquis eorum debet remanere ad custodiendum vinum capituli et vindemiam et demittere illi denarios ad vindemias faciendas. Solent autem

multotiens constare vindemie cum reli // gatione doliorum et cuparum et circulis et hiis omnibus quatuordecim libras Nivernenses et cum vindemiatione clausi nostri et vinee quam dedit nobis uxor Gaudrici Poruchet, quam dicit sibi acensatam esse dominus Gurra pro duobus boissellis frumenti ante prepositum. [A]pud Suriacum debent mittere prepositi capituli vel alter eorum ire in vigilia Sancti Germani, ut sciatur quantum vini habent domini apud Suriacum et quod constaverunt vindemie, et ut capiantur census Suriaci in festo Sancti Germani.

[N]ota quod apud Suriacum habemus multiplices census recipiendos ⁽¹⁾ in festo Sancti Germani, etiam in illa villa. Primus est ille qui dicitur magnus census, cujus summa est circa quatuor libras Turonenses. Secundus vero est ille qui dicitur census communis, cujus summa est vinginti solidos Sanc. in quo habet Matheus Brevins quartam partem id est quinque solidos Sac. ad vitam suam tantummodo et post mortem suam erit capituli, tali enim conditione dedit illi eum avunculus suus decanus ad Brerins, videlicet qui erat cum quatuor fratribus ⁽²⁾ qui eum communiter possidebant, et propter hoc dicitur census communis. Item tercius census est qui est in quodam prato de Suriaco, scilicet duodecim solidi Sac., quod pratum nunc, scilicet anno tricesimo primo, Bernardus de Saur, Gaufridus Peletons, Odoninus Lorceus et Pelerinus de Chaveneu tenent. Et in quolibet uno quoque solido, unum denarium tantum. Est preterea quatuor libra quatuor solidi, nisi res transeat ad heredem; tunc de uno quoque solido, unum denarium tantum. Est preterea quartus census quem capitulum emit a Gaufrido Aigret, cujus summa est quatuor solidi Sanc., et in eo est acordamentum quod est capituli, quia capitulum emit illum censum a Gaufrido Aigret.

(2 lignes effacées — 2 lignes en blanc)

In festo beati Stephani in crastinum Nathalis debent habere. F° 340 verso prepositi capituli mandatum vel nuncium aput Buium circa horam terciam qui recipiat censam quam habet capitulum apud Buium dicta die, cujus summa est quadraginta quatuor solidi Sac. In collectione autem census habet prepositus, sive qui ibidem debet interesse, xii. denarios Sac. et procuracionem suam,

(1) Correction d'une main plus récente. Le ms portait... « quadruplicem censum recipiendum ».

(2) Un blanc.

ut dicit set credo quod alterum illorum tantummodo. Prepositus vero domini Marioti de Foris affert tunc census domini sui, scilicet undecim solidos, duos denarios minus, Sac. et debet illos afferre in bursa alba et nova. Debet habere sex denarios Sanc. vel octo ut dicitur pro procuratione sua, quia dicitur quod solebat habere procurationem suam apud Suriacum ubi solebat eos afferre, et quittavit capitulum pro sex denariis, vel octo Sac., hoc modo quod non afferret illos undecim solidos apud Suriacum

(2 lignes en blanc)

In crastinum Sancti Stephani, id est in festo Sancti Johannis Evangeliste debet esse nuncius capituli apud Suriacum ut recipiat census quem dicta die habemus ibidem. Hujus autem summa est tridecim solidi Sanc. In censu isto habet prepositus Suriaci duodecim denarios Sanc. et procurationem suam, ut dicit.

Nota quod de illis vinginti tribus solidis sunt quadraginta denarii de censu communi, de quo superius mentionem fecimus in magno censu Sancti Germani; in illis autem quadraginta denariis habet Matheus Breveris (p) similiter, sicut diximus, quartam partem, id est decem denarios Sanc. ad vitam suam tantummodo. Et post decensum (1) suum, erunt capituli. Nota quod in terra Suriaci et circumquaque est lex vel emenda illorum qui non reddunt census suum ad diem quinque solidorum Sac. pro emenda que est prepositi, quia ipse tenetur ad festum persolvere de bursa sua.

F^o 341 recto

[M]inutam decimam Suriaci possunt ire acensare prepositi capituli a principio quadragesime in antea usque ad Ramos Palmarum quandocumque voluerint. Valuit autem anno vicesimo octavo quadraginta solidos Nivernenses, sine decem solidis Nivern. quos ego et dominus P. de Senereto habuimus. Item anno vicesimo nono valuit quadraginta solidos sine aliis decem solidis de logris, quos ego et magister Stephanus de Galardone habuimus. Aliquando valuit plus, aliquando minus; terminus denariorum est ad festum Sancti Johannis Baptiste; logre mediocres sunt quinque solidi Nivern. duobus prepositis capituli.

(4 lignes en blanc)

In annunciatione beate Marie habemus census apud Gemam, decem denarios Sanc. ut dicit dominus Gimo, scilicet quatuor

(1) Sic.

denarios a Rudolfo Tuebof et sex denarios ab heredibus Cauegam.

(2 lignes en blanc)

In crastinum Pentecostes habemus apud Suriacum de censu, quindecim solidos Sac. secundum summam receptam in anno Domini xxx°

(4 lignes en blanc)

In festo Sancti Germani habemus de censu apud Bui, a monachis de Callovio unum quartum avene de casali suo de Bui, heredes de Valle de Bui, unam minam frumenti. De terra de Cruce de Bui Mantellus et ejus heredes de hereditate sua, unum quarterium, heredes Pinonis de Bui, de terra de Marleu, duos boissellos, heredes Moreti de Bui, de hereditate sua, unum carterium fru[menti], Hucheret de Vauvoise, de terra Herberti de Bui, tres boissellos, Agnetart tres boissellos, de terra que fuit dicti Herberti, heredes Bonis // de Bui, unum carterium de terra que partitur cum heredibus dicti Herberti, relicta Petri Trespeau, duos boissellos de terra que fuit Herberti de Bui.

F° 341 verso

Apud Chaveneu debent heredes Andree de Vallibus de Chavenes unum carterium frumenti et unum modium vini; heredes Ren. de Vallibus dimidium carterium et dimidium modium vini, heredes defuncti Odini de Putheo, duos boissellos frumenti et dimidium modium vini.

(2 lignes en blanc)

Nota quod, ut dicit dominus Gimo, dominus Ar. decanus Bituricensis ad testimonium ipsius Gimonis asserentis dominum decanum in acensationibus terrarum faciendis nullum jus habere ipsas acensationes quitavit imperpetuum capitulo et earum servicia atque logras.

(Fin de la page blanche, 342 recto blanc.)

(En haut de la page, F^o 342 verso, gros caractères d'une main plus récente.)

DE BALLIA BENGIACI

Grangia Bangiaci habet quatuor latera principalia sibi appendicia, scilicet Raimum, Flavigne, Croces et la Chartilenge de Viri. Grangiam Bangiaci cum dictis appendiciis acensavit Reg. de Fonte et Raimundus Forrius anno Domini m^o. cc^o. xx^o. octavo. pro sexaginta quatuor modiis, per medium frumenti et ordeï, ad mensuram celarii vel granarii capituli. Fuerunt ibi preterea duo modiï avene de logris antique institutionis, quorum unum modium percipit semper decanus et uterque duorum prepositorum canonicorum quatuor sextarios, et prepositus laicus Bangiaci quatuor sextarios ad dictam mensuram. Anno autem vicesimo octavo valuerat tantumdem dicta grangia, set anno vicesimo nono non valuit nisi sexaginta modios, inclusis ibidem duobus modiis avene qui sunt de logris. Notandum quod dicti acensatores acensaverunt dicta latera grangie Bangiaci anno predicto hoc modo : Raimonum pro duodecim sextariis bladi ; Flaviniacum pro sex sextariis ; Croptas pro tribus sextariis ; Cartilengiam de Viriaco pro tribus sextariis. Et ita super corpus grangie Bangiaci remanerunt tunc sexaginta sextarios ⁽¹⁾ bladi. Sciendum preterea quod habemus prope Bangiacum quasdam terras acensatas, quarum fructus que ⁽¹⁾ usque modo ceciderunt in divisionem prebendarum, vel in amodiationem grangie Bangiaci sicut fructus decime de Tanay quam capitulum emit a Bartolomeo de Solario ; que terra acensata est Radufo et Andree Besoc et eorum heredibus pro tribus sextariis bladi, per medium frumenti et ordeï ad mensuram granarii, conducendis Bituris annuatim in festo Sancti Germani, et super hoc habemus litteras Ar., decani. Item Guischarus Cotins acensavit ad heredem a decano et capitulo terram que accidit ecclesie Bituricensi et Bernardo Chaudet, que est ⁽²⁾ et reddet inde de singulis annis ipse et heredes sui octo sextarios bladi, per medium frumenti et ordeï, apud Bangi in festo Sancti Michaelis ad mensuram granarii, et

(1) Sic.

(2) Un blanc.

est deputatum bladum istud ad expensas prepositorum usque modo.

Habemus pretereā in decima de Creum, que est prope Janiau vel Ronei (P) // quartam partem que acensata fuit anno vicesimo octavo quatuor sextarios per medium ad mensuram Montis Falconis et anno vicesimo nono quatuor sextarios et dimidium eodem modo, et emit eam magister Amisius de Duno pro anniversario suo singulis annis faciendo in Bituricensi ecclesia. In dicta decima habet aliam quartam partem dominus Galterus de Sancto Ursino, de vicaria sua; et dominus decanus medietatem.

F° 343 recto

Nota quod ab octavis Pentecostes usque ad festum Petri et Pauli quod est festum ville Bangiaci debent ire acensatum prepositi canonici Bituricensis ecclesie quandoconque voluerint set melius est ut sint ita in sabbatis sero et in diebus dominicis et lestivis quia tunc melius invenient homines et acensatores insimul et acensare volentes. Notantum etiam (1) quod tale pactum debent inire prepositi canonici cum accensatoribus quod reddiderint fere totum vel totum bladum Bituris infra festum Omnium Sanctorum et quando accipiunt fidejussōres de grangia, debent eos recipere pro ultimis decem modiis ad minus.

Notandum quod quinque homines in justicia Bangiaci comorantes colunt terram cum bobus, uno sive pluribus, vel caruca integra bobus omnibus suis, vel partim suis, partim alterius cum quo iniit consortium, vel vulgo dicitur asoutier, debent carruagium hoc modo; quando grangia Bangiaci est acensata et omnino est sata, vel quando remanet in manu capituli, ita quod capitulum non acensat eam, considerandum est quot sint ibi modii vel sextarii in corpore grangie Bangiaci cum la Cartilenge. Ita quod non comprehenditur ibi Raimum neque Flaveniacum, neque Cropte. Item considerantum est quot sint homines in dicta justicia qui habeant boves, vel boves suos, vel alterius arabiles; et postea parciendum est bladum in tot partes quot sunt dicti homines dictos boves habentes, et tunc debet quilibet istorum partem suam quadrigare Bituris, videlicet tot bladi ille qui non habet nisi unum bovem vel duos, quantum ille qui habet tres vel quatuor, vel plures vel carrucam. Item si colat terram cum // equis vel jumentis, uno vel pluribus, sicut dictum est, debet similiter carruagium, et si colat eam cum asinis vel summeriis, non debet nisi dimidium carruagium quia fuit judicatum quod duo asini currerent pro uno bove vel equo. Ab hac consuetudine

F° 343 verso.

(1) Sic, le correcteur. Le manuscrit portait : tamen.

excipiuntur hii sex, videlicet capellanus cum vicario et clerico suo si habeant boves, prepositus iudex, ille qui habet balliam de Charpagnes, ille qui colligit census Bangiaci quod solebat facere Bartholomeus de Solario, dux (*trois mots grattés*) et li franc de Saligny ut dicitur. Et nota quod omnes illi qui adducunt bladum debent habere quilibet illorum unum obolum Parisienum ⁽¹⁾ tantummodo ad bibendum super acensatores, vel super capitulum si capitulum faciat decimas suas in expensis propriis congregari.

Apud Bangiacum habemus ⁽²⁾ circiter triginta duo arpenta pratorum sita in diversis locis, de quibus ⁽³⁾ novem arpenta sunt super Asym prope nemus de Campegni. De aliis vero petiis, quia in diversis locis site sunt, et de facili describi non possunt, ad presens omittimus. Nota quod ista prata debent ire acensatum prepositi veteres vel de novo substituti a Pascha in antea quandoconque voluerint, quia quando magis tempestive acensantur tanto melius custodiuntur et curiosius ab illo qui emit herbam et clauduntur fossatis si voluerint. Sciendum item quod anno xx^o octavo valuerunt duodecim libras Nivern. cum logris decani et prepositorum canonicorum que sunt vinginti solidi Nivern., de quibus dictus decanus habet decem solidos, et quilibet duorum prepositorum canonicorum quinque solidos. Anno autem vicesimo octavo valuerunt ⁽⁴⁾ et anno vicesimo nono quatuordecim libras Nivern. cum dictis vinginti solidis lograrum que super sunt ibi. Notandum iterum quod quando acensant prata Bengiaci, semper intelligitur quod decanus habeat ibidem usagium ad equos quotquot habuerit secum in sua societate apud Bengiacum ab uno anno usque ad alium quotiensconque venerit ibidem, dummodo non excedit mensuram. Et similiter duo prepositi capituli et omnes nuntii // quotiensconque veniunt apud Bengiacum pro negotiis ecclesie tantummodo.

[N]ota iterum ex quo herba est in pratis de Champegni usque dum tollitur, habet ibidem dominus de Fonteneio usagium suum ad equos selle sue, sicut ad quatuor equos vel quinque, vel sex ad plus tantum modo, et hanc consuetudinem non solum habet [in] pratis nostris de Champegnie, sed etiam in tota pratea de Champagni, ita quod eque non debet levare consuetudinem suam

(1) Sic.

(2) Le correcteur : *solebamus habere*.

(3) Le correcteur : *adhuc*.

(4) Un blanc.

in aliis pratis sicut in nostris. Nota iterum quod Robertus de Champagni et heredes sui sunt pratearii totius pratee de Champagni ita quod eque bene aliorum pratorum sicut nostrorum et est exinde homo legius domini decani. Et quando servus domini de Fonteneio venit in pratis de Champagnie pro levanda consuetudine domini sui, non debet eam levare sine presentia et precepto Roberti pratearii et dictus pratearius debet servienti domini de Fontenaio assignare ut levèt consuetudinem domini sui una vice in quodam de pratis alicujus rustici, alia vice in prato alterius rustici, alia vice in quodam de pratis Beati Stephani. Termini denariorum debent esse ad Nativitatem Beate Marie primus et secundus in nundinijs leprosorum.

[D]ecimam vini et angaria sive corveas Bengiāci solent acensare insimul circa Assumptionem Beate Marie vel Nativitatem ejus, ita quod ante quod inceperint vindemie, acensata sint. Fuerunt autem acensata, anno vicesimo octavo tridecim libras Nivern. Reginaldo de Fonte, inclusis [i]isdem vinginti solidis qui sunt de logris. Et anno vicesimo septimo, duodecim libras, et anno vicesimo nono. Nota quod illi qui acensant decimam vini habent bannum quem habemus apud Bengiacum, qui incipit in vigilia Sancti Martini hyemalis inclusive, et durat usque ad vigiliam Natalis exclusive, ita quod si [in] vigilia Sancti Martini non haberet aliquis de villa in dolio suo quod est in taberna nisi unum sextarium vini et dimidium vel plus vel minus, ille qui habet bannum potest facere illam tabernam et omnes alias cessare. Nec etiam potest aliquis vendere vinum suum private in domo sua, quod si quis fecisse deprehensus sit a preposito ville vel ejus mandato et vinum et picherium erunt prepositi, et decanus ⁽¹⁾ // qui est dominus ville habebit emendam suam, et ille qui habet bannum perdas quas fecit ad probationem suam. Nota quod ille qui habet bannum non debet miscere aliud vinum in vino decime; quod si comprobatus sit fecisse, cadit in emendan decani ⁽²⁾. Nota iterum quod ille qui acensavit decimam vini Bengiaci potest ponere vinum de banno ad precium ad quod fuit carius vinum Bengiaco a vindemiis usque ad festum Sancti Martini hyemalis, et ad minus si voluerit, set non ad majus precium quod fuerat precium carioris vini ante bannum. Banno tamen preterito vel Natali, potest ponere eum ad quodcumque precium voluerit, quia tunc non tenentur homines Bengiaci emere vinum

F° 344 verso

(1) Le correcteur a : *capitulum*.

(2) Le correcteur : *capituli*.

illud nisi de voluntate sua. Nota iterum quod quamdiu racemi sunt in vineis seu virides, sive maturi, habent ibidem prepositi capituli usagium suum quando veniunt in villa, scilicet in viridis ad salsas et in maturis ad comedendum. Nota iterum quod apud Bengi non levatur decima vini sed duo decime et similiter bladi, set levatur decima minutorum sicut agnorum, vellerum et hujusmodi. Nota quod illi qui habent corveas vel consuetudines Bengiaci, habent carucas omnium hominum Bengiaci qui habent carucas. Ita quod nullus ab hac consuetudine excipitur, preterquam quinque videlicet prepositus, judex, li Chacepous de Champagnes qui est modo Humbaudus judex, ille qui colligit census ville, qui habet balliam quam habuit Bartholomeus de Solario, quam habet modo Odo Concoceaus et dux Bengiaci. Et preter hec capellanus Bengiaci. Habet autem acensator corvearum carucas justicie Bengiaci ter in anno, primo scilicet infra festum Sancti Andree, secundo infra ultimam ebdomadam marcii, tercio infra festum Sancti Johannis Baptiste. Valet autem predicta decima vini circa quadraginta modios vini; nota quod illi qui colunt terram cum ligonibus, vel carucis, vel novalibus emptis non debent angariam. Nota quod anno vicesimo octavo, erant in justicia vel potestate Bengiaci quadraginta // vel triginta octo caruce tam boum quam asinorum. Page denariorum decime vini et angariarum possunt esse una ad Natale quando vinum est venditum, altera circa Invocavit mē quando venduntur novalia carucarum. Tamen vidi quod prepositus Bengiaci, Michael capellanus de Estrichaco et Morellus Cornete, frater ejus, omnes denarios infra nondinas leprosorum Bituricensum ⁽¹⁾, anno Domini m^occ^oxx^oix^o erant apud Saliniacum tres carruce, quarum una francorum, que reddit decimam, non tamen reddit consuetudinem. Apud Carr. ⁽¹⁾ novem, apud Chaveau tres, apud Buicum sex, quarum una est leprosorum que neque reddit decimam neque consuetudinem, altera est Petri de Binch., qui reddit decimam sed non reddit consuetudinem, in burgo Bengiaci decem, set sunt de illis due et dimidia que non reddunt consuetudinem, tamen reddunt decimam: una scilicet prepositi et judicis insimul dimidiam habebit judex qui est ballivus et preco de Champaigne; et si quilibet istorum duorum haberet integram carrucam, non deberet corveam, tamen redderet decimam; summa redditium consuetudines, viginti quinque, vel viginti septem. Novalia Marcii valent quinquaginta solidos Niv. quolibet

(1) Sic.

viginti et quinque vendito pro duobus solidis Nivern.; novalia Sancti Johannis vel de Garetalles et Sancti Andree vel de Civetalles, quatuor libras quinque solidos minus. Quolibet istorum novalium vendito pro octodecim denariis quia minus valent quam novalia Marcii. Summa denariorum novalium circa sex libras et quinque solidos Niv. Nota iterum quod anno vicesimo nono habiti sunt circa septuaginta modii vini de decima vinee Bengiaci, quorum quilibet valuit sex solidos Nivern., unde ad hoc marchatum deberet valere totum vinum circa viginti libras vel viginti et unam Nivern. et angarie sex libras Nivern. Et vindemie constant quadraginta solidos Nivern. vel quinquaginta vel septuaginta ad plus // et ita debuit inde habere fidejussores de fructu, deductis expensis viginti quatuor libras Nivern. et coustaverunt ei viginti tres libras inde lucratus est viginti solidos, set hoc falsum. Immo perdidit centum solidos Niv., quia fecerunt ei injuriam in banno, quod non fuit bene observatum.

F^o 345 verso

In festo Sancti Martini hyemalis vel circa debent Bengiaci consuetudines acensari. Sunt autem hec; videlicet de quolibet sutore par sotularium; secundo melius ita quod ut dicunt. Sutor in manu sua accipiet vel melius et pejus par sotularium sine electione, et ille qui acensavit consuetudines Bengiaci melius par quod inveniet in multitudine sotularium, et hoc cum electione; de quolibet panifice, unum denarium singulis annis in festo Sancti Michaelis reddendum. De unoque carnifice qui etiam semel in anno in villa de Bengiaci carnes ⁽²⁾ vendiderit, unam jambam porci, in vigilia Natalis Domini persolvendam. Adhuc omnes carnifices qui porcus ⁽²⁾ a prima die adventus Domini usque ad natale Domini in dicto burgo mactaverunt, de singulis porcis unam jambam donare tenetur. Sciendum etiam quod quilibet carnifex similiter in adventu Domini de singulis bobus in dicta villa mactatis donabit armum, primo tamen tribus denariis eidem carnifici persolutis. Ista enim consuetudines venditit capitulo Humbaudus Capelli de Fonteneio, canonicus Beate Marie de Salis, quas habebat in dicta villa ratione paterne seu materne hereditatis et hos idem duo fratres ejus quitaverunt et etiam quicquid vir reclamabat in omnibus justiciis et duellis Bengiaci, in manu beati Villermi tunc temporis Bituriensis archiepiscopi, et super hoc habemus ejus litteras. Valuit autem anno vicesimo octavo vinginti solidos Niv. quos dedimus domino Bruno qui

(1) Le ms : *carnenes*.

(2) Sic.

F^o 346 recto

vadit ubi mittimus eum. Nota quod dicunt prepositi et Bernadus iudex quod aliquando vendiderunt consuetudinem solam carnificum vinginti solidos, et ita lucrati sunt consuetudinem panificum et sutorum. Terminus denariorum est ad Natale. Nota quod omnimodam consuetudinem reddit clericus apud // Bengiacum quicumque ille preter personam vel capellanum ville. Ille etiam reddit decimam de animalibus que habet in villa ubicunque sint, nisi in domo sua in qua manet, fuerint.

[M]agnus census Bengiaci est in festo Sancti Germani, cujus summa ⁽¹⁾. Nota quod apud Bengiacum nullum habemus acordamentum; set quando transfertur aliqua possessio de dominio ad dominium, duplicatur census tantummodo. Notum iterum quod in dicto censu in predicto festo recepto, habet prepositus Bengiaci duos denarios Par. Item iudex duos denarios Par. Item Humbaudus iudex qui est serviens de Champagnie duos denarios Par. Iste Humbaudus tenetur nantare vel submonere charreium vel aliquem ajornare, vel quodlibet alium honestum facere apud Charpagnes ad preceptum prepositi vel iudicis, vel amborum insimul. Item tenetur ire vel mittere post carucas quando levantur corvee capituli et ministrare in propriis expensis les rootes vel prors, quod idem est, ita quod si per defectum de roortes, amitteretur.

[D]e Ecclesia Bengiaci reddit singulis [annis] dominus Pontius Bituricensis capitulo de censu sexaginta solidos Par. et ccc. candelas quorum vinginti solidi Par. et centum candeles sunt reddende ad festum Omnium Sanctorum et totidem solidi et candeles ad Pascha et totidem solidi et candeles in inventione beati Stephani in Augusto. Et desuper exhibere tenetur candelas decano quando venerit apud Bengiacum, sed non proposito capituli. Apud Avor habemus duos solidos Nivern. de censu in octabis Omnium Sanctorum. In festo sancti Martini hyemalis habemus censum apud Bengi cujus summa est ⁽²⁾ et in dicto censu habet quilibet dictorum trium serventium duos denarios Par.

[A] Natali in ultra debent prepositi capituli ire acensatum furnum Bengi vel Bituris loqui cum hominibus Bengiaci et acensare furnum si ibidem invenerint eos. Et est terminus precisus acensationis dicti furni quandoque ad Natale, quandoque in Epiphania Domini, quandoque ad // Candelosam, videlicet secundum quod traditus fuit precedenti anno et secundum quod illi

(1) Un blanc.

(2) Un blanc.

F^o 346 verso

qui acensarunt illum dimittunt illum. Fuit autem acensatus Bernardo Judici anno vicesimo octavo, duodecim libras et sex solidos Niv., inclusis vinginti solidis Nivern. de logris, qui sunt medietas decani, et alia medietas duorum prepositorum capituli. Anno autem vicesimo octavo, sex libras et dimidiam cum logris, quia bladum tunc erat quasi pro nichilo. Ita erat vile. Prima paga denariorum est ad festum Beati Johannis Baptiste et secunda ad Natale. Et debemus de bursa capituli reparare si quod reparandum sit in furno nisi in mercato et acensatione furni excipiatur.

A festo Beati Stephani in crastinum Natalis Domini habemus censum apud Bengi cujus summa est ⁽¹⁾ et in dicto censu habent tres servientes quilibet duos denarios Par.

In purificatione Beate Marie habemus in molendino judicis octo solidos Nivern.. Hujus molendini est vicarius Humbaudus judex. Quo mortuo immunes erunt heredes judicis a pensione quam reddebant de molendino, videlicet octo solidos in dicto festo et octo solidos Nivern. ad Pentecostes; et capitulum saisiet molendinum et stagnum desuper et faciet de eo suam voluntatem.

[M]inutam decimam Bengiaci debent ire acensatum prepositi a principio quadragesime in antea quandoque voluerint. Habemus autem minutam decimam ubicumque et magnam; et in ea parte ubi habemus magnam, levatur autem hoc modo in justicia Bengiaci, de quolibet denario agnorum et vellerum unus agnus et unum vellus, hoc modo quod decimator non eliget. Postquam decimator sciet per inspectionem vel juramentum illius cujus sunt agni et vellera quot agnos et quot vellera debet habere; ille qui habet vel cujus sunt agni et vellera affert decimatori tres agnos et tria vellera, et decimator accipiet agnum quem voluerit ex tribus; similiter et vellus. Et ille cujus sunt agni et vellera non ponet duos residuos // agnos vel duo residua vellera cum aliis, set segregati in aliam partem ⁽¹⁾ etiam post ea ei afferret alios tres agnos et sic eodem modo quousque habuerit totam decimam suam agnorum et lanarum et hoc in diversis temporibus. Quia agni levantur circa diem Iovis in Cena Domini et lane ad vicenam Maii. Tamen in justicia Bangiaci et apud Flavignacum servantur per octo vel quindecim dies. Aliter autem non ita, propter participes qui tantum forte non expectarent. Dixi quod de quolibet denario levatur unus agnus et unum vellus in jus-

F° 347 recto

(1) Un blanc.

ticia Bengiaci; et si sit minus quam decem vel plus quam decem dummodo non perficiant viginti de quolibet agno et vellere habet decimator unum obolum. In aliis vero locis que ⁽¹⁾ non sunt de justicia Bengiaci eodem modo se habet, preterquam in agnis vel velleribus paucioribus decem vel pluribus decem et paucioribus viginti. Non levatur pro agno vel vellere nisi una pictavina tantummodo. Notandum vero quod si die illo quo levatur decima agnorum vel vellerum transirent oves vel agni per decimationem illam ad aliam villam vel locum, decimator illius decimationis levaret decimam agnorum vel lanarum dummodo posset jurare vel ostendere quod eadem die levasset decimam nisi mercator cujus sunt agni vel oves posset legitime jurare, sed esset talis quod juramentum suum esset receptibile, quod dicta oves vel agni alias decimati essent illo anno. Est autem illa consuetudo in levatione decime agnorum quod fetus vel agni agnorum qui decimati sunt anno preterito, fetus inquam illorum agnorum non decimantur anno sequenti neque fetus illorum fetuum anno tercio. Et sic in infinitum, tamen secundo anno et deinceps quamdiu vivunt; post primum agnum fetus illarum matrum semper decimantur, et nichilominus semper lane matrum quolibet anno decimantur. De decimis vero porcorum seu cochetorum et vitulorum unius anni, dico quod de quolibet denario levatur unum apud Bengi et circa. Si vero pauciores decem vel plures duodecim et pauciores viginti vel triginta // et sic de aliis per denarium multiplicationem fuerint, non levatur pro singulo masculo nisi unus denarius monete patrie et pro singulis feminis unum obolum et hoc tam in justicia Bengiaci quam extra. Nota iterum quod in nostra decima Bengiaci habet prepositus Bengiaci unum agnum similiter et unum vellus; et judex similiter illa duo. Et propter hoc debent judex et prepositus tradere unum servientem, si requisiti a decimatore fuerunt, qui ibit cum decimatore per justiciam Bengiaci tantummodo et tradet ei vadia pro decima si necesse fuerit. Tamen decimator tenetur dictum servientem procurare.

[V]aluit autem nostra decima Bengiaci anno vicesimo octavo duodecim libras Nivern. cum logris, scilicet viginti solidos ejusdem monete, quorum decem sunt decani et decem duorum prepositorum canonicorum. Anno autem vicesimo nono valuit viginti et unam libras et decem solidos cum logris. Bernardus

(1) Sic.

de ⁽¹⁾ habuit illam. Termini denariorum possunt esse medietas in octabis Pentecostes, alia ad feriam Sancti Austregisili estivalis, quia in dicta feria possunt vendere et exspectare agnos et vellera, et inde pagare; et alia medietas ad festum Magdalenes vel totum ad primum terminum.

Habet capellanus Bengiaci decimam viciarum, cicerum et omnis liguminis quod non venit ad ligamentum preter pisorum et hoc habet solummodo in justicia Bengiaci et non apud Vinacum vel Flavignacum vel Ramonum vel Croptas.

[H]abet autem capitulum Bituricense mortaliā seu manum mortuam sive eschaetam, quod idem est, apud Bengiacum. Est autem mortalia, sive manus mortua, eschaeta que accidit ex morte sive decessione alicujus. Fit autem vel accidit tripliciter quandoque enim ex morte patris vel matris, quando ex morte fratris vel sororis. Tercio vero ex morte vel propter mortem mariti vel uxoris. Ex morte patris vel matris adhuc dupliciter in masculis et feminis quia, quando decedit alteruter sine herede, accidit portio ipsius. Quando ambo, totum accidit. Quando vero moritur alteruter et partiti sunt liberi, nichil parte eorum percipiunt. Sed si partiti sint // et decedat alteruter, portio illius qui decessit accidit. Et ecce secundus modus in masculis et feminis communiter. In filiabus vero accidit paterna vel materna heredes ⁽²⁾. Mortuis patre vel matre ⁽³⁾ primo quando nupserunt; postquam enim maritate sunt, nichil percipiunt amplius de possessionibus vel mobilibus patrum vel matrum decedentium. Secundo vero quando maritant se filie vel nubunt cum viro alterius domini sine consensu domini sui. Tunc enim quando sic nubunt, nichil in paterna vel materna hereditate percipiunt; et hec consuetudo est in tota terra Montis Falconis. Ex morte vero fratris vel sororis accidit eschaeta quando partiti sunt et divisi ad invicem. Tunc vero quando partiti sunt altero eorum decedente, alter vel reliqui nichil percipiunt in re decedentis. Ex morte vero mariti vel uxoris quantum sunt accidit nobis eschaeta. Videlicet quando alteruter, decedit medietas totius, et post decesum alterius superstitis, alia medietas. Vel si ambo decedant insimul, totum accidit insimul sicut aliquando fieri solet. In quantum sic sunt dixi ad differentiam maritorum vel uxorum qui habent filios et filias, vel filias, vel fratres, vel sorores. Quando

Fº 348 recto

(1) Un blanc.

(2) Sic.

(3) Un blanc.

enim habent liberos sicut se habent de patribus et matribus decedentibus, sic et de illis et sicut se habet de fratribus et sororibus sic de illis.

Nota quod noti seu spurii seu bastardi, quod idem est, nichil percipere debent de paterna seu materna hereditate quantum ad edificia sive immobilia, tamen possunt eis legare de mobilibus suis rationabiliter. Nota iterum quod ex quo homines illi qui debent mortaliam sunt positi causa infirmitatis inter quatuor pedes lecti, quod gallice dicitur ex quo sunt inter les quatre quepox lecti, nullum edificium possunt dare vel legare; antea tamen bene possent. Neque etiam mobilia sua nisi partem illorum et rationabilem seu moderatam. Quod si mobilia ⁽¹⁾ legarent vel etiam de mobilibus plus quam deberent, non esset elemosina durabilis vel tenax, nisi domino suo placeret. Nota iterum quod dominus qui habet eschaetam totum persolvat debitum mortui et etiam expensas que fiunt in morte ipsius. Nota iterum // quod si ille qui est propinquior in parentela vel sanguine mortuorum velit dare de eschaeta quantum aliquis alius, debet habere illam.

F° 348 verso

[T]unc accedamus ad emendas que levantur ratione animalium deprehensorum in campis in quibus colligantur blada et in pratis antequam colligantur et in vineis ante vindemias vel etiam in ipsis vindemiis vel in nemoribus positis in forestam, de quolibet autem bove vel vacca deprehenso sine custodia in campo, prato seu vinea, de die vel nocte, quinque denarios; et si deprehendatur die cum custodia, septem solidos et sex denarios et si nocte cum custodia facta, quadraginta solidos. Et non debet hujusmodi animalia trahere extra justiciam in qua cepit ea in terra Montis Falconis, sed ad ducem prepositorum. Et sunt hujusmodi emende sive leges justicie, et ille cujus sunt campi, prata et vinee debet habere dampna sua ad juramentum illius cujus sunt animalia, ita quod juret quod credit se dedisse vel restituisse tantundem vel plus quam alter perderet.

(Fin de la page blanche,
F° 349 recto sur un sujet différent.)

F° 349 verso

[T]unc ad differendos redditus quos Bituricensis ecclesia habet Ultra Carum accedamus, et primo ad illos quos habet in ballia de Voeto et apud Paudiacum et circa; secundo vero ad illos quos habet in justitia de Chiriaco et apud Maciacum et circa. Nota

(1) Le correcteur : *immobilia*.

quod in tota ballia de Voeto nullam habet capitulum decimam set purum terragium. Valet autem terragium dictum singulis annis bonis et malis, id est fertilibus et sterilibus somptis communiter circa sexdecim modios bladi per medium frumenti, scilicet et ordeï ad mensuram Exolduni, qui bene valent duodecim modios et novem sextarios ad mensuram Bituricensem vendentem et ementem ; et accipitur semper undena garba pro terragio. Et nota quod rusticus qui gallice dicitur paisant non erit unquam ita audax quod tollat garbas suas de agro quousque terragiator levaverit terragium. Immo postquam collegerit bladum, debet eum requirere semel vel etiam bis ac tercio si terragiator voluerit vel per negligentiam vel maliciam suam, ut veniat levare terragium. Qui postquam venerit computando usque ad quartum terragium garbarum terragiator accipiet quan[do]que ⁽¹⁾ voluerit de ultimo termino. Et quilibet rusticus tenetur quadrigare cum vehiculo suo totum terragium levatum a blado suo quocunque voluerit terragiator, dummodo hoc sit infra balliam de Voeto. Si vero post trinam vocationem non veniret terragiator, rusticus posset tollere omnes garbas suas et etiam portare terragium sine emenda. Tamen redderet postea terragium ad suum juramentum proprium. Si vero rusticus tolleret garbas suas de agro ante trinam vocationem, levarentur ab eo quinque solidi, vel septem solidi et dimidius monete Turonensis pro pena vel emenda vel lege, quod idem est, et nichilominus redderet terragium ad suum juramentum.

[H]abet preterea capitulum in quolibet domo vel foco, si plures familie manerent in eadem domo, sicut multociens contingit, totius ballie de Voeto in qua non sunt boves unam minam // avene et de qualibet in qua sunt boves, unus vel plures, unum sextarium pro anniversario Radulfi, domini Exolduni juvenis, que avena bene valet usque ad viginti duo sextarios avene, et semper redditur in festo Sancti Michaëlis. Debit autem dicta ballia dictam avenam per conventionem quandam que talis fuit : habebat enim dominus Exolduni dictam consuetudinem in quadam villa sua que decitur Villa Nova de Barillum, et in ballia de Voeto herbagium suum semel in anno quando habebat guerram ; pro qua consuetudine herbagii gravabat eos quandoque malitiose, cum volebat. Qui dominus Exolduni, ad preces et instantiam capituli, remisit eis dictum herbagium hoc modo quod

F° 350 recto

(1) Le ms : *quantque*.

(2) Sic.

redderent dictam consuetudinem avene pro anniversario suo, et homines de Barrillum quitti essent de illa quantum ad capitulum, non tamen forte quantum ad ipsum dominum.

[P]ro anniversario Radulfi domini Exolduni patris dicti Radulfi juvenis, habet capitulum angarias suas sive corveas et alias consuetudines in ballia de Voeto et non percipit ibi capitulum nisi medietatem, et quidam heredes aliam qui sunt hujusmodi. De quolibet homine existente in tota ballia de Voeto qui colit terram cum bobus, unò scilicet vel pluribus, suis vel alterius, decem et octo denarios monete patrie in quibus dicti heredes habent medietatem, scilicet novem denarios et capitulum reliquam pro dicto anniversario, et similiter de illis se habet. Horum decem et octo denariorum, sex sunt reddendi ad festum Sancti Johannis Baptiste et alii sex ad festum Omnium Sanctorum et alii sex ad Pascha vel in quadragesima. Habiti autem sunt dicti denarii hoc modo : solebant enim homines dicti tradere carrucas suas ter in anno, scilicet in festo Sancti Johannis Baptiste ad faciendos les gares : secundo circa festum Sancti Andree ad cooperienda sata hyemalia ; tercio in Marcio ad tremois et ad maroesches ; et computata fuerunt antiquitus quodlibet istorum trium novalium seu iste tres corvee quelibet in sex denarios. Unde pro illis tribus reddunt decem et octo denarios. // Debet preterea quilibet totius ballie de Voeto qui habet porcos de quolibet porco ab uno in antea usque tridecim, unum denarium, ita quod semper haberet unum porcum liberum de quo nichil reddit qui dicitur gallice tartus, quem nutrit in domo sua ad habendam carnem salatam et lardum. Itaque de uno nichil reddit, de duobus vero reddit unum denarium, de tribus duos denarios, de duodecim porcis undecim denarios, de tredecim porcis duodecim denarios. Et si haberet plus quam tredecim, scilicet centum vel mille vel quotquot volueris, non redderet inde nisi duodecim denarios, in quibus habemus medietatem pro dicto anniversario, et dicti heredes alios denarios. Isti autem sunt reddendi in festo Sancti Germani. Item pro eodem anniversario debet quilibet focus vel quelibet ⁽¹⁾ domus et quilibet homo qui habet duas gallinas vel plures unam gallinam tantummodo. Et si non habet nisi unam gallinam, vel unam gallinam et unum gallum, nihil redderet. Et sunt reddende galline iste ad Carniprivium. Item quilibet de dicta ballia qui collegit fenum debet unam trossam feni, id est duodecim denarios Turon. pro trossa feni, et erit quittus

(1) Sic.

a trossa feni. Et si habeat mille arpenta praterum non plus redderet; et si nonnisi unum quantum prati haberet nichilominus dictos duodecim denarios reddere[t]. Et sunt reddendi in Marcio. Et habent ibidem dicti heredes unam medietatem et nos aliam pro dicto anniversario.

Aliud quoque bladum habet capitulum in ballia de Voeto, quod dicitur bladum hereditatum. Appellatur autem bladum hereditatum quia antiquitus, quando rustici recipiebant terras et hereditates suas a decano Bituricensi, qui tunc temporis erat, contractum faciebant cum eo quomodo deinceps totalem hereditatem quam tunc possidebant, tenerent deinceps reddendo unam censam bladi; scilicet unus pro sex sextariis bladi, alius, pro tribus sextariis, alius pro uno modio, secundum videlicet quod magis vel minus tenebat de terris. Et tunc quando sic acensaverunt terras suas, non reddebant de illis terragis // neque poterant de illis auferri de cetero. Immo sub tali censa bladi eas tenebant et propter hoc dicitur bladum hereditatum. Tenentur autem illi qui debent bladum illud quadrigare illud Bituris in propriis vehiculis et expensis post submonitionem factam primo a iudice de Voeto per octo dies. Notum autem quod predicti homines debent habere procuracionem suam super capitulum Bituricensem post quam adduxerunt bladum, panem et vinum scilicet; et carnem unum ferculum carnis tantummodo, in domo prepositi de Ultra Carum vel in quacunque alia domo voluerit capitulum. Nota quod quando duo vicarii acensarunt terram capituli de Ultra Carum ad quinque annos, habebunt pro carruagio tres sextarios bladi et sex denarios Turonen. ab illis qui debebant carruagium. Valêt autem bene bladum hereditatum circa sex modios per medium. Set modo non sunt ibi nisi quinque modii et dimidium, quam hereditatem P. de Claustro et Guillermus Malefins canonici Bituricenses emerunt videlicet P. de Claustro prata et Guillerimus Malefins terras quas dimisit capitulo pro anniversario suo, de quibus habemus unum modium bladi per medium et decem solidos Turon. a capellano de Paudi ad vitam suam tantummodo, et tamen multo plus valent. Nota quod in ordeis hereditatum ballie de Voeto habet prepositus canonicus de Ultra Carum, nescio seu quindecim sextarios posse seu medietatem quotquot sint ibi modii et hoc tenet a decano in feodum. Item habet infeodum ab eodem justicia omnium hominum ballie de Voeto, et etiam omnium hominum quos habet Bituricensis ecclesia Ultra Carum, salva tamen judiciaria potestate de Voeto

F^o 351 recto

F° 351 verso

judici de Voeto, et prepositura de Chiriaco Girardo Nerom quam dictus Girardus habet ad hereditatem. Sed dictus iudex non habet illam nisi ad vitam suam tantummodo et utranque ⁽¹⁾ confert decanus similiter et preposituram de Ultra Carum; et prepositus canonicus de Ultra Carum tenetur facere ei hoc servitium, scilicet afferre ei capam serici in festis annalibus, cantoris scilicet vigilia ad vespervas, et sero ad matutinas et in die ad magnam missam et ad vespervas et tale officium debet succentor cantori et archipresbiter // archidiacono. Cadit autem istud bladum in divisionem grosse prebende cum blado terragii, cujus mentionem fecimus in principio. Preterea in divisionem grosse prebende cadit quoddam aliud bladum quod habet capitulum in ballia de Voeto, quod dicitur bladum casalium. Dicitur autem bladum istud casalium, quia de casalibus redditur, hoc modo, quando aliquis homo capituli seu alterius domini vult edificare in terra capituli apud Voetum, acensat quandam aream sive plateam ad edificandum, et dat inde unum sextarium ordeï sive minam, vel duos sextarios, vel plus vel minus, secundum quod vult habere largam plateam ad edificandum vel in pejori loco vel in meliori. Dat inde preterea unum caponem, vel duos et bene valet bladum istud casalium, quia de casalibus redditur, hoc modo, quando non fuerunt acensata antiquitus nisi ad ordeum. Bene possent tamen acensari ad frumentum; sed propter logras quas prepositus de Ultra Carum recipit, minus acensantur et forte propter predictas logras dicti prepositi cujus interest tradere plateam ad casale quando acensatur ad ordeum, quando posset acensari ad frumentum. Habentur autem de dictis casalibus circa sexaginta capones, vel septuaginta, et hoc ordeum non tenentur quadrigare illi qui debent istud consueverunt autem reddere bladum istud casalium.

(Fin de la page blanche, F° 352 recto,
liste des chanoines, verso blanc jusqu'à moitié.)

F° 352 verso

[N]ota igitur quod omnia hujusmodi blada cadunt in divisionem gros[s]e prebende, scilicet terragia circa sexdecim modios ad mensuram Exolduni qui bene valent duodecim modios et novem sextarios ad mensuram Bituricensem, per medium frumenti scilicet et ordeï. Item bladum hereditatum, scilicet circa tringinta et novem sextarios, quia cum dixerimus ibi esse quinque modios, id est lx. sextarios ⁽¹⁾. Et de illis cadunt sex sextarii

(1) Sic.

(1) *Quia... sextarios*, annotation marginale.

per medium pro hereditate Giraudini empta et quindecim sextarii ordeï quos habet prepositus canonicus et ita non remanent nisi triginta novem sextarios quorum viginti septem sextarii sunt frumenti et viginti duo ordeï ad mensuram Exolduni. Item circa quadraginta duo sextarii ordeï de casalibus ad mensuram. Exolduni, qui se habent fere in tali proportionem ad mensuram Bituricensem, sicut Turonenses ad Parisienses, scilicet quindenarii. Valent enim quindecim sextarii ad mensuram Exolduni duodecim sextarios ad mensuram Bituricensem. Item cadunt in dicta divisione grosse prebende circa ⁽¹⁾ sextarios. De grangia Oliveti et in festo Sancti Stephani quod est in crastinum Natalis, habet // capitulum circa quadraginta solidos Turon. de censu in ballia de Voeto et apud Paudiacum.

F^o 353 recto

(Blanc de 5 lignes)

(Deux mots inutiles ajoutés autre écriture cursive.)

(Habet pretereā)

Circa quinquaginta arpenta pratorum, ut dicunt, habemus in ballia de Voeto apud Paudiacum libera nobis ab omni consuetudine, et debent acensari in Marcio quia in maxima parte in sicco sunt posita. Et si non essent cito acensata et cito posita in custodiam et bestie patrie comederent primam herbam, parum deinceps postea valeret. Valent autem herbe dictorum pratorum singulis annis, ut dicitur circa septemdecim libras Turonenses vel octodecim libras Turonenses.

[N]ota quod totalis justicia ballie de Voeto, tam magna quam parva, capituli est vel prepositi dicti capituli, et ibi potest capitulum vel ejus mandatum evaiglare hominem, .i. extra terram suam mittere, mutilare membrum, et suspendere et furcas erigere, gagium duelli recipere et dictum gagium in curia sua deducere et etiam ipsum duellum, et breviter omnem consuetudinem justiciaram.

[M]ortuam sive manum mortuam habet capitulum in omnibus hominibus sive feminabus suis Ultra Carum ubicunque sint et etiam in servientibus preterquam infeodatis. Differt autem quia [a]ut vir aut mulier erunt ambo homines dicti Stephani, aut alter tantum si alio vel alterutro decedente utroque eorum vel alteruterque sine herede, portio sive hereditatis eorum vel alterius accidit, in qua eschaeta capitulum habet duas partes et prepositus canonicus de Ultra Carum terciam; et si habeat libe-

(1) Un blanc.

Fº 353 verso

ros et si sint partiti ad invicem nichilominus accedit. Si vero non sint partiti liberi, accedit constat ⁽¹⁾. Sed distinxit quia si vir // et mulier sinte jusdem domini id est capituli, eschaeta et capitulum. Si vero vir et mulier tantum, hanc nota consuetudinem que est in terra Exolduni, scilicet quod si vir et mulier diversorum dominorum habent unicum liberum vel heredem, filium vel filiam, sequitur heres ille dominium patris; et ita patre mortuo, ille heres habet eschaeta ipsius. Matre mortua, ille heres nichil percipit in eschaeta matris, quia non est ejusdem domini cum matre; immo dominus matris percepit illam. Hoc dico de rebus illius vel que movent de capite matris; et si heres ille decedat sine herede et sit partitus, eschaeta est domini sui patris. Si vero habeant duos liberos, pater habet quem voluerit et mater reliquum ad partem suam. Et ille qui est patris cedit ante dominium patris, et ille qui est matris ad dominium matris et similiter habet de herede matris. Idem de illo qui per partitionem cedit ad dominium patris. Si vero habeant quatuor heredes masculos vel feminas indifferenter, pater accipit primo quem voluerit ad partem suam, et ille cedit ad dominium patris; postea vero mater accipit duos quos voluerit ad partem suam, et illi cedunt ad dominium matris; et pater habet quartum. Si vero habeant quinque vel sex vel plures heredes eodem modo se habent, quod pater primo eligit unum, et mater postea duo, et postea pater unum et postea mater alium, et sic deinceps. Si vero sit ibi tertius heres vel quintus vel septimus, vel in alio numero, expectatur restauratio alterius heredis, id est quod alius heres nascatur ex matre et patre, et tunc habet pater unum et mater alium. Et si non fiat restauratio per generationem vel procreationem alterius qui faciat parem numerum heredum, heres ille impar cedit ad patrem et ad dominium patris. Similiter se habet de duobus, .iii., sex et sic deinceps heredibus quantum ad mortaliam. De tercio vero vel quinto vel septimo et sic de quolibet impari, sicut de unico, quia semper est patris si sit impar et non per procreationem fiat restauratio. //

Fº 354 recto

Nota quandam consuetudinem sive penam esse illorum ad quos pertinet res vel hereditas defuncti. Quia dominus cujus homo vel femina decessit, ex quo vel ex qua accedit ei eschaeta, mandat coram se propinquiores in sanguine illi qui decessit, et qui tenentes sunt vel in possessione rerum illius qui decessit, vel vadit in dominum illorum et querit ab eis que sunt illa que

(1) Sic.

habent ut de illis accipiat partem que contingebat illum vel illam qui decessit. Qui si postquam fecerint ei juramentum quod fideliter ei ostendent quicquid habent, quod juramentum tenentur facere, non ostendant vel nominent omnia quaeconque habent; et ille dominus cujus accidit eschaeta possit po[s]tea invenire aliquid quod non sit ostensum vel nominatum de illis que possidebant vel habere debebant, dominus cui accidit eschaeta habet illud totum sine participatione. Ita quod illi qui prius habebant ibi partem suam nichil ibi de cetero per ipsam consuetudinem ibi habent, sed ipsi remanent perjuri, et dominus cui accidit eschaeta totum illud debet habere, quia non fuit nominatum vel ostensum a parentibus.

Nota iterum aliam consuetudinem esse in terra illa, quia quando mulier maritatur homini de altero dominio habenti plures fratres, qui fratres habent uxores suas, quod mobilia que asportat mulier alterius domini veniunt in commune cum mobilibus que habebat maritus suus et frater mariti sui et etiam uxores eorum, et iterum mobilia dictorum fratrum et uxorum sunt communia illis et commune uxori que est de alieno dominio. Et quando moritur mulier illa que est de alieno dominio, ita quod non habeat heredem qui cessent ⁽¹⁾ ad partem suam et ad dominum suum, dominus illius mulieres partitur omnia mobilia cum viro illius femine sue defuncte et fratribus ejus et uxoribus fratrum; et quilibet de fratribus et quilibet de uxoribus computatur pro uno herede, percipiendo in illis mobilibus, et quotam portionem illorum mobilium percipit unusquisque fratrum mariti femine mortue, et etiam ipse maritus et etiam uxores fratrum. Totam portionem illorum mobilium debet percipere. // dominus illius femine mortue et si illa femina haberet acesia de capite suo moventia, accident domino, et nichil haberet in eis maritus ejus nec frater mariti nec uxores eorum et econtra dominus femine defuncte nichil habet in edificiis mariti qui est mariti ⁽¹⁾ qui est de altero, nec fratrum ejus ne[c] uxorum dictorum fratrum.

Fº 354 verso

Nota iterum aliam habere consuetudinem dominos super homines vel in hominibus vel feminabus suis decedentibus; scilicet quod omnes decedentes, sive homines, sive femine, dummodo sint capitales, id est chaidame tenentur legare immo magis dimittere dominis suis aliquid secundum facultatem suarum quantitatem et recognitionem homagii sui vel domini; et si

(1) Sic.

nichil forte daret domino suo aliquis decedens omnia bona ipsius essent domini sui, ita quod ad voluntatem posset dominus facere sibi legatum. Et hoc debet primo facere ille qui est in ultima haberet melius indumentum, scilicet melius supertunicale vel preposito vel ballivo suo, quod idem est, duodecim denarios videlicet vel duos solidos vel quinque secundum quantitatem facultatum suarum. Quod si non faceret dictus serviens vel prepositus haberet melius indumentum, scilicet melius supertunicale vel meliorem tunicam vel pallium. Tercio vero tenetur facere legatum sacerdoti suo. Et sciendum quod in ultima voluntate positus quod gallice dicitur entre les quatre quepoz do lit nemini potest legare aliquem ⁽¹⁾ edificium vel immobile, nisi domino suo, non capellano suo pro anniversario suo nec etiam alicui de parentibus suis qui non sint heredes; neque etiam potest legare mobilia sua alicui nisi moderate. Quod si faceret legatum immoderatum secundum quantitatem facultatum suarum, non teneret nec valeret; immo dominus moderaretur legatum ad voluntatem suam secundum scilicet quod deberet et quod consuetum est.

(1) Sic.

LEXIQUE

des principaux termes employés dans l'Extente

ACEIUM. — *Acé* ou *Assay*. — Village du domaine de Beaulieu, f° 330 recto-verso, 331 recto, 332 recto-verso, 334 recto, 335 recto-verso, 336 verso.

ACEIO (ROBERTUS DE). — Robert d'Assay, clerc, a acensé la grange d'Assay, f° 330 recto.

ACENSARE. — *Donner à cens*. — Remettre une terre contre un certain loyer annuel soit en argent, soit en nature ; employé aussi dans le sens d'affermage. Un tiers perçoit les revenus d'un domaine soit en entier soit partiellement contre paiement d'une certaine somme, cet affermage est renouvelé tous les ans et varie d'une année à l'autre, opération extrêmement courante puisque tous les revenus du chapitre sont ainsi acensés. F° 330 recto, 331 recto-verso, 332 recto, 333 recto-verso, 334 verso, 335 recto-verso, 338 recto-verso, 339 verso, 341 recto, 342 verso, 343 recto, 344 recto-verso, 345 verso, 346 recto-verso, 350 verso, 351 recto-verso, 352 recto.

ACENSATIO. — *Acensement*. — Affermage de la prévôté de Beaulieu, f° 335 verso, 336 recto ; de la grange de Sury, f° 338 recto ; du four de Bengy, f° 346 verso.

ACENSATOIRES. — *Ceux qui prennent à cens*. F° 332 verso, 336 recto, 338 recto, 346 verso.

ACORDAMENTUM. — *Accord, coutume*. — Il n'y a aucune coutume de ce genre qui permette aux chanoines de s'opposer au transfert des censives de Bengy. Seul existe un droit de lods et ventes. F° 346 recto.

ACTOR. — *Plaignant*. F° 336 recto.

ADVENTUS. — *Avent*. — Période de pénitence pendant laquelle, pour toute bête abattue, est dû un droit spécial. F° 345 verso.

AGNETART. — *Tenancier du chapitre*. — Redevable d'un cens à Bué. F° 341 recto.

AGNUS. — *Agneau*. — Objet de la dîme qui portant d'abord sur les fruits de la terre s'est étendue ensuite au croît du troupeau (agneaux) et aux toisons. Cette dîme est d'un revenu élevé en rai-

son de l'importance des troupeaux, et sa levée est prévue avec précision à Beaulieu, f° 335 recto ; à Bengy, f° 346 verso, 347 recto ; elle fait l'objet d'une redîme, démembrement donné à un autre personnage que le titulaire de la dîme, f° 336 verso.

AIGRET (GAUFRIDUS). — A vendu un cens au chapitre. F° 340 recto.

ALVEUS AQUAE MOLENDINI. — *Fosse d'un moulin à eau*. — Exemple de l'origine d'un cens, le chapitre cède au meunier un terrain pour agrandir sa fosse contre quatre deniers que devront payer annuellement le meunier et ses héritiers. F° 334 recto.

AMODIATIO. — *Amodation*. — Remise d'un revenu contre une somme quelconque, synonyme d'affermage. F° 332 recto, 342 verso.

ANDRE DE VALLIBUS DE CHAVENEO. — Tenancier du chapitre dont les héritiers sont redevables d'un cens à Chavignol. F° 341 verso.

ANGARIA. — *Corvées*. — Elles sont dues par les paysans sur les terres de leur seigneur et impliquent presque toujours le servage ; elles ne sont pas imposées sur tout le domaine, mais seulement à Bengy, corvées de labour qui ont lieu trois fois par an, f° 344 recto-verso, 345 recto, et Outre-Cher corvées de charrois, 350 recto, qui sont d'ailleurs rachetables.

ANNIVERSARIUS. — *Jour anniversaire de la mort*. — Quand il s'agit d'un donateur on célèbre ce jour-là une messe à son intention, c'est également le jour choisi pour partager les revenus de sa libéralité. Usage constant au moyen âge où presque toutes les libéralités sont faites dans une intention pieuse. F° 331 recto, 332 recto, 338 verso, 343 recto, 350 recto-verso, 351 recto, 354 verso.

ANNUNCIATIO BEATE MARIE. — *Annonciation*, le 25 Mars. — Terme du cens, f° 341 recto.

ANNUS NOVUS. — *Année nouvelle*. — Redevance levée à cette occasion et comprise dans les revenus de la prévôté de Beaulieu ; elle comporte deux deniers de Sancerre levés sur chaque foyer d'Assay entre le premier de l'an et le carême. F° 335 verso, 336 recto.

AOSTAGIUM. — *Aoûtage*. — Redevance du même genre comprise dans la prévôté de Beaulieu, peut être levée soit avant le carême, soit en Août. F° 335 verso, 336 recto.

ARCHENBAUDUS. — *Doyen*. — A acensé la maison de Chaveroche. F° 332 recto.

ARCHIEPISCOPUS. — *Archevêque*. — Archiepiscopus Petrus, Pierre de La Châtre, archevêque de Bourges en 1144, f° 331 recto. Beatus Willemus, Guillaume de Corbeil, archevêque en 1202, f° 345 verso, 351 verso.

ARPENTA. — *Arpents*. — Mesure de surface. F° 350 verso, 353 recto.

ASOUTIER. — *Association entre paysans*. — Entente pour la mise en commun des charrues et des bœufs de labour. F° 343 recto.

ASSUMPTIO. — *Assomption*, 15 Août. — Terme d'acensement des corvées à Bengy. F° 344 recto.

ASYM. — *Azy* (près de Bengy). — Le chapitre y possède des terres. F° 343 verso.

BALLIA. — *Bailliage*. — Division territoriale des domaines, elle ne correspond pas aux bailliages royaux qui sont de grande importance et dirigés par des personnages considérables. Sur les terres de Saint-Etienne, le bailliage est inférieur à la prévôté et n'existe d'ailleurs pas partout. On trouve trace de cette division à Beaulieu, f° 333 verso, 335 verso, 336 verso ; Charpaignes, f° 343 verso, 344 verso, et Outre-Cher à Vœu, f° 349 verso, 350 recto-verso, 351 recto-verso, 353 recto.

BALLIVUS. — *Bayle*. — Celui qui est à la tête du bailliage, son importance correspond beaucoup plus à celle du bayle des domaines méridionaux qu'à celle de bailli, il est à peu près l'égal du maire, veille à l'exacte levée des redevances et à l'observation des coutumes. F° 345 recto, 354 verso.

BANNUM. — *Banvin*. — Sorte de bannalité. Pendant une période de l'année le seul vin provenant de la dîme et appartenant au seigneur peut être vendu, il y a interdiction formelle de vendre tout autre vin ou d'en consommer dans les cabarets pendant cette période qui dure à Bengy de la Saint-Martin d'Hiver à la veille de Noël, le prix de ce vin est d'ailleurs limité à celui le plus élevé qu'a atteint le vin depuis les vendanges. F° 344 recto-verso, 345 verso.

BARILLUM. — *Barillon*. — Village du domaine d'Outre-Cher entre Vatan et Issoudun. F° 350 recto.

BEATA MARIA DE SALIS. — *Sainte Marie de Sales*. — Paroisse des faubourgs de Bourges. F° 345 verso.

BELLUS LOCUS. — *Beaulieu-sur-Loire*. — Centre d'un des principaux domaines du chapitre, et peut-être du plus riche, ville placée actuellement sur la limite du Cher à quelques kilomètres dans le département du Loiret. F° 330 recto-verso, 331 recto-verso, 332 recto-verso, 333 recto-verso, 334 recto-verso, 335 recto, 336 recto-verso, 337 recto.

BENGIACUS. — *Bengy*. — Centre d'un des domaines du chapitre à l'emplacement de l'actuel camp d'Avord. On trouve dans le domaine trace du servage : corvées, mainmorte. F° 342 verso, 343 recto-verso, 344 recto-verso, 345 verso, 346 recto, 347 recto.

BESOC (ANDRE). — A pris à cens des terres du chapitre à Bengy. F° 342 verso.

- BITURIGES, BITURIS. — *Bourges*. — Capitale du Berry et lieu de résidence des chanoines attachés au chapitre de l'Eglise Cathédrale Saint-Etienne. F° 330 recto, 331 recto, 332 verso, 338 recto, 339 recto, 342 verso, 343 recto, 345 recto-verso, 346 recto, 349 verso, 351 recto.
- (Mesure de). F° 349 verso, 352 verso.
- BLADUS. — *Grains*. — Céréales d'une manière générale, comprend le froment : *frumentum* ; l'orge : *orgeum* ; l'avoine : *avenum* ; le seigle : *segalus*. F° 330 verso, 331 verso, 332 recto-verso, 336 verso, 338 recto, 339 recto, 342 verso, 343 recto-verso, 344 verso, 346 verso, 348 recto, 349 verso, 350 verso, 351 recto-verso.
- BLADI HEREDITATUM. — *Grains d'héritage*. — Primitivement les tenanciers du chapitre d'Outre-Cher devaient à chaque succession recevoir à nouveau leurs terres des mains du doyen. Cet usage a été supprimé moyennant une certaine redevance en grains proportionnelle à l'étendue des terres détenues. F° 350 verso, 351 recto, 352 verso.
- BLADI CASALIMUM. — *Grains des casales ou domaines*. — Il était permis aux serfs de Saint Etienne ou même d'un autre seigneur, de s'établir sur les terres du chapitre, une certaine surface leur était alors concédée moyennant une redevance en grains. F° 351 verso.
- BOISSELUS. — *Boisseau*. — Mesure de volume pour les grains. F° 333 recto, 340 recto, 341 recto-verso.
- BONIACO (YSEUBARDUS DE). — A pris à cens les fours de Beaulieu et de l'Etang. F° 333 verso.
- BONIS. — Tenancier du chapitre dont les héritiers sont redevables d'un cens à Bué. F° 341 recto.
- BORDELARIUS. — *Petit domaine*. — Borderie appartenant à des chevaliers ou à des sergents. F° 337 recto.
- BOS. — *Bœuf*. — Ils sont employés pour le travail de la terre, mais tous les tenanciers ne sont pas assez riches pour en posséder, aussi existe-t-il une sorte de communauté entre les paysans qui leur permet de se servir des bêtes de leurs voisins. F° 343 recto, 345 recto, 349 verso, 350 recto. On en abat également comme viande de boucherie, f° 345 verso. (Vagabondage des bœufs et réparation des dégâts commis dans les prés, les bois et les vignes, f° 348 recto.)
- BRIONA (GAUFRIDUS DE). Chevalier, qui a vendu divers droits au chapitre. F° 336 recto, 337 recto.
- BRIORA (BRIENNUS DE). — Possesseur du garisis. F° 330 verso.
- BUR, BUY. — *Bué*. F° 338 recto, 340 verso, 341 recto.

BURGENSIS. — *Bourgeoisie*. — Nouvelle bourgeoisie de l'Etang, ville qui jouit de certains privilèges dont l'abolition des droits serviles ; pour être admis à ces privilèges, il suffit de payer un certain cens dans cette ville, même si on n'y possède ni prés, ni vignes. F° 333 verso.

CALLOVIUS. — *Chalivoy*. — Il s'y trouve des moines qui rendent le cens au chapitre. F° 341 recto.

CANDELA. — *Chandelle*. — Redevances dues au chapitre par les églises et qui pouvaient atteindre un nombre fort important, pour Sury il est dû annuellement 20 chandelles, f° 339 verso, et pour Bengy 300, f° 346 recto.

CANDELOSA. — *La Chandeleur*, le 2 Février. — Terme d'acensement du four de Bengy. F° 346 verso.

CANNABUS. — *Chanvre*. — Objet de la dîme. F° 334 verso, 339 verso.

CAPELLANUS. — *Chapelain*. — Attaché à une église il remplit le rôle du curé de paroisse. F° 331 recto, 332 verso, 338 recto, 339 verso, 343 verso, 345 recto, 346 recto, 347 verso, 351 recto, 354 verso.

Le chapelain n'a pas à rendre les corvées, f° 344 verso ; celui de Bengy jouit des revenus de la dîme sur les légumes, f° 347 verso.

CAPITE MATRIS (DE). — *Du chef de la mère*. F° 353 verso.

CAPITULUM. — *Chapitre de Saint-Etienne de Bourges*. — Corps de fondation très ancienne qui a toujours joué un rôle important. Elisant eux-mêmes leur doyen, les chanoines se sont parfois opposés à l'archevêque lui-même ; ils relevaient directement du Pape et jouissaient d'importants revenus. F° 330 recto, 331 recto, 332 recto-verso, 333 recto-verso, 334 recto-verso, 335 verso, 336 recto-verso, 337 recto, 338 recto-verso, 339 recto, 340 recto-verso, 343 recto-verso, 344 recto-verso, 345 verso, 346 recto-verso, 347 verso, 349 verso, 350 recto, 351 recto-verso, 352 verso, 353 recto-verso.

CARITATE (GIRARDUS DE). — Prévôt du Chapitre. F° 330 recto.

— (WILLEMUS DE). — Recteur de l'église de Sury. F° 339 verso.

CARO. — *Viande*. — Les paysans en mangent habituellement. Il leur en est dû un plat lorsqu'ils viennent porter leurs redevances à Bourges, f° 350 verso ; eux-mêmes élèvent habituellement un porc dont ils conservent la viande pour leur consommation « *carnem salatam et lardum* », f° 351 recto.

CARNIFEX. — *Boucher*. — Ils doivent certaines redevances au chapitre à Bengy selon les bêtes abattues. F° 345 verso.

CARNIPRIVIUM. — *Carême*. F° 335 verso, 350 verso.

CARRAGIUM. — *Charroyage*. — Forme des corvées, les paysans sont tenus d'apporter à la grange seigneuriale le prélèvement fait

sur leurs récoltes. Cette corvée se fait à Bengy, selon le nombre de bêtes employées par le paysan pour cultiver ses champs, f° 343 verso, et Outre-Cher à Vœu, pour le transport des terrages, f° 351 recto.

CARRUCA. — *Charrue*. — Les possesseurs de charrue sont astreints aux corvées de labour trois fois l'an, en Automne, à la Saint-Jean-Baptiste, en hiver à la Saint-André, et au printemps pour les labours de Tremois, ceci à Bengy, f° 343 recto, 344 verso, 345 recto, 346 recto, et Outre-Cher, f° 350 recto.

CARTALLUS. — *Quarteron*. — Mesure de volume pour les grains. F° 330 recto, 331 recto-verso, 333 recto, 341 recto-verso.

CARTILANGIA DE VIRIACO. — Village du domaine de Bengy. F° 342 verso, 343 recto.

CASALIS. — *Chezal*. — Domaine, petite propriété, le nom est resté à certains villages tel que le Chezal-Benoit, à Beaulieu il existe un cens de 2 sols de Sancerre, 12 poulets et 20 setiers d'avoine qui est destiné aux frais des prévôts et levé sur 6 casales de Maimbré, f° 334 recto. A Sury, une mine de froment pour un de ces domaines, f° 341 recto. Grains des casales prélevés Outre-Cher en contre-partie de l'abandon des terres, f° 352 verso.

CASTELLIO. — *Châtillon-sur-Loire*. F° 332 verso.

CAVA RUPE, CAVA ROCHA. — *Chaveroche*. F° 330 verso, 332 recto.

CELLARIUS. — *Bas-Officier du chapitre*. — Personnage chargé de la garde du cellier. F° 342 verso.

CENA — DOMINI. — *Jour de la Semaine Sainte où est levée la dime*. F° 347 recto.

CENTRANGIA. — *Santranges*. — Un des principaux villages du domaine de Beaulieu. F° 330 recto-verso, 331 recto, 332 recto-verso, 335 recto, 336 verso, 337 recto.

CENSIVUS. — *Censive*. — Terre tenue à cens, le transfert de ces terres donne lieu à Beaulieu à un droit de lods et vente, partagé également entre le chapitre et le comte de Sancerre. F° 333 verso.

CENSUS. — *Cens*. — Légère prestation annuelle emportant seigneurie directe, représente le prix de location de la terre, caractère essentiellement foncier. Tenue roturière de la terre comportant certaines prestations en argent ou en nature, comme la terre tenue en fief comporte certaines obligations personnelles, le contrat le plus répandu au moyen âge, on le suppose à la base de toutes les redevances dont on ne connaît pas l'origine. F° 330 verso, 331 verso, 333 recto-verso, 334 recto, 336 verso, 338 recto, 340 recto-verso, 341 recto, 343 verso, 344 verso, 345 verso, 346 recto-verso, 350 verso, 351 recto, 353 recto.

CHACEPOLERIE. — *Un des bailliages de Beaulieu*. — Il s'étend depuis Beaulieu jusqu'à Maimbré et Le Plessis. F° 333 verso, 336 verso.

CHACEPOU. — *Agent domanial* chargé de recevoir certaines redevances. F° 335 recto, 344 verso.

CHAILLEUS (REGINALDUS). — Possesseur du « trait » de la grange de Maimbré. F° 331 recto.

CHAMPAGNUS. — *Champigny*. — Hameau du domaine de Bengy. F° 344 recto.

CHARPAGNES. — *Charpaignes*. — Hameau du domaine de Bengy. F° 343 verso, 344 recto.

CHARREUM. — *Chariot*. F° 346 recto.

CHAUDET (BERNARDUS). — A une terre du chapitre à cens à Bengy. F° 342 verso.

CHIAVENEU (PELERINUS DE). — Personnage redevable d'un cens à Sury. F° 340 recto.

CHAVENIO (BRUNA DE). — A une part dans le moulin de Maimbré. F° 338 verso.

CHENEVEIUM. — *Chavignol*. — Village du domaine de Sury. F° 338 recto, 341 verso, 344 recto.

CLAMOR. — *Accusation*. — Elle est portée devant le prévôt chargé de rendre la justice. Si cette accusation est reconnue fondée, l'accusé doit payer 20 deniers. F° 336 recto.

CLAUSTRO (PETRUS DE). — Chanoine du Chapitre. F° 351 recto.

CLERICUS. — *Clerc*. — Adjoint du recteur. F° 332 recto, 339 verso, 343 verso, 345 verso.

— BOATIM. — Clers possesseur d'une part sur le moulin de Menon. F° 332 recto.

COLLECTA COMITIS. — *Ensemble des redevances levées par le comte de Sancerre*. F° 336 recto.

COMES DE SANCERO. — *Comte de Sancerre*. — Ses domaines joignent ceux du chapitre auquel il a d'ailleurs fait abandon de nombreux droits, certains de ceux-ci sont encore indivis, ainsi toutes les redevances levées dans la ville de l'Etang sont partagées entre le chapitre et le comte. F° 333 verso.

COMMUNITAS PANI ET VINI. — *Mise en commun de pain et de vin*. — Sorte d'indemnité en nature donnée aux chanoines assistant aux réunions capitulaires. F° 334 recto-verso.

COMPOSITIO. — *Accord*. — Entente qui a accordé au doyen en

contre-partie de l'abandon des revenus de la justice de Beaulieu une rente de 10 livres de Sancerre assignée sur le cens, f° 333 verso.

Une entente du même genre accorde au chapelain de Veauge un setier de froment et un setier d'avoine assignés sur la dime de Mercy, f° 338 recto.

CONCEAUS (Odo). — Remplit les fonctions de bayle à Charpaignes. F° 344 verso.

CONSORTIUM. — *Entente entre les paysans*. — Elle permet l'utilisation en commun des instruments de labour (voir *Asoutier*). F° 343 recto.

CONSTANCIA. — A vendu au chapitre une part des revenus du moulin de Menon.

CONSUEITUDINES. — *Coutumes* (synonyme de redevances). — Origine plus générale que le cens, ne vient pas d'accord déterminé, mais est attachée à une situation générale. F° 330 verso, 331 recto-verso, 332 verso, 333 recto, 336 verso, 343 verso, 344 recto-verso, 345 recto-verso, 350 recto, 353 recto.

CONSUEITUDO. — *Loi, habitude*. F° 333 verso, 347 recto, 348 recto, 353 recto-verso, 354 recto-verso.

CORCELLA. — *Courcelles-le-Roi*. — Village du domaine de Beaulieu. F° 330 recto-verso, 331 recto, 332 recto, 335 recto.

CORVEA. — *Corvée*. — Obligations serviles à Bengy et Outre-Cher (voir *Angaria*). F° 344 recto-verso, 346 recto, 350 recto.

COTINS (GUISCHARDUS). — A acensé des terres du chapitre à Bengy. F° 342 verso.

CROT. — *Moulin de Crot*. — Commune de Sury. F° 339 recto.

CUPA. — *Tonneau*. — Leur entretien fait l'objet d'un soin particulier ; une foire spéciale se tient en Septembre à la Saint-Gilles, où l'on trouve tout ce qui est nécessaire à leur réparation et particulièrement les cercles. F° 332 verso, 339 verso, 340 recto.

CURIA SUA. — *Cour du Chapitre*. — Devant cette cour se déroulent les duels judiciaires pratiqués encore d'une manière très courante au XIII^e siècle malgré les efforts de l'Eglise pour les faire cesser. La cour est également compétente pour saisir le gage du duel. F° 353 recto.

DEBITUM. — *Dette*. — Celui à qui revient l'héritage à la charge des dettes et des frais de dernière maladie, sans qu'il y ait un lien spécial entre les dettes et la propriété des meubles (coutume de Bengy). F° 348 recto.

DECANUS. — *Doyen du chapitre*. — Il est élu à vie par les chanoines, il les représente et les actes importants concernant la vie du chapitre sont passés en son nom. Il perçoit une partie des revenus du chapitre ce qui a souvent donné lieu à des querelles entre le doyen et les chanoines. F° 332 recto, 336 recto, 339 recto-verso, 340 recto, 341 verso, 342 verso, 343 recto-verso, 344 recto, 346 recto-verso, 347 verso, 350 verso.

DECESSIO. — *Mort*. — Disparition qui ouvre la succession. F° 347 verso.

DECIMA. — *Dîme*. — Prélèvement du dixième effectué sur tous les produits de la terre au bénéfice de l'Eglise. La dîme était universelle et devait en principe être attribuée aux desservants des églises, mais elle perdit assez rapidement sa destination première en tombant dans les mains, soit du clergé régulier, soit même des seigneurs laïcs, elle en vint à ne plus être distinguée des cens et autres redevances de la terre et à faire comme eux l'objet de donation, de dotation, de douaire.

Dîme sur les grains : f° 330 recto-verso, 331 recto, 338 recto-verso, 339 verso, 342 verso, 343 recto.

Dîme attribuée aux bayles sur les redevances en poulets : f° 335 verso, 336 recto.

Dîme sur les légumes : f° 336 verso, 347 verso.

Minuta decima : petite dîme levée sur les agneaux et les toisons : f° 334 verso, 335 recto-verso, 336 verso, 341 recto, 344 verso, 346 verso, 347 recto.

Dîme du vin : f° 344 recto-verso, 345 recto.

DECIMATIO. — *Territoire sur lequel est levée la dîme*. — Tout troupeau qui passe sur ce territoire le jour où est levée la dîme doit la subir, à moins que son propriétaire puisse jurer qu'il l'a déjà acquittée. F° 335 recto, 347 recto.

DECIMATOR. — *Celui qui lève la dîme*. F° 335 recto, 346 verso, 347 recto-verso.

DENARIUS. — *Deniers*. — Monnaie la plus habituellement employée. F° 331 recto, 332 recto, 334 verso, 335 recto-verso, 336 recto-verso, 339 verso, 340 recto, 345 verso, 347 recto-verso, 348 recto, 350 recto-verso, 354 verso.

— *Parisiensis*. — Parisis, f° 333 verso, 345 verso, 346 recto-verso.

— *Sacri-Caesaris* de Sancerre, f° 334 recto, 335 recto-verso, 336 recto-verso, 337 recto, 340 verso, 341 recto.

— *Turonensis*. — Tournais, f° 350 verso, 351 recto.

DIVISIO-PREBENDARUM. — *Répartition des prébendes*. — Les revenus du chapitre, en dehors de ceux touchés directement par le doyen et déduction faite des dépenses des prévôts et des diverses rétributions accordées aux agents domaniaux vont à une masse

commune et sont ensuite répartis entre les chanoines. F° 331 verso, 332 recto-verso, 333 recto, 338 recto-verso, 342 verso, 351 recto, 352 verso.

DOETUS BECHET. — *Tenancier du Chapitre*. F° 334 recto.

DOLIUM. — *Barrique*. F° 332 verso, 339 verso, 340 recto, 344 recto.

DOMINIUM. — *Puissance, autorité*. — Selon la coutume Outre-Cher, les enfants des serfs sont partagés entre les parents de telle sorte que les enfants attribués au père tombent sous sa puissance, et les enfants attribués à la mère sont soumis à la puissance de celle-ci. Les uns et les autres ne peuvent hériter que du parent auquel ils sont soumis. F° 353 verso.

DUELLUM. — *Duel judiciaire*. — Il est encore admis au XIII^e siècle. Le chapitre est seigneur justicier sur ses domaines et il peut décider du combat qui se déroule devant sa cour. F° 353 recto.

DUX. — *Officier du Chapitre*. — Aucune explication n'est donnée sur ses prérogatives si ce n'est qu'il est exempté de corvées. F° 343 verso, 344 verso.

EDIFICUM. — *Immeuble*. — Soumis dans les successions à un droit différent de celui des meubles. Les bâtards ne peuvent rien recevoir comme immeubles, f° 348 recto. Il est également interdit au serf de léguer des immeubles à d'autres qu'à son seigneur, f° 345 verso. Quand les époux sont de maîtres différents, le seigneur de la femme n'a aucun droit sur les immeubles du mari. F° 354 verso.

ELEMOSINA. — *Bénéfice d'un personnage ecclésiastique*. — Des achats au profit du chapitre ont été faits au moyen de ces revenus, f° 331 recto, 332 recto. — Aumône, f° 348 recto.

EMENDA. — *Amende*. — Levée pour cens non rendu au jour préfixé, f° 333 verso, 334 recto, 336 recto, 344 verso, 349 verso ; sens général, f° 348 recto. — Amende pour dégâts causés par le vagabondage des animaux, amende imposée par la coutume, f° 340 verso.

EPIPHANIA. — *Epiphanie*. — Terme de cens. F° 346 recto.

ERNAUDUS (GAUFRIDUS). Chevalier. — A acensé la grange de Santranges. F° 330 recto, 331 recto.

ESCHAETA. — *Héritage*. — Ensemble des biens susceptibles de tomber entre les mains du seigneur par le jeu de la mainmorte. F° 347 verso, 348 recto, 353 verso, 354 recto.

ESTRICHACUS. — *Etréchy*. — MICHAEL. — Chapelain d'Etréchy. F° 345 recto.

EXCUSSORES. — *Paysans employés à battre le grain*. — Ils sont engagés par le propriétaire du « trait » responsable de la rentrée des grains de la dime. F° 332 recto, 332 verso.

EXOLDUN. — *Issoudun (mesure d')*. F° 349 verso, 352 verso.

— (*Raoul le jeune, seigneur d'*). F° 350 recto.

— (*Raoul d'*) père du précédent. F° 350 recto.

— (*Coutume d'*). F° 353 verso.

FAMILIAE. — *Tenanciers du chapitre*. — Ils assument la charge de mesurer les redevances d'avoine. F° 331 verso.

FARRAGO. — *Fourrage*. — Foins fournis aux prévôts ou à leurs envoyés pour leurs chevaux lors de leur passage à Sury. F° 339 recto.

FENUM. — *Foin*. — Il est fourni aux prévôts pour leurs chevaux, f° 339 verso. — Redevance due par tous ceux qui récoltent du foin Outre-Cher, f° 350 verso.

FERIA. — *Fête, foire*. — Foire de Léré, f° 335 recto. Feria Sancti Austregilisi, foire de la Sainte-Aoustrille où se fait le commerce des agneaux et de la laine, f° 347 verso.

FESTUM. — *Fêtes religieuses célébrées avec éclat et prises comme terme pour de nombreux cens et redevances*. — Les plus importantes sont :

— La Saint-André, le 30 Novembre, f° 333 verso, 334 recto, 336 verso, 344 verso.

— La Saint-Etienne, le 26 Décembre, f° 352 verso.

— La Saint-Germain, le 31 Juillet, f° 332 recto-verso, 333 recto, 334 recto-verso, 336 verso, 338 recto-verso, 340 recto, 342 verso, 345 verso, 350 verso.

— La Saint-Jean, le 24 Juin, f° 333 recto-verso, 334 verso, 335 recto, 339 recto, 340 verso, 341 recto, 344 verso, 346 verso, 350 recto.

— La Saint-Gilles, le 20 Septembre, f° 339 verso.

— La Saint-Michel, le 8 Mai, f° 342 verso, 345 verso, 350 recto.

— La Sainte-Madeleine, le 22 Juillet, f° 334 verso, 339 recto, 347 verso.

— La Saint-Pierre et Saint-Paul, le 25 Juin, f° 331 verso, 339 verso, 343 recto.

— La Toussaint, le 1^{er} Novembre, f° 339 verso, 343 recto, 346 recto, 350 recto.

— La Saint-Martin d'Hiver, le 12 Novembre, f° 344 verso, 345 verso, 346 recto.

FIDEJUSSOR. — *Intermédiaire responsable d'une partie des revenus du chapitre*. F° 343 recto, 345 verso.

FLAVIGNE. — *Flavignac*. — Hameau du domaine de Bengy. F° 342 verso, 343 recto, 347 recto-verso.

FOCUS. — *Foyer, feu*. — Représente la famille au sens étroit du mot

opposé à domus, la maison qui peut abriter plusieurs foyers.
F° 335 verso, 349 verso, 350 verso.

FONTES (MOLENDINUM). — *Moulin de la Fontaine*. F° 339 recto.

FORIS (MARIOTE DE). — Personnage redevable d'un cens, à Sury.
F° 340 verso.

FOROR. — A acensé le « trait » des granges d'Assay et de Courcelles.
F° 331 recto.

FRANCUS. — *Homme franc, libre, opposé au serf*. — Paye la dîme
et non la coutume. F° 345 recto.

FURCAS ERIGERE. — *Elever des potences*. — Pouvoir réservé au
seigneur possédant la haute et basse justice et qui était le sym-
bole de leurs droits de seigneurs justiciers ; le chapitre jouit de
ces droits Outre-Cher. F° 353 recto.

FURNUS. — *Four banal*. — Les revenus en sont affermés, mais les
réparations restent toujours à la charge du chapitre. Leur acen-
sement donne lieu à d'innombrables partages et subdivisions de
droits. F° 333 recto, 346 recto-verso.

GAGIUM DUELLI. — *Gage du duel judiciaire*. — La cour du chapitre
a le droit de le conserver comme seigneur justicier. F° 353 recto.

GALARDONE (STEPHANUS DE). — Etienne de Gallardon, clerc de Phi-
lippe-Auguste et prévôt du chapitre. F° 330 recto, 334 recto-verso,
341 recto.

GALLICUS SERMO. — *Langue gauloise, langue vulgaire*. F° 338 recto,
348 recto.

GARBA DELIGATA. — *Gerbe déliée*. — Toute gerbe dont le lien se
rompt ou se détache dans la perception de la dîme appartient
au propriétaire du « trait ». F° 331 verso.

GARISIO. — *Droit réel institué sur la grange de Beaulieu*. — Démem-
brement de la dîme, se monte au 1/7^e des redevances. Acheté au
Chevalier Brienne de Brioria, au moyen des revenus du béné-
fice de l'archevêque Pierre de La Châtre. F° 330 recto-verso,
331 recto-verso, 332 verso.

GIMUS. — A une part sur le moulin de Maimbré. F° 338 verso, 339
recto.

GORMONE. — Femme dont le mari a vendu au chapitre une part sur
le moulin de Menon. F° 332 recto.

GRANGIA. — *Grange seigneuriale*. — Ensemble de bâtiments placé
au centre des domaines et destiné à recevoir les dîmes et les
redevances en nature. Ces redevances entreposées dans la grange
sont le plus souvent affermées, aussi dans un même domaine
chaque village a une partie de la grange qui lui est assignée.

F° 330 recto-verso, 331 recto-verso, 332 verso, 333 recto, 334 verso, 336 verso, 338 recto, 339 recto-verso, 342 verso, 343 recto, 352 verso.

GRANARIUS. — *Grenier*. — Partie de la grange plus spécialement réservée aux grains. F° 331 verso, 332 recto, 342 verso.

GRANGIARUS. — *Grenerier*. — Bas-Officier du chapitre chargé de la surveillance des greniers, et de la rentrée des grains. F° 332 verso.

HERBAGIUM. — *Fourrage*. — Coutume qui autorisait le seigneur d'Issoudun à prendre le fourrage qui lui était nécessaire quand il était en guerre, très lourde pour les paysans, a été remplacée aux prières du chapitre par une redevance d'avoine. F° 350 recto.

HERBERTUS. — Tenancier du chapitre dont l'héritier est redevable d'un cens à Bué. F° 341 recto.

HEREDEM (AD). — *Héréditairement*. F° 331 recto.

HEREDITAS. — *Héritage*. F° 345 verso, 348 recto, 350 verso, 351 recto, 352 verso, 353 recto-verso, 354 recto.

HEREDITATE (EX). — *Par héritage*. F° 336 verso, 341 recto.

HERNAUDUS. — Possesseur du « trait » à Santranges. F° 331 recto, 332 verso, 335 recto.

HOMAGIUM. — *Hommage*. — Il ne s'agit pas de la cérémonie qui intervient entre le vassal et le suzerain, mais de la reconnaissance de l'état servil selon lequel le serf est tenu de léguer une partie de ses biens à son maître. F° 345 verso.

HUCHERET DE VAUVOISE. — Tenancier du chapitre redevable d'un cens à Bué. F° 341 recto.

HUMBAUDUS. — Juge et chacepou de Charpaignes. F° 344 verso.

IMMOBILIS. — *Immeuble*. — Ils ne peuvent être légués aux bâtards, f° 348 recto, ni distraits de la succession du mainmortable, f° 354 verso.

INFEODUS. — *Remis en fief*. — Il s'agit d'une part dans les orges d'héritage érigée au profit du prévôt d'Outre-Cher, ainsi que des droits de justice sur tous les hommes du chapitre Outre-Cher, le prévôt est inféodé par le doyen. F° 351 recto.

JAMBÀ PORCI. — *Jambon*. — Dû par les bouchers à Beugy pour tout porc tué pendant l'Avent. F° 345 verso.

JOCULATOIRES VEL MIMES. — *Jeux, mimes des jongleurs*. — Quand ils viennent aux mariages, il est dû une redevance qui se compose d'une épaule de porc, d'un pain et de deux deniers de Sancerre. F° 337 recto.

JUSTICIA. — *Justice*. — Droits levés à l'occasion des jugements, correspond beaucoup plus à un revenu qu'à un service public, par

extension, territoire où ces droits s'appliquent. F° 333 verso, 336 recto-verso, 337 recto, 343 recto-verso, 345 verso, 346 verso, 347 recto-verso, 348 recto, 351 recto, 353 recto. (Rendre la justice.)

JUSTICII. — *Droits levés dans la justice.* F° 333 verso.

JUSTICUS. — *Celui qui relève de la justice seigneuriale.* — En principe celui qui habite sur les terres seigneuriales, tenancier. F° 349 verso, 350 verso.

JUDEX. — *Juge.* — Officier du chapitre qui devait avoir pour rôle principal de rendre la justice, mais qui est effacé par le prévôt et qui veille principalement à la levée de certaines redevances et aux corvées. F° 343 verso, 344 verso, 345 recto-verso, 346 recto-verso, 347 verso, 351 recto.

LEGATUM. — *Legs.* — Le serf y est tenu envers divers personnages. F° 354 verso.

LEX. — *Loi, coutume,* f° 340 verso, 348 recto. Synonyme de peine, d'amende, f° 349 verso.

LIBRA. — *Livre, monnaie de compte,* f° 333 verso, 340 recto, 345, 346 verso.

— *Sacri-Caesaris,* de Sancerre, f° 334 recto, 336 recto-verso.

— *Pariensis,* Parisis, f° 334 verso, 335 verso.

— *Nivernensis,* de Nevers, f° 340 recto, 343 verso, 344 recto, 345 verso, 347 verso.

— *Turonensis,* Tournois, f° 340 recto, 353 recto.

LIRIACUS. — *Léré.* F° 335 recto.

LOGRES. — *Commissions attribuées aux prévôts ou au doyen sur différents revenus du chapitre et surtout sur les acensements.* F° 334 verso, 335 verso, 341 recto-verso, 342 verso, 343 verso, 344 recto, 346 verso, 347 verso, 351 verso.

MACHEUS BRERINS. — Jouit du quart du cens commun de Sury. F° 340 recto-verso.

MACIACUM. — *Massay.* F° 349 verso.

MALEFINS (GUILLERMUS). — Chanoine du chapitre. F° 351 recto.

MALESMAINS (GIMONUS). — A acensé la grange de Sury. F° 338 recto.

MANDATUM. — *Représentant des prévôts ou du doyen pour les actes d'administration courante, les moins importants du domaine.* F° 333 verso, 339 recto-verso, 340 verso, 353 recto.

MANTELLUS. — Tenancier du chapitre redevable d'un cens à Bué. F° 341 recto.

MARCIUM. — *Mercy.* F° 338 recto-verso. (Commune de Veauges.)

- MENON. — Il y existe un moulin banal. F° 332 recto-verso.
- MIL. — *Millet*. — Les bayles en ont la dime avec les graminées de la même sorte, qui ne sont pas mises en gerbes. F° 336 verso.
- MILES. — *Chevalier*. — Ils peuvent être soumis au paiement du cens s'ils tiennent des terres roturières. F° 330 recto-verso, 334 verso, 337 verso.
- MINA. — *Mine, mesure de volume*. F° 330 verso, 332 recto-verso, 338 verso, 341 recto, 349 verso, 351 verso.
- MINBRAYUM. — *Maimbré*. — Village du domaine de Beaulieu. F° 330 recto-verso, 332 recto, 334 recto, 336 verso.
- MIXTURE, MODURES. — *Méteil, moûture*. — Farine mélangée d'avoine et de seigle, produit des moulins. F° 338 recto-verso, 339 recto.
- MOLENDINUM. — *Moulin banal*. F° 332 recto, 334 recto, 338 recto-verso, 339 recto-verso, 346 verso.
- MOBILIS. — *Meuble*. — Ils peuvent, au contraire des immeubles, être compris dans la succession dévolue aux bâtards, f° 348 recto. Les meubles de la femme dont le mari vit avec ses frères et belles-sœurs, tombent dans la communauté, f° 354 recto.
- MODIUM. — *Muid*. — Mesure de volume pour les grains. F° 330 recto-verso, 331 verso, 332 verso, 333 recto, 334 verso, 338 recto, 341 recto, 342 verso, 343 recto, 344 verso, 349 verso, 351 recto, 352 verso.
- MONACHUS. — *Moine*. — Ils rendent le cens également au chapitre. F° 341 recto.
- MONTE FALCO. — *Montfaucon*. — Villequiers depuis le xvii^e siècle. F° 343 recto, 348 recto.
- MORA. — *Délai*. — Celui qui lève la dime ne peut exiger plus que son entretien pendant trois jours quels que soient les délais que demande la levée de la dime. F° 335 verso.
- MORELLUS. — A pris à cens les fours de Beaulieu et de l'Etang. F° 333 recto.
- MORETUS. — Tenancier du chapitre dont les héritiers sont redevables d'un cens à Bué. F° 341 recto.
- MORTALIA — MANU-MORTUA — ESCHAETA. — *Mortaille, Mainmorte*. — Droit du seigneur de prélever une part de la totalité des biens de ses tenanciers à leur mort. Ce droit est tenu en échec par celui des enfants s'ils vivent en communauté avec leurs parents ou par celui de tous ceux qui forment entre eux une communauté taisible. Ce droit est particulièrement significatif du servage, le serf est mainmortable et corvéable. La main-

- morte existe à Bengy et Outre-Cher avec diverses modalités.
F° 348 recto, 353 recto.
- MORELLUS CORNETE. — Frère du chapelain d'Etréchy. F° 345 recto.
- NAAU (GILETE). — A pris à cens une maison à Chaveroche. F° 332 recto.
- NATIVITAS. — *Nativité de la Sainte Vierge*, le 8 Septembre. — Terme de cens. F° 344 recto.
- NATALE. — *Noël*. F° 333 verso, 334 verso, 335 verso, 339 recto, 340 verso, 344 recto-verso, 345 recto-verso, 346 recto-verso, 352 verso.
- NEMUS. — *Forêt*. — Forêt de Roverei, f° 331 verso. Forêt de chênes Rouvres où les porcs peuvent se nourrir de glands moyennant le paiement du droit de glandée, f° 333 recto, 343 verso, 348 recto. (Vagabondage des animaux dans les forêts.)
- NOVALE. — *Terre nouvellement mise en valeur ou exploitée après un abandon assez long pour qu'on ne se souvienne plus de l'ancien propriétaire*. F° 330 verso, 344 verso, 345 recto.
- NUNDINAE LEPROSORUM. — *Foire des lépreux*. — Terme du cens. F° 344 recto, 345 recto.
- NUNTIUS. — *Envoyé, représentant des prévôts (comme mandatum)*. F° 333 verso, 334 verso, 335 verso, 339 recto, 340 verso, 344 recto-verso, 345 recto-verso, 346 recto-verso, 352 verso.
- NUPTUS. — *Mariage, noce*, soumise à une redevance pour les jongleries et les jeux qui peuvent s'y faire. F° 337 recto.
- OBOLUM. — *Obole, petite monnaie*. F° 335 recto-verso, 336 recto, 347 recto-verso.
— *Parisiennum*. — Obole parisis. F° 343 verso.
- ODONINUS LORCENS. — Personnage redevable d'un cens à Sury. F° 340 recto.
- OCTABA PENTECOSTES. — *Octave de la Pentecôte*. F° 331 verso, 339 verso, 343 recto, 347 verso.
- OCTABA NATIVITATIS. — *Octave de la Nativité de la Sainte Vierge*. F° 332 verso.
- OFFICIUM. — *Office des bayles*. — Ceux-ci tiennent le bailliage dit « La Chacepolerie » et pour cet office ils sont dûs à de certains travaux ou prestations. F° 333 verso.
- ORLIENS. — *Orléans*. — Commune de Sury. F° 338 verso.
- PAGA-PAGARE. — *Paiement, remises d'espèces*. F° 346 verso, 347 verso.
- PAGANT (HERNAUDUS). — Tenancier du chapitre. F° 334 recto.

PALEA. — *Paille des granges*. — Revient à ceux qui les ont acensé. F^o 339 recto-verso.

PALLIUM. — *Vêtement du dessus qui doit revenir au sergent si un legs mobilier suffisant ne lui a pas été fait*. F^o 354 verso.

PANCLAINES. — Possesseur d'un moulin à Sury. F^o 339 verso.

PANICHETI. — Possesseurs d'une maison à Sury. F^o 339 verso.

PANIL. — *Sorte de graminées, objet de la dime*. F^o 336 verso.

PANIFEX. — *Boulangier*. — Ils doivent une certaine redevance au chapitre à Bengy. F^o 345 verso.

PARROCHIA. — *Paroisse rurale*. — Elle s'oppose à la ville, f^o 333 verso, 338 recto. C'est à la paroisse que s'annonce la levée des cens, f^o 331 verso. Le comte de Sancerre a la 1/2 des droits perçus dans la ville de l'Etang, mais non sur les paroisses.

PARTHOEAU. — A acensé une part du moulin de l'Etang. F^o 332 recto.

PARTIOR. — *Partager, séparer*. — Les enfants qui ne vivent pas avec leurs parents n'en héritent pas, et la mainmorte s'exerce sur l'intégralité de la succession. F^o 347 verso, 348 recto, 353 recto-verso.

PASCHA. — *Pâques*. — Terme pris fréquemment pour le cens. F^o 331 recto, 332 recto, 333 verso, 334 verso, 335 recto-verso, 343 verso, 346 recto, 350 recto.

PASNAGIO. — *Panage, glandée*. — Droit très généralement répandu en France et qui est exigé pour laisser les porcs se nourrir de glands et de faines dans les forêts. Certains tenanciers en sont dispensés en compensation des services qu'ils rendent dans la levée des coutumes, f^o 331 verso. Il est exigé 1 denier, 2 deniers ou 3 selon l'âge du porc, f^o 336 recto-verso.

PATRONATUS. — *Patronage exercé par l'église de Bourges sur Veau-ges*. F^o 338 recto.

PAUDIACUM. — *Paudy*. — Village Outre-Cher. F^o 353 recto.

PELETONS (GAUFRIDUS). — Personnage redevable d'un cens à Sury. F^o 340 recto.

PEPPI. — *Officiers ou bayles du chapitre à Beaulieu*. F^o 331 verso, 333 recto, 335 verso, 336 recto-verso.

PICTAVINA. — *Poitevin*. — Petite monnaie. F^o 347 recto.

PINONIS. — Tenancier du chapitre, dont les héritiers doivent un cens à Bué. F^o 341 recto.

PISA. — *Pois*. — Fait l'objet de la dime attribuée soit au bayle, f^o 336 verso, soit au chapelain, f^o 347 verso.

PLESSEIT. — *Les Plessis*. — Hameau des environs de Beaulieu, délimite le bailliage de la Chacepolerie. F° 336 verso.

PORCUS. — *Porc*. — Droit de glandée levée sur les porcs pour les laisser paître dans les forêts, f° 331 verso, 336 recto. Droit acquittable par les bouchers pour les porcs tués à Bengy, f° 345 verso ; dîme, f° 347 recto ; droit levé sur les porcs Outre-Cher, f° 350 verso.

POSSESSIO. — *Meuble*. — Les filles de serf qui se marient avec l'homme d'un autre seigneur sans le consentement de leur propre maître ne reçoivent rien dans l'héritage de leurs parents. F° 348 recto.

POTESTAS. — *Pouvoir*. — Droit sur une terre, par assimilation la terre elle-même, synonyme de justice. F° 344 verso, 351 recto.

PRATUM. — *Pré*. — Certains sont réservés pour fournir le foin nécessaire aux chevaux des représentants du chapitre, f° 332 recto, 333 verso, 340 recto, 345 verso ; vagabondage des animaux dans les prés, f° 348 recto, 344 recto, 350 verso, 351 recto, 353 recto.

PREBENDA. — *Prébendes*. — Bénéfice des chanoines, revenus communs qui sont ensuite partagés entre eux. F° 331 verso, 339 recto.

PRECO. — *Maire, agent domanial*. — Veille aux redevances. F° 345 recto.

PREPOSITUS. — *Prévôt*.

— PREPOSITI CAPITULI. — *Prévôts du chapitre*. — Chanoines chargés de l'administration du domaine, ils sont élus par le chapitre tous les deux ans et parcourent les terres de Saint-Etienne pour veiller aux acensements et relever les diverses redevances. C'est un de ces prévôts qui a écrit l'extente. F° 330 recto, 331 recto, 332 recto-verso, 333 recto, 334 recto-verso, 335 recto, 336 recto, 338 recto, 339 recto-verso, 340 recto-verso, 341 recto-verso, 342 verso, 343 recto-verso, 344 verso, 346 recto, 347 verso, 348 recto, 352 verso, 353 recto.

— PREPOSITUS LAICUS. — *Prévôt laïc, sédentaire*. — Il en existe un par domaine et il afferme son office. Il veille aux corvées et aux redevances et doit aussi rendre la justice. F° 335 verso, 336 recto, 339 verso, 345 verso, 354 verso.

— PREPOSITUS BELLI-LOCI. — *Prévôt de Beaulieu*. F° 333 verso, 334 recto, 335 verso, 336 verso.

— PREPOSITUS SURIACI. — *Prévôt de Sury*. F° 340 verso.

— PREPOSITUS BENGIACI. — *Prévôt de Bengy*. F° 342 verso, 344 recto, 345 recto, 346 recto, 347 verso.

— PREPOSITUS DE ULTRA CARUM. — *Prévôt d'Outre-Cher*. F° 351 recto-verso.

PREPOSITURA. — *Prévôté*. — Ensemble des revenus attribués aux prévôts ; comprend diverses redevances, et surtout les droits de justice qui appartiennent à Beaulieu seulement et à Chéry au chapitre, ailleurs ils sont attribués au doyen. La prévôté de Beaulieu est affermée annuellement, celle de Chéry est héréditaire. F° 332 verso, 335 verso, 336 recto, 351 recto (Cherry).

PRETARIUS. — *Celui qui jouit du droit d'usage général sur les prés*. F° 344 recto.

PROCURATIO. — *Droit d'hébergement réservé au roi chez ses vassaux*. — Ici droit de gîte et de couvert pour les représentants du chapitre dans leurs charges d'administrateurs, sorte d'indemnité accordée pour couvrir leurs dépenses de déplacement, souvent payée en argent. F° 331 verso, 333 verso, 334 recto, 335 verso, 336 verso, 340 verso, 351 recto, 353 verso.

PUISOIE. — *Le Puits*. — Hameau du domaine de Beaulieu délimite le bailliage d'Assay. F° 336 verso.

PUTEUS DE CHAVENON (STEPHANUS). — Personnage auquel a été engagé une partie du moulin de Maimbré pour en payer les réparations. F° 338 verso.

PUTHEUS (ODINUS DE). — Tenancier du chapitre dont les héritiers doivent un cens à Chavignol. F° 341 verso.

QUADRAGESIMA. — *Carême*. — Dons faits aux pauvres à cette époque, f° 331 recto ; époque d'acensement, f° 334 verso, 341 recto, 346 verso, 350 verso.

QUADRIGARE. — *Charroyer*, f° 338 verso, corvée pour le transport des redevances à la grange seigneuriale ; se fait à Bengy, f° 343 recto, et Outre-Cher pour les terrages, f° 349 verso, et les grains d'héritage à Vœu qui doivent être transportés à Bourges, toutefois les serfs ont alors droit à être nourris et logés, f° 351 recto-verso.

QUITTARE. — *S'acquitter, remettre*. F° 333 verso, 340 verso, 341 verso, 350 recto.

RAIMUM. — *Raymond*. — Hameau du domaine de Bengy. F° 342 verso, 343 recto, 347 verso.

RAMI PALMARUM. — *Les Rameaux*. — Dimanche avant Pâques, terme d'acensement. F° 334 verso, 341 recto.

RASTRUM. — *Râteau*. — Une des coutumes qui entrent dans la composition du « trait ». Les grains entraînés par le râteau sur l'aire reviennent au propriétaire du trait. F° 331 verso.

REDDITUS. — *Redevance*. — Sens très large, enveloppe les cens et les coutumes. F° 331 recto, 332 verso, 336 recto, 349 verso.

- REDECIMA. — *Redime*. — Droit réel, démembrement de la dîme, dixième du fruit de la dîme accordé en contre-partie de certains services dans la perception de la dîme. F° 335 recto, 336 verso.
- REUS. — *Accusé*. F° 336 recto.
- ROBELONS. — Tenancier du chapitre à Sury. F° 339 recto.
- ROSSELLI. — Officiers du chapitre, bayles à Beaulieu. F° 330 verso, 331 recto, 333 verso, 334 verso, 336 verso.
- RUSTICUS. — *Paysan*. F° 349 verso.
- SACERDOTOS. — *Ecclésiastique*. — Prêtre auquel le serf doit un legs. F° 354 verso.
- SACRI-CAESARI. — *De Sancerre*. F° 338 recto.
— (BERNARDUS DE). — Personnage redevable d'un cens à Sury. F° 340 verso.
- SALA (BERNARDUS DE). — Propriétaire d'une maison à Sury. F° 339 verso.
- SALINIAC. — *Saligny*. — Domaine de Bengy. F° 342 verso, 345 recto.
- SANCTUS URSINUS. — *Saint Ursin*. — Domaine de Sury. F° 332 verso, 343 recto.
- SANCTO URSINO (GALTERUS DE). — Vicaire. F° 343 recto.
- SANCTUS SATYRUS. — *Saint-Satur*. — Paroisse contiguë à Sancerre, f° 332 verso, reçoit comme Saint-Ursin un muid de blé pris sur les redevances de Beaulieu avant la répartition des prébendes.
- SCOPA. — *Balai*. — Coutume qui fait partie du trait, les grains balayés sur l'aire reviennent au propriétaire du trait. F° 331 v°.
- SENERET (PETRUS DE). — Prévôt du chapitre. F° 334 verso, 335 verso, 341 recto.
- SERVI COMITIS DE SACRI CAESARIS. — *Serfs du comte de Sancerre*, f° 337 recto. Seule ligne où le mot est employé.
- SERVIENS. — *Sergent*. — Officier qui veille à l'application des coutumes. F° 333 verso, 334 recto, 335 verso, 337 recto, 346 recto-verso, 347 verso, 353 recto, 354 verso.
- SERVITIUM. — *Service reconnaîtif de la dépendance envers le suzerain*. — Il s'agit pour le prévôt d'Outre-Cher qui est inféodé par le doyen de la justice sur le domaine, d'apporter au doyen une cape de soie aux jours de fêtes chantées. F° 331 recto.
- SERVIUS. — *Ecuyer*. F° 344 recto.
- SEXTARIUS. — *Setier*. — Mesure courante de volume pour les grains. F° 330 recto, 332 recto, 334 recto-verso, 336 verso, 338 recto-verso, 339 recto, 342 verso, 343 recto, 344 recto, 350 recto-verso, 352 v°.

SOLARIO (BARTHOLOMEUS DE). — A remplit les fonctions de bayle à Charpaignes. F° 344 verso.

SOLIDUS. — *Sol, monnaie*. F° 343 verso, 344 recto, 348 recto, 354 verso.

— SOLIDUS PARISIENSIS. — *Sol Parisis*. F° 331 recto, 332 recto, 333 recto, 334 recto-verso, 335 verso, 339 verso, 346 recto.

— SOLIDUS NIVERNENSIS. — *Sol de Nevers*. F° 331 verso, 332 recto-verso, 334 recto-verso, 335 verso, 341 recto, 345 recto-verso, 346 verso, 347 verso.

— SOLIDUS GIEMIS. — *Sol de Sainte Gemme*. F° 332 recto-verso.

— SOLIDUS SACRI CAESARIS. — *Sol de Sancerre*. F° 333 verso, 334 recto, 335 verso, 336 verso, 340 recto-verso.

— SOLIDUS TURONENSIS. — *Sol Tournois*. F° 339 verso, 349 verso, 351 recto, 353 recto.

SPATULA PORCI. — *Epaule de porc*. — Forme de la redevance due pour les mariages. F° 337 recto.

SPURIUS - BATARDUS. — *Enfant illégitime*. — Ne peut recevoir qu'une part dans les meubles et est écarté des immeubles dans la succession de ses parents. F° 348 recto.

STAGNUS. — *L'Etang*. — Village du domaine de Beaulieu où le chapitre et le comte de Sancerre se partagent les redevances. F° 332 recto-verso, 333 recto-verso.

— *Etang attenant au moulin*. F° 346 verso.

SUTOR. — *Cordonnier*. — Ils sont astreints à Bengy à une redevance en chaussures. F° 345 verso.

TARTUS. — *Porc engraisé pour la nourriture du paysan et de sa famille et sur lequel il n'est pas levé de droit*. F° 350 verso.

TERMINUS. — *Terme de paiement*. F° 331 recto, 333 verso, 334 verso, 344 recto, 345 verso, 346 recto, 347 verso, 349 verso.

TERRAGIA. — *Les Terrages*. — Village du domaine de Beaulieu. F° 330 recto-verso, 332 recto.

TERRAGIATOR. — *Celui qui est chargé de la perception des terrages*. F° 349 verso.

TERRAGIUM. — *Terrage, redevance du onzième de la récolte*. — Avant d'enlever celle-ci du champ, le paysan doit prévenir le terragiateur jusqu'à trois fois. Si le terragiateur ne se dérange pas après ces trois appels, il peut rentrer sa récolte sans crainte d'amende. Le terrage doit être transporté par le tenancier à la grange seigneuriale à ses frais. Il remplace la dime. F° 330 verso, 349 verso, 350 verso, 351 verso, 352 verso.

TORCULARIUM. — *Foudre*. F° 332 verso, 339 verso.

TRACTUS. — *Trait*. — Droit réel institué sur la dime, moyennant certains profits sur la dime tels que les grains qui proviennent

des gerbes défaites ou qui sont balayés sur l'aire, ou ramassés avec la paille, le propriétaire du trait lève la dîme et s'occupe du battage, c'est un droit bien distinct de la dîme, ils ne se confondent pas, même entre les mains d'un propriétaire unique. F^o 331 recto, 332 verso.

TUEBOF (RADULFUS). — Tenancier du chapitre. F^o 341 recto.

TUNICA. — *Tunique*. F^o 354 verso.

TRESPEAU (PETRUS). — Tenancier du chapitre redevable d'un cens à Bué. F^o 341 verso.

ULTRA CARUM. — *Outre-Cher*. — Désignation générale d'une partie des domaines du chapitre située entre Vatan et Issoudun et qui provient des donations des seigneurs de ces deux villes, l'administration en est distincte de celle des autres domaines, et les revenus également. F^o 351 recto-verso, 353 recto.

USAGIUM. — *Droit d'usage*. — Sorte de servitude qui permet au doyen de mener ses chevaux dans certains prés. F^o 343 verso, 344 recto.

VADIA. — *Gages qui doivent être remis quand la dîme n'est pas levée intégralement*. F^o 335 recto, 337 recto, 347 verso.

VEAUGE. — Bourg des environs de Sury. F^o 338 recto.

VECES. — *Vescès, pois*. — Supportent la dîme. F^o 336 verso, 347 verso.

VELLUS. — *Toison des moutons*. — Fruit des troupeaux au même titre que les agneaux, objet de la dîme. F^o 335 recto-verso, 336 verso, 344 verso, 346 verso, 347 recto-verso.

VENTILABRA. — *Vans*. F^o 336 verso.

VICARIUS. — *Vicaire*. — Il assiste le chapelain, jouit en général des revenus d'une fondation pieuse, f^o 330 verso, 343 verso, 351 recto. Nicholaus, vicaire assiste l'archidiacre de Bourges, f^o 339 recto. Gaufridus, vicaire de Sury à titre viager, f^o 339 recto.

VICARIA. — *Vicariat*. — Office de vicaire. F^o 330 verso, 343 recto.

VILERS. — *Villiers*. — Hameau du domaine de Beaulieu. F^o 336 verso.

VILLA. — *Ville*. — S'oppose à la paroisse rurale, f^o 335 recto, 347 r^o ; s'applique à l'Etang, f^o 333 verso, à Veauges, f^o 338 recto, Sury, f^o 340 recto, Bengy, f^o 343 recto, 344 recto, 345 verso, Barillon, f^o 350 recto.

VILLEHEMON. — *Villabon*. F^o 336 verso.

VINDEMIA. — *Vendanges*. F^o 332 verso, 339 verso, 340 recto, 344 recto, 348 recto.

VINEA. — *Vigne*. — Culture très répandue à Beaulieu, Sury et même Bengy ; la seule récolte exploitée directement par le chapitre sans être acensée. F^o 333 verso, 334 verso, 340 recto, 348 recto.

VITAM SUAM (AD). — *Sa vie durant*. F° 340 recto, 351 recto.

VITULUS. — *Veau*. — Objet de la dîme au même titre que les agneaux, mais les troupeaux de moutons étant beaucoup plus importants, la levée de la dîme des agneaux est prévue très minutieusement, alors que celle des veaux est seulement notée. F° 335 recto, 347 recto.

WILLEMUS. — Vicaire de Beaulieu. F° 330 verso.

BIBLIOGRAPHIE

BLOCH. — *La Société Féodale :*

I. — Les classes et le gouvernement des hommes.

II. — La formation des liens de dépendance.

BRUSSEL. — *Le Nouvel usage des fiefs.*

Bulletin de la Société Académique du Centre de la France, 1900-1907.

CHENON. — *Etudes Historiques sur le Berry religieux du moyen âge.*

— *Notes Archéologiques et historiques sur le Bas-Berry.*

— *Les démembrements de la propriété foncière en France.*

DELISLE. — *Etude sur la condition de la classe agricole et l'état de l'agriculture en Normandie.*

— *Bibliothèque de l'Ecole des Chartes, T. 60.*

Dictionnaire topographique du Cher.

GIRARDOT. — *Histoire du Chapitre de Saint-Etienne de Bourges.*

LONGNON. — *Documents relatifs au Comté de Champagne et de Brie dans Documents pour servir à l'Histoire de France.*

MEINDRE. — *Histoire de Paris, T. II.*

DES MÉLOIZES. — *Le servage en Berry.*

Nouvelle Revue historique de Droit :

1884. — BUCHE : « Censives et droits seigneuriaux ».

1933. — BLOCH : « La ministérialité en France et en Allemagne ».

RAYNAL. — *Histoire du Berry.*

Revue du Berry, 1908.

SÉE. — *Les classes rurales et le régime domanial en France au moyen âge.*

THAUMAS DE LA THAUMASSIÈRE. — *Les anciennes et nouvelles coutumes locales du Berry et celles de Lorris, commentées.*

VIARD. — *Histoire de la dime ecclésiastique dans le royaume de France.*

VIOLLET. — *Histoire du Droit civil français.*

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE PREMIER

Pages

Le cartulaire de Saint-Etienne de Bourges : présentation matérielle, plan, écriture, date. — L'extente : son origine, son auteur. — L'organisation du Chapitre : son importance ecclésiastique, laïque. — La situation du Berry au XIII^e siècle : historique, géographique.

7

CHAPITRE II

Plan de l'extente, division géographique. — Situation des domaines : leurs origines. — Plan généralement employé par le prévôt dans ses descriptions : Beaulieu, Sury, Bengy, Outre-Cher

17

CHAPITRE III

Examen des diverses redevances et des revenus : cens, dîmes, terrages, banvins, corvées, justice, coutumes, lods et ventes, main-morte, exploitation des vignes.

32

CHAPITRE IV

Le servage sur les terres du Chapitre : son existence à Bengy et Outre-Cher, sa disparition à Beaulieu et à Sury. — L'importance des « communautés » chez les paysans.

57

CHAPITRE V

Le mode de vie des tenanciers du Chapitre : fêtes religieuses, importance des terres concédées, la culture, espèces cultivées, élevage, les mesures et les monnaies employées.

63

CHAPITRE VI.

L'organisation du domaine : le doyen, son rôle honorifique, ses revenus ; les prévôts chanoines, leur importance, leurs rétributions ; les prévôts laïcs, la prévôté de Beaulieu, les attributions, les revenus de ces prévôts ; le judex de Bengy et celui de Vœu ; les bayles de Beaulieu ; les sergents ; les autres agents domaniaux : maires, collecteurs de cens, décimateurs, terragiateurs, grenieriers, celleriers. — Les paroisses : chapelains, vicaires.

70

CONCLUSION

Richesse du manuscrit. — Complication de la forme de la propriété féodale. — Multiplicité des droits. — Evolution vers une consolidation du droit de propriété. — Adoucissement et diminution du servage. — Premières tendances à l'hérédité des offices. — Complexité du système féodal, son évolution au XIII^e siècle vers une nouvelle organisation sociale.

87

RAPPORT DES PREVOTS

Extrait du Cartulaire de Saint-Etienne de Bourges.

95

LEXIQUE

des principaux termes employés dans l'extente.

133

BIBLIOGRAPHIE

157

CARTE DES DOMAINES DU CHAPITRE DE BOURGES



